

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16127 - 7 F

DIMANCHE 1^{er}-LUNDI 2 DÉCEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

MM. Chirac et Kohl s'efforcent de dissiper les malentendus sur l'euro

JACQUES CHIRAC et Helmut Kohl s'emploieront, à l'occasion de plusieurs rencontres d'ici la mi-décembre, à apaiser le malaise qui s'exprime dans les deux pays à propos de l'euro. En France, où le débat a été relancé par M. Giscard d'Estaing, certains critiquent l'alignement sur un rigorisisme monétaire allemand jugé excessif; en Allemagne, certains doutent de la volonté des Français de se doter d'une monnaie forte et reprochent à leurs gouvernements de prendre pour argent comptant les assurances données par Paris.

MM. Kohl et Chirac, qui devaient se rencontrer à Pérouges samedi 30 novembre en marge du Salon du livre gourmand, auront un entretien à l'Élysée mardi 3 décembre, à quelques jours du sommet franco-allemand de Nuremberg.

Lire page 2

La Commission européenne pose ses conditions à la privatisation du groupe Thomson SA

Le gouvernement français doit donner ses réponses avant lundi 2 décembre

LE GOUVERNEMENT français est soumis à une sorte d'ultimatum par les services de la Commission européenne sur le dossier de la privatisation de Thomson SA. Dans une lettre, en date du 26 novembre, que *Le Monde* s'est pro-

curée, Karel Van Miert, commissaire européen à la concurrence, donne à Jean Arthuis, ministre français de l'économie et des finances, jusqu'au 2 décembre pour souscrire un certain nombre d'engagements sur des points précis

du dossier. Faut-il ouvrir une enquête sur la recapitalisation de 10,86 milliards de francs préalable à cette privatisation. Le gouvernement a donné sa préférence à l'offre du groupe Daewoo qui cèdera au sud-coréen

Daewoo l'activité d'électronique grand public, Thomson Multimédia. Les services européens de la concurrence émettent de fortes exigences sur ce dernier volet du dossier. Thomson Multimédia devant être le principal bénéficiaire de la recapitalisation, ils demandent un plan de redressement détaillé assurant le retour à la viabilité de l'entreprise, ainsi que, durant cette période de restructuration, un gel des volumes de production et des parts de marché de Thomson Multimédia.

Jean Arthuis, interrogé samedi 30 novembre par *Le Monde*, n'a pas souhaité confirmer l'existence de la correspondance entre Karel Van Miert et lui-même. En revanche, il a affirmé que les informations demandées seront fournies à la Commission européenne « pour qu'elle soit en mesure de se prononcer dans les meilleurs délais sur le projet de recapitalisation de Thomson préalable à la privatisation ».



Field, Sérillon, Amar, médiateurs

L'ÉPOQUE des débats mêlant information et divertissement est passée. Voici venu le temps des agoras médiatiques. Paul Amar, Michel Field, Claude Sérillon sont les figures emblématiques de cette télévision qui met face à face les anonymes, les décideurs et les politiques (une enquête de Catherine Humbloet, Sylvie Kerviel et Dorothée Trompant). A lire également le malaise de la rédaction de France-Culture.

Lire notre cahier « Télévision-Radio-Multimédia »

Lire page 11

Les routiers roulent

La grève des chauffeurs-routiers a pris fin après douze jours de lutte. p. 6

Les manifestations de Belgrade

Plus de cent mille personnes ont manifesté contre l'annulation des élections municipales par M. Milosevic. p. 3

Un entretien avec le PDG d'EDF

Edmond Alphandery annonce qu'EDF prend pied en Suisse avec un investissement d'un milliard de francs. p. 12

Les bibles de la Pléiade

Le premier Pléiade est sorti des imprimeries en 1931. Depuis, 432 titres sont parus. p. 9

Placements

Le marché de l'art français et nos chroniques sur les marchés boursiers et financiers. p. 13, 14 et 15

Un design doux

Le créateur italien Andrei Branzi veut réconcilier l'homme et les objets qui l'entourent. p. 17

M. Strauss-Kahn au Grand Jury

Membre du bureau national du PS, Dominique Strauss-Kahn est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 1^{er} décembre à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 F; Belgique, 35 F; Canada, 1,25 \$; Danemark, 14 kr; Espagne, 220 Ptas; France, 1 F; Grèce, 380 Dr; Irlande, 1,40 £; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Pays-Bas, 10 Gld; Norvège, 14 Nkr; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 9 F; Suède, 900 F; Suisse, 15 Sfr; Tchécoslovaquie, 200 Cs; Turquie, 1,1 TL; USA, 1,25 \$; USA (hors), 2,50 \$.

M 0146 - 1201 - 7,00 F



M. Tiberi fils donne le frisson au RPR d'Ile-de-France

VOUS ÊTES conseiller régional d'Ile-de-France, élu à Paris sur la liste de la majorité en 1992. Vous voulez quelque chose que le président du conseil régional vous refuse. La solution? Menacer de démissionner! Vous obtiendrez (presque) tout ce que vous voulez. Il se trouve, en effet, que toute défection parmi les élus régionaux parisiens de la droite ferait entrer au Conseil le suivant de liste, qui n'est autre que... Dominique Tiberi, fils du maire de Paris. Ni Jean Tiberi ni le président du conseil régional, Michel Giraud, tous deux RPR et tous deux confrontés à une série d'affaires judiciaires, ni M. Tiberi fils - RPR lui aussi et chef de cabinet de Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement - ne tiennent à en rajouter. Le fils du premier magistrat parisien n'a-t-il pas déjà bénéficié d'un logement de l'office d'HLM de Paris, que préside son père, alors qu'il était propriétaire d'un appartement dans Paris? La compagnie Air France ne lui versait-elle pas un salaire fictif - remboursé depuis par l'État - voilà plusieurs années?

Le renouvellement, jeudi 28 novembre, de

la commission permanente - une sorte d'assemblée régionale en réduction qui décide de l'affectation des crédits votés au budget - aurait pu donner prétexte à la démission tant redoutée. En vertu des savants dosages qui régissent le fonctionnement d'une assemblée élue à la proportionnelle, le siège que le RPR espérait y reprendre pouvait, en effet, revenir à un Parisien. Or, le RPR de la capitale, en pleine tourmente, est sous l'étroite surveillance d'Alain Juppé.

Matignon a donc choisi Hervé Mécheri, ancien adjoint de Jacques Chirac à la mairie de Paris, aujourd'hui conseiller du 18^e arrondissement et délégué à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie.

Jusqu'au verdict de M. Juppé, d'autres candidats pouvaient prétendre au siège, parmi lesquels Eric Raoult, membre de la commission permanente jusqu'en octobre 1995. Cependant, outre qu'il n'était pas certain de faire le plein des voix RPR et UDF, M. Raoult serait pressenti pour succéder à Jean-François Mancel comme secrétaire général du RPR.

Aussi n'a-t-il guère insisté. En revanche, Jean-François Legaret, un adjoint de Jean Tiberi, est longtemps resté dans la course, poussé par l'Hôtel de Ville.

M. Giraud, pour sa part, appuyait un autre Parisien, représentant de la communauté franco-musulmane, Embarek Kari, dont le caractère soupe au lait avait fini par paralyser la commission des formations, qu'il présidait. M. Kari voulait bien abandonner cette présidence de commission, mais avec les honneurs qui lui sont dus, c'est-à-dire un siège à la commission permanente.

Mécontent de l'arbitrage de Matignon, auquel s'étaient pliés Jean Tiberi et Michel Giraud, M. Kari a menacé, durant plusieurs jours, de quitter le conseil régional, au risque de provoquer... la catastrophe tant redoutée. Les trésors de diplomatie déployés par M. Giraud lui ont fait entendre raison. S'il n'a pas obtenu ce qu'il réclamait, du moins remplacera-t-il M. Mécheri comme vice-président du groupe RPR du conseil régional.

Pascale Sauvage

Sida : désunis dans l'espoir

NOUVEAU rituel international face à la pandémie, la « journée mondiale contre le sida » a, pour sa neuvième édition du 1^{er} décembre, pris pour slogan : « L'union dans l'espoir ». Belle formule, mais qui ne correspond en rien à la réalité.

Jamais l'écart n'a été aussi grand entre ceux qui peuvent, grâce aux dernières avancées thérapeutiques

permettre par les associations de médicaments antirétroviraux, nourrir l'espoir d'un allongement de leur espérance de vie et ceux qui, contaminés par le VIH dans les pays du tiers-monde sont condamnés, en l'absence des médicaments les plus élémentaires, à mourir de soif, de tuberculose ou d'une autre maladie opportuniste.

Jamais les inégalités n'ont, selon

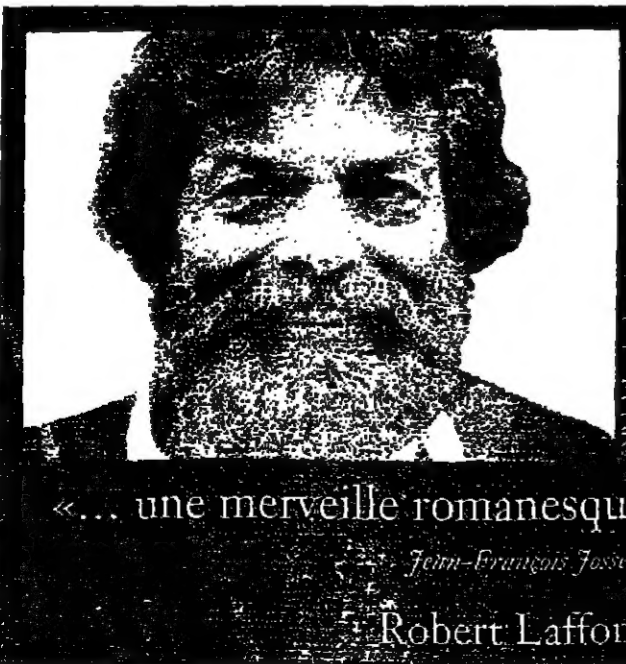
les latitudes, été aussi fortes dans l'exposition au risque infectieux, l'accès au diagnostic ou la prise en charge des malades par les systèmes de couverture sociale. Jamais enfin on a, face à ce mal, autant mesuré la faible efficacité des actions préventives qui visent à obtenir une modification durable des comportements sexuels à risque. « Unis dans l'es-

poir »? Quinze ans après l'identification des premiers cas, les responsables du programme Onusida chiffrent à plus de 8,4 millions le nombre cumulé des personnes ayant été atteintes du sida. Ils estiment qu'à l'heure actuelle plus de 22 millions de personnes (dont près d'un million d'enfants) sont à travers le monde infectées par le VIH. Chaque jour, 8 500 personnes, le plus souvent âgées de moins de vingt-cinq ans, s'infectent. Pour la seule année 1996, le sida aura tué 1,5 million de malades dont 350 000 enfants.

A l'échelon de la planète, les tendances lourdes de l'épidémie se confirment. La transmission du VIH continue à progresser en Afrique subsaharienne. « Un phénomène nous inquiète tout particulièrement », a expliqué au *Monde* le professeur Peter Piot, responsable du programme Onusida. Nous observons aujourd'hui, dans une zone allant du Kenya à l'Afrique du Sud, des taux de séropositivité pouvant atteindre 40 % chez les femmes enceintes des grandes villes. Or, habituellement, dans les zones de forte endémie, les taux de stabilisation sont plus bas. Nous ne savons pas si cette situation tient à des actions préventives moins efficaces ou à des caractéristiques épidémiologiques particulières de l'infection. »

Jean-Yves Nau

Lire la suite page 10



MAREK HALTER
LE MESSIE
480 pages / 139 F

«... une merveille romanesque et historique...»
Jean-François Josselin / *Le Nouvel Observateur*

Robert Laffont

La valse lente des recteurs



MICHELLE RUDLER

RECTEUR des Antilles-Guyane, critiquée pour sa gestion de la révolte lycéenne à Cayenne, Michèle Rudler a fort involontairement contribué à la création de deux nouveaux rectors : l'un en Guyane, l'autre en Guadeloupe. Nommée « par la volonté du président de la République » en janvier 1996, M^{me} Rudler a rappelé la politisation de cette fonction. La valse des recteurs s'est néanmoins calmée depuis quelque temps.

Lire page 7

International	2	Aujourd'hui	16
France	3	Agenda	18
Société	7	Abonnements	18
Horizons	6	Météorologie	18
Entreprises	11	Mots croisés	18
Carnet	12	Culture	18
Placements-marchés	13	Radio-Télévision	21

مكتبة المصطفى

EUROPE Jacques Chirac devait rencontrer, samedi 30 novembre à Périgueux, le chancelier allemand Helmut Kohl venu en visite privée au « Salon du livre gourmand » où

son épouse, Hannelore, a reçu un prix pour son livre « Un voyage gourmand à travers l'Allemagne ». ● **MONNAIE UNIQUE.** Les deux hommes devaient sans doute évo-

quer, au cours d'un tête-à-tête informel, le malaise perceptible outre-Rhin après les récents débats en France sur la relation franc-mark, le respect des critères de Maastricht

et la gestion future de l'euro. ● **HELMUT KOHL** se rendra de nouveau à Paris, mardi 3 décembre : il aura un long entretien à l'Élysée avec le président français pour pré-

parer le sommet semestriel franco-allemand qui se tiendra six jours plus tard à Nuremberg et le Conseil européen qui se déroulera les 13 et 14 décembre à Dublin.

Les débats sur l'euro pèsent sur l'entente franco-allemande

Le respect des critères de Maastricht et la gestion de la future monnaie unique suscitent controverses et méfiance de part et d'autre du Rhin. Mais en dépit du malaise actuel Paris et Bonn sont en phase sur les questions de l'élargissement de l'UE et de la réforme des institutions

BONN
de notre correspondant
La scène se déroulait récemment dans un TGV entre Nantes et Paris. A bord du train, un député allemand chrétien-démocrate, proche du chancelier Kohl, engage une conversation avec une voyageuse, jeune professeur de lycée dans la Sarthe. Très vite, la discussion porte sur l'Europe et sur l'Allemagne. « L'Allemagne ? Elle nous fait peur », dit la jeune femme. Cette remarque spontanée embarrasse le député allemand. A son retour à Bonn, il a le sentiment que, décidément, « quelque chose ne colle pas dans les relations franco-allemandes ». A l'heure où le chancelier Kohl et le président Chirac multiplient les rencontres et affichent leur bonne entente, on s'interroge, de l'autre côté du Rhin, sur l'évolution en profondeur des relations franco-allemandes.

Indéniablement, celles-ci traversent une période critique. Depuis le début de l'année, les appels à une « explication franche » avec l'Allemagne se multiplient en France. Ici et là, le grand voisin d'outre-Rhin paraît être ressenti comme un allié inconfortable, dont les options rigoristes en matière économique et monétaire auraient entraîné, au moins pour partie, la France au bord de la faillite sociale. Ce malaise n'est pas passé inaperçu outre-Rhin : il vient d'atténuer une dimension particulière avec les dernières propositions de Valéry Giscard d'Estaing sur un éventuel décrochage du mark par rapport au franc.

« Le ton se durcit », écrivait ainsi en première page l'hebdomadaire *Die Zeit* du 29 novembre, en analysant l'évolution des choses comme suit : « L'Allemagne formule ses intérêts de manière trop bruyante. Mais elle est trop silencieuse dès lors qu'il s'agit de sauver les efforts de son partenaire le plus important. » Allusion aux critiques virulentes qui n'ont pas cessé d'être émises en Allemagne, depuis la présentation du budget français pour 1997, à l'endroit des « tours de passe-passe » comptables censés permettre à Paris de respecter les critères à temps



pour le passage à la monnaie unique. Préoccupé, lui aussi, par la tournure des événements, l'ancien ministre des affaires étrangères Hans Dietrich Genscher sort de son silence et lance un avertissement : « La discussion que nous menons, en Allemagne, sur les exigences supplémentaires entraînées par l'Union économique et monétaire détermine

l'atmosphère dans toute l'Europe. Elle est ressentie, particulièrement en France, comme si nous nous comportions en maîtres d'école », écrit-il dans un texte à paraître dimanche 1^{er} décembre dans l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*. Ces prises de position le prouvent : aux tensions franco-allemandes autour de la monnaie unique s'ajoute un conflit ouvert, à

caractère germano-allemand cette fois, portant sur l'interprétation plus ou moins souple des critères de stabilité du traité de Maastricht au printemps 1998. Cette date, qui est celle du choix des premiers pays qui pourront adopter l'euro, est aussi celle de l'entrée en campagne électorale, en Allemagne comme en France. En cas de non-respect des critères par l'un ou l'autre des deux pays, et ce au sens le plus strict du terme, faudrait-il « arrêter la pendule européenne », reporter l'entrée en vigueur de l'euro et risquer la crise ouverte avec Paris ? Telle est l'option la plus communément défendue des lors qu'on quitte le cercle étroit des dirigeants bonnels, tenus par la discipline gouvernementale.

« La France veut-elle d'une monnaie forte ? C'est ce qu'elle nous dit officiellement. Mais derrière la façade gouvernementale nous nous rendons compte depuis longtemps que la réalité est très différente », ainsi s'exprime Philipp von Wiedersheim, chargé des relations internationales de l'assemblée des chambres de commerce et d'industrie (DIHT). Voilà sans doute le malentendu franco-allemand le plus grave : la gestion future de l'euro risque, c'est déjà perceptible, de

provoquer de très vifs conflits entre une Allemagne avant tout attachée à la stabilité interne et externe de la monnaie et une France dont la conception de l'euro, telle qu'elle est défendue y compris par certains membres du conseil de politique monétaire de la Banque de France, est celle d'un instrument commercial jouant de sa parité contre celle du dollar.

DÉCALAGES

Ces malentendus fondamentaux interviennent alors que, sur la plupart des grands dossiers du jour, les gouvernements affichent une entente parfaite. Monnaie unique : quelle que soit l'évolution du débat hors du champ gouvernemental, les deux pays tiennent bon sur la voie qu'ils se sont fixée. Sur la conférence intergouvernementale (CIG) portant sur la révision du traité de Maastricht, et dont l'enjeu est de renforcer l'efficacité et la flexibilité des institutions de l'Europe, les deux capitales marchent main dans la main. A quelques jours du conseil européen de Dublin, une nouvelle lettre commune signée par M. Chirac et M. Kohl devrait être rendue publique lors du sommet franco-allemand de Nuremberg, le 9 décembre.

Même chose en ce qui concerne l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale, les deux capitales partageant en gros la même approche : le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, vient de soutenir l'idée française d'une conférence à caractère permanent réunissant, une fois les travaux de la CIG terminés, les pays de l'Union et l'ensemble des pays candidats (« les premières adhésions ne pourront pas avoir lieu avant 2001 ou 2002 », selon M. Kinkel). Quant à la réforme de l'OTAN et à un de ses aspects essentiels - la répartition future des postes de commandement entre Américains et Européens -, Bonn défend à fond les positions françaises.

Cette entente gouvernementale forte ne doit cependant pas masquer l'existence de décalages importants. « L'Allemagne, dit Alfred

Grosser, manifeste une indifférence de plus en plus grande envers la France : pour elle, la France est en train de devenir un pays comme un autre. » Les observateurs attentifs constatent la montée en puissance, au sein de l'administration allemande, de jeunes technocrates formés plus souvent aux États-Unis qu'en France. On ne saurait, dans ce contexte, rester insensible aux

Trois rencontres en dix jours

Jacques Chirac et Helmut Kohl vont se rencontrer à trois reprises, en dix jours, avant le sommet européen de Dublin des 13 et 14 décembre, où ils doivent soumettre à leurs partenaires des propositions communes sur la réforme de l'Union. La première de ces rencontres, qui devait avoir lieu samedi 30 novembre à Périgueux (lire ci-contre), est prévue de longue date et ne devait pas avoir de caractère politique. La troisième, elle aussi, programmée depuis longtemps - à Nuremberg le 9 décembre - puisqu'il s'agit du traditionnel sommet semestriel franco-allemand, qui a lieu généralement avant le conseil européen. La deuxième, en revanche, n'a été annoncée que depuis quelques jours : c'est la venue à Paris mardi 3 décembre du chancelier, qui aura un long entretien avec Jacques Chirac en fin de journée à l'Élysée.

vifs ressentiments qui s'expriment dans le débat public allemand dès lors que la « grande nation » défend une vocation de puissance mondiale ou tente d'entraîner l'Europe dans son sillage. Ce décalage se vérifie aussi bien à l'approche de la monnaie unique (quelle stratégie vis-à-vis du dollar ?) qu'à propos de la politique étrangère commune dès lors qu'elle entendrait dépasser les frontières strictes de l'Europe.

Lucas Delattre

Helmut Kohl et la nouvelle cuisine : « Je ne suis pas un lapin »

PÉRIGUEUX
de notre correspondante
Créé en 1990, le Salon international du livre gourmand vit depuis vendredi 29 novembre une quatrième édition prestigieuse. L'invitée d'honneur n'est autre en effet que Hannelore Kohl, l'épouse du chancelier fédéral allemand, qui signe aux éditions De Fallois *Un voyage gourmand à travers l'Allemagne* : un ouvrage qui recense, région par région, quelque 300 recettes de cuisine précédées chacune d'un texte de présentation rédigé par Helmut Kohl en personne. Ce livre a reçu le Grand Prix du livre gourmand de Périgueux, le prix La Mazière, décerné à l'unanimité du jury.

Arrivée jeudi dans la journée, Hannelore est, depuis, la proie des médias. Après sa participation à « L'Heure du pop », l'émission de José Artur sur France-Inter, elle était la vedette, vendredi soir, du « Bouillon de culture » de Bernard Pivot en direct de Périgueux. Hannelore Kohl a précédé son époux, qui

est arrivé samedi, accompagné de Jacques et Bernadette Chirac, pour une visite privée placée sous le signe de l'amitié franco-allemande. Un tête-à-tête politique entre les deux hommes d'État est cependant prévu. Si le menu de cette rencontre n'a pas été divulgué, la gastronomie ne devait vraisemblablement pas être le seul sujet de discussion, en cette période où les débats relatifs à l'euro sont relancés de part et d'autre du Rhin. Au cours d'un entretien télévisé avec Bernard Pivot, réalisé il y a quelques jours à Bonn, et diffusé dans le « Bouillon de culture » de vendredi, le chancelier Kohl a fait quelques confidences culinaires. Interrogé sur son attrait pour la nouvelle cuisine, il a eu cette réponse qui ne plaira sans doute pas à tous les chefs français : « La nouvelle cuisine n'est pas toujours de mon goût. Par exemple, ça ne me plaît pas tellement de manger des carottes pas cuites. Je ne suis pas un lapin. »

Arne-Marie Siméon

Le président Snegur brigue un second mandat en Moldavie

Les conditions de vie de la population ne cessent de se dégrader dans un pays miné par la crise et par le conflit non résolu avec la minorité russophone de Transnistrie

CHISINAÛ

de notre envoyé spécial
Comme elle le fait de plus en plus souvent, Silvia est montée dans sa vieille Lada en direction du petit village où résident ses parents agriculteurs, situé à une dizaine de kilomètres de Chisinau, la capitale de la Moldavie. Le but de cette visite n'est pas tant de quitter la grisaille de la cité où elle habite avec son mari et ses deux enfants qu'une question de survie. « Nous ne pouvons pas nous en sortir avec nos seuls salaires », lâche cette jeune femme. Ce couple d'enseignants cumule péniblement 250 lei par mois, soit environ 250 francs vite engloutis dans l'achat du strict nécessaire. Silvia reviendra de la campagne chargée de pommes de terre, d'œufs et de légumes. C'est autant d'économies.

« Nous sommes des privilégiés, ironise-t-elle, parce que nous avons de la famille qui peut nous aider et parce que nous habitons la capitale. » Beaucoup de ses collègues de province attendent depuis plusieurs mois leur salaire de misère. Depuis la rentrée scolaire, ce petit pays de 4,4 millions d'habitants compte en permanence une dizaine d'écoles en grève, les professeurs exigeant le versement de leur dû. La situation est encore plus dramatique pour les retraités abandonnés depuis plus longtemps encore par un État qui ne parvient pas à faire rentrer les im-

Les résultats économiques encourageants de l'année dernière, lorsque le pays était considéré comme le bon élève du FMI dans la Communauté des États indépendants (CEI), se sont envolés malgré une aide économique internationale qui a atteint 700 millions de dollars (environ 3,6 milliards de francs) au cours des trois dernières années. Cette manne indispensable a contribué à assurer l'étonnante stabilité de la monnaie moldave face aux devises étrangères. Officiellement, l'inflation est à peu près maîtrisée (+15 % cette année) et la croissance du PIB, assurée à 60 % par les secteurs agricole et agroalimentaire, devrait atteindre 3 %.

« COMME AU MOYEN ÂGE »

La population ne se retrouve pas dans ces prévisions optimistes, alors que les conditions de vie sont de plus en plus difficiles. Les appartements sont sous-chauffés - quand chauffage il y a -, l'eau chaude est un luxe et les coupures d'électricité sont fréquentes, surtout en province. Cet hiver promet d'être plus rude encore que les autres : les réserves énergétiques sont au plus bas. « Les gens sont obligés de vivre comme au Moyen Âge », se lamente Valeriu Matel, président du Parti des forces démocratiques (droite).

La gravité de la crise a incité les deux candidats en lice pour le deuxième tour de l'élection prési-



dentielle, dimanche 1^{er} décembre, à multiplier les promesses, irréalistes pour la plupart. Le chef de l'État sortant, Mircea Snegur (58 % des voix au premier tour) et son rival Petru Loutchinski (28 %), président de l'Assemblée, ont surtout cherché à effrayer l'électorat. L'un accusait l'autre d'autoritarisme et de vouloir rattacher le pays à la Roumanie voisine (dit M. Loutchinski), le second qualifiait son adversaire de « communiste antinational » rêvant d'intégrer la Moldavie à la CEI. « La violence des débats traduit moins des divergences politiques que des rivalités personnelles entre deux anciens hauts dignitaires communistes du

temps de l'URSS », relativise un diplomate occidental. « Le danger, ajoute-t-il, est qu'ils ont attiré les rancœurs » entre la majorité roumanophone (64 % de la population) et la minorité russophone (26 %).

L'avenir de ce pays, créé de toutes pièces par Staline, coincé entre l'Ukraine et la Roumanie, demeure très lié à Moscou. Plus de la moitié des échanges commerciaux de la Moldavie se font avec la Russie. De plus, par le biais de sa 14^e armée stationnée en Transnistrie - petite bande de territoire peuplée en majorité de russophones qui ont fait sécession de la Moldavie en 1991 - le grand frère russe dispose d'un redoutable moyen de pression pour éviter que l'ex-République soviétique ne lui tourne radicalement le dos au profit de l'Ouest. Quatre ans après les violents combats qui avaient suivi la proclamation d'indépendance de la Transnistrie, les clés du règlement de ce conflit ont, semble-t-il, été égarées à Moscou. Malgré un accord signé en 1995 et prévoyant le retour de tous les soldats russes, la Russie cherche en fait à pérenniser sa présence militaire aux confins de son ancien empire. A Moscou, la Douma a d'ailleurs adopté récemment une résolution déclarant que la Transnistrie constitue « une zone d'intérêt particulier ».

Christophe Chatelot

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

DOMINIQUE
STRAUSS-KAHN

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)
ET
BÉATRICE HADJAJE (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Plus de 100 000 manifestants à Belgrade contre Slobodan Milosevic

De son côté, le gouvernement reste silencieux

Tandis que le mouvement de protestation se poursuit en Serbie, les États-Unis ont appelé une nouvelle fois, vendredi 29 novembre, le gouvernement à revenir sur

l'annulation des élections municipales. Le porte-parole du département d'État a également condamné les mesures prises pour museler la presse.

BELGRADE

de notre envoyé spécial
Il chantait sous la neige : « on en a assez de votre merde », et lançait des rouleaux de papier hygiénique devant l'entrée de l'immeuble de la commission électorale. Pour la treizième journée consécutive, vendredi 29 novembre, des milliers d'étudiants serbes manifestent. Au son du sifflet ou des clochettes, ils dénoncent « la mafia rouge » du Parti socialiste au pouvoir et scandent : « Nous, ils ne peuvent pas nous annuler », dans une allusion à ce qui a provoqué la révolte, l'annulation des élections municipales que l'opposition avait remportées dans la plupart des grandes villes.

En fin de parcours, au centre de la ville, les étudiants rejoignent un autre cortège, fort celui-là de quelques centaines de personnes. En tête de la manifestation se trouvent les deux principaux dirigeants de la coalition Ensemble, Zoran Djindjic (président du Parti démocrate) et Vuk Draskovic (président du mouvement du renouveau serbe), entourés d'un service d'ordre vigilant.

La manifestation erre ensuite dans les rues de Belgrade, sans plan de parcours préétabli. Les dirigeants hésitent à chaque carrefour sur le meilleur chemin à prendre. « Il s'agit de libérer successivement chaque rue de Belgrade, alors nous improvisons », explique Vuk Draskovic. Au passage des bâtiments officiels, les sifflets redoublent, et le cri de ralliement de l'opposition : « En avant, tous ensemble à l'attaque » retentit. Des ceufs sont lancés sur les façades, et parfois quelques pierres qui heurtent des vitres. Aucun policier n'est ostensiblement visible aux alentours de la manifesti-

tion. Les forces anti-émeutes sont stationnées sur les hauteurs de la ville, aux abords du bâtiment de la télévision officielle, mais n'interviennent pas.
Tous les jours, depuis le 17 novembre, le même scénario se reproduit. Nada assure qu'elle « n'en changera pas ». Depuis le premier jour, elle rentre chez elle transie et fatiguée d'avoir tant marché dans le froid. Nada se promet alors « de faire l'impasse le lendemain, au moins pour un jour », raconte son mari. Puis elle écoute, avec difficulté en raison d'un brouillage apparentement officiel et en tout cas récent, la radio indépendante B-92, ce qu'elle ne faisait presque jamais auparavant. Le récit de la journée l'enchantait, « et me fait décider d'y retourner dès le lendemain », dit-elle.

Durer, c'est dorénavant le leitmotiv de l'opposition. Lors de la clôture du défilé, depuis le balcon qui domine la rue piétonne du centre de la capitale, Zoran Djindjic le répete, vendredi, à la foule : « C'est le troisième jour de notre juste protestation, et quand on nous demande combien de temps nous pourrions tenir, nous répondons simplement : un jour de plus que Slobodan Milosevic. C'est à lui qu'il faut demander combien de temps il peut encore rester au pouvoir. » L'effet est immédiat - et, là encore, quotidien : les manifestants sifflent, pendant plusieurs minutes, le président de Serbie. « Il y a encore des gens qui dorment dans les rues de Belgrade, poursuit Zoran Djindjic, mais bientôt ils sortiront pour nous rejoindre, et ce sont les vampires qui s'en iront. »

Vuk Draskovic clôture, en début de soirée, les interventions des diri-

geants par un jeu de questions-réponses avec la foule : « Si l'on sort pendant quarante jours, le peut-on ? - Oui », répondent les manifestants. « Ve-t-on le faire ? », demande encore le dirigeant, pour s'entendre donner la même réponse enthousiaste de manifestants qui scandent : « Ensemble, Ensemble ». Quelques minutes plus tard, l'assemblée se disperse dans le calme. Réunis dans les bureaux du Parti démocrate, les militants se disent « à demain », comme à la fin d'une journée bien remplie.

La coalition de l'opposition souhaite étendre le mouvement aux entreprises et étudier la possibilité de déclencher, la semaine prochaine, une grève générale. Sans trop d'illusions cependant. A l'issue de la manifestation, Zoran Djindjic souligne qu'une « grève générale est risquée dans ce pays où le tissu social est complètement désorganisé, comme souvent les syndicats. Pour l'instant, il vaut mieux continuer et amplifier les manifestations dans les villes où nous avons 60 % d'opinions favorables ». Dans d'autres centres industriels du pays, comme à Kragujevac et à Nis, de nombreux meetings ont également été organisés.

PARI SUR LA LASSITUDE

Devant la montée du mécontentement, Slobodan Milosevic et son gouvernement restent silencieux. Le président serbe a reçu, vendredi, une délégation du Parti communiste chinois. Un « événement » largement couvert par la chaîne de télévision officielle, RTS1, comme la visite en Inde de la femme du président, Mira Markovic. Aucune image ou information n'est en revanche donnée sur les protestations du jour. Le présentateur du journal du soir se contente, vendredi, d'annoncer les résultats officiels des élections à Belgrade : le Parti socialiste remporte - en l'absence de l'opposition qui boycottait ce « troisième tour » - la majorité au conseil municipal, avec 58 conseillers sur les 110 que compte l'assemblée. Un résultat qui semble bien incongru dans ce contexte. Il est clair que le gouvernement compte avant tout sur la lassitude des manifestants, mais le pari ne semble guère d'actualité pour l'instant. Dans Belgrade, c'est un inhabituel et curieux bras de fer qui se poursuit, sans qu'il soit possible d'en prédire l'issue.

Denis Hautin-Guiraut

Une aide européenne aux médias indépendants

Une réunion, organisée vendredi 29 novembre à Bruxelles, par la Commission européenne à l'initiative de Hans van den Broek, commissaire chargé des relations extérieures, a permis de mesurer le fossé existant dans la plupart des États de l'ex-Yugoslavie entre la volonté du pouvoir politique et les médias officiels d'une part, les journalistes qui cherchent à exercer leur métier en respectant les principes d'humanité d'autre part. En Croatie, en Serbie, en Bosnie, les gouvernements ont tendance, à des degrés divers, à considérer que la « bonne presse » est celle représentant les positions officielles, tandis que les quelques médias indépendants existants sont soumis à des tracasseries diverses, pouvant aller jusqu'à l'interdiction pure et simple.
Dressant le bilan des initiatives internationales visant à soutenir la liberté d'expression, Hans van den Broek a annoncé que l'Union européenne renouvellerait en 1997 l'aide de 10 millions d'euros (environ 65 millions de francs) qu'elle consacre à la presse libre dans l'ex-Yugoslavie.

Denis Hautin-Guiraut

Les syndicats grecs protestent contre la rigueur budgétaire du gouvernement socialiste

ATHÈNES

de notre correspondant
Costas Simitis, le chef du gouvernement socialiste grec, a présenté, vendredi 29 novembre, sa première proposition de budget depuis la victoire de son parti aux élections de septembre dernier. Marqué par la rigueur, le projet, qui sera voté le 21 décembre, est dicté par les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht.

« Il s'agit du budget le plus dur de ces quinze dernières années », a affirmé le ministre de l'économie et des finances, Yannis Papantoniou. L'objectif principal est de permettre à la Grèce, l'ancienne rouge de l'Union, de participer à la deuxième phase à l'union économique et monétaire (UEM), en 2000 ou 2001. « Si la Grèce rate le train de l'intégration européenne, avertit M. Papantoniou, elle rejoindra la République tchèque, la Slovaquie ou la Bulgarie dans un autre train, pour une autre intégration. » Pour ce faire, a-t-il ajouté, « le but du gouvernement est de combler l'écart qui sépare la Grèce de ses partenaires européens, dans le temps imparti par le programme de convergence, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1998 ». Selon les prévisions d'autonomie de la Commission européenne, la Grèce ne répondra, en 1998, à aucun des critères de Maastricht et sera le seul État de

l'Union dans ce cas. Pourtant, le gouvernement de Costas Simitis, qui a fait de la convergence européenne la pierre angulaire de sa politique économique, est déterminé à remplir les conditions. « Nous avons accompli depuis 1993 les deux tiers du chemin, nous en aurons fait les cinq sixièmes à la fin de 1997 », a affirmé M. Papantoniou.

Pour 1997 donc, le budget prévoit une croissance de 3,3 % (contre 2,6 % en 1996) - « une des plus fortes d'Europe », selon M. Papantoniou - et une inflation de 4,5 % en décembre 1997, soit 4 % de moins environ que cette année. « C'est un objectif très difficile », a reconnu le ministre, qui a demandé l'aide de tous les partenaires sociaux.

FOSSÉ À COMBLER

Sur le plan de la rigueur, le budget prévoit un déficit de plus de 2000 milliards de drachmes (43,7 milliards de francs), soit 6,2 % du PIB contre 9,3 % cette année. Les recettes des impôts directs et indirects augmenteront respectivement de 16,9 % et de 13,4 %. Les taxes sur le tabac et les alcools seront relevées. Le gouvernement doit déposer la semaine prochaine une nouvelle loi fiscale supprimant une partie d'exonérations fiscales touchant plus de deux cents professions, allant des

frais de représentation du chef de l'État, des ministres, des députés, des maires, aux allègements fiscaux des journalistes ou des sportifs.

Le gouvernement a aussi, par « souci de justice sociale », décidé de tuer le capital et les fortunes immobilières. Il a réitéré sa volonté d'accroître sa lutte contre l'évasion fiscale - l'économie parallèle est estimée à quelque 30 % du PIB - et annoncé des privatisations limitées dans le secteur bancaire et une partie de l'entreprise publique du pétrole (Dep).

La puissante Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE, 600 000 adhérents), et la Fédération des fonctionnaires (ADEDY, 200 000 membres) ont organisé, jeudi, une grève générale de vingt-quatre heures, qui a été très suivie, pour protester contre la rigueur budgétaire. « Non à Maastricht et à ses critères ! », ont scandé les manifestants dans le centre de la capitale. « Notre politique est la seule possible pour développer le pays, pour que la Grèce ait une voix sur la scène internationale et puisse défendre ses intérêts nationaux », a rétorqué le gouvernement qui a promis en 1997 une hausse réelle des salaires dans la public supérieure de 2 % à l'inflation.

Didier Kunz

La justice mexicaine a longuement interrogé l'ex-président Salinas

L'ancien chef de l'État dont le frère est poursuivi pour corruption, décrié pendant la campagne l'impitoyable Donald Colosio

MEXICO

de notre correspondant
L'ancien chef de l'État mexicain, Carlos Salinas, a rendu public, vendredi 29 novembre, un long document dans lequel il dénonce la campagne visant à l'impliciter dans l'assassinat, en mars 1994, du candidat à la présidence de la République, Donald Colosio. « Ce crime, écrit-il, fut un coup terrible pour moi et pour mon gouvernement. La disparition [de Colosio] a porté un coup fatal à la stratégie de changement que nous avions entreprise ensemble. »

M. Salinas a fait connaître sa position à l'occasion d'une comparution de douze heures devant un représentant du ministère public mexicain venu l'interroger sur son éventuelle implication dans l'assassinat de Donald Colosio. L'entretien, au cours duquel M. Salinas a eu à répondre à quelque trois cents questions, a eu lieu en Irlande, où s'est établi l'ancien président de la République, soucieux d'échapper aux rumeurs de corruption qu'avaient suscitées, en février 1995, l'arrestation de son frère aîné, Raul Salinas. Avant de se soumettre à l'interrogatoire, l'ex-président a lu un texte dans lequel il fait part de son indignation à propos des « accusations irresponsables » lancées contre lui dans la presse mexicaine. Démentant catégoriquement l'existence de désaccords politiques qui l'auraient conduit à rompre avec un candidat qu'il avait « soigneusement construit durant plusieurs années », il a qualifié d'« absurde » la rumeur insistante selon laquelle il aurait voulu se défaire de son dauphin. « Donald Colosio était le meilleur représentant de la tendance modernisatrice et démocratique au sein de

mon parti, et Carlos Salinas, celui qui, parmi mes collaborateurs, s'était le plus engagé en faveur de la réforme électorale, politique et sociale dans le cadre du libéralisme social promu par mon gouvernement. »

MISSION DÉLICATE

Il a cependant reconnu qu'il avait commis une erreur en confiant à un de ses plus proches amis, Manuel Camacho, la mission délicate de négocier avec les rebelles de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) qui s'étaient emparés de plusieurs villes de l'État du Chiapas, le 1^{er} janvier 1994, soit quelques jours à peine avant l'ouverture de la campagne électorale. M. Salinas comptait sur l'habileté politique de M. Camacho pour résoudre la crise du Chiapas, mais il avait sous-estimé l'ambition de l'ex-maire de Mexico, qui profita de son rôle de médiateur pour voler la vedette à Donald Colosio dans les médias et apparaître comme un candidat de rechange pour la présidentielle d'août 1994. L'ancien président ne va pourtant pas jusqu'à affirmer, comme n'ont pas hésité à le faire les adversaires de M. Camacho, que celui-ci aurait contribué, par son attitude « ambiguë », à encourager les assassins de Donald Colosio. Il se garde bien également de « spéculer » sur l'identité des commanditaires du crime et soutient qu'il ne dispose d'aucune information pour étayer l'hypothèse d'une conspiration, dans la mesure où l'auteur matériel des faits, Mario Aburto, condamné à quarante-cinq ans de prison, a toujours affirmé qu'il avait agi seul.

Le témoignage de M. Salinas a été accueilli avec scepticisme par l'opposition, qui n'a nul intérêt à

épargner celui dont la forme politique, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 1929), est accusée d'avoir conduit le pays à la ruine avec la brutale dévaluation de décembre 1994. L'opposition, qui détient le portefeuille de la justice, est d'autant plus pugnace que l'enquête qui vise le frère aîné de l'ancien chef de l'État, Raul Salinas, a, ces derniers temps, connu quelques rebondissements spectaculaires. Initialement poursuivi pour corruption, Raul Salinas est, depuis, également soupçonné d'avoir ordonné l'assassinat, en septembre 1994, du secrétaire général du PRI, José Ruiz Massieu. Le 9 octobre dernier, les enquêteurs ont détecté dans sa propriété un cadavre qui pourrait être celui de Manuel Munoz, un ancien député du PRI qui, selon la version officielle, aurait organisé l'assassinat de Ruiz Massieu (Le Monde du 12 octobre). Des analyses scientifiques sont toujours en cours pour identifier formellement le cadavre.

Bertrand de la Grange

LE PROCUREUR fédéral suisse Carla del Ponte a officiellement protesté contre la divulgation publique faite par les autorités mexicaines de dossiers confidentiels que leur avait transmis Berne. Ces derniers détaillent les comptes bancaires et les avoirs ouverts en Suisse par Raul Salinas, frère de l'ancien chef de l'État mexicain, poursuivi et détenu pour corruption. Ils devaient initialement servir à d'éventuelles poursuites pour trafic de drogue. La loi suisse n'autorise pas l'utilisation des informations bancaires transmises à l'étranger pour poursuivre les délits fiscaux ou financiers.

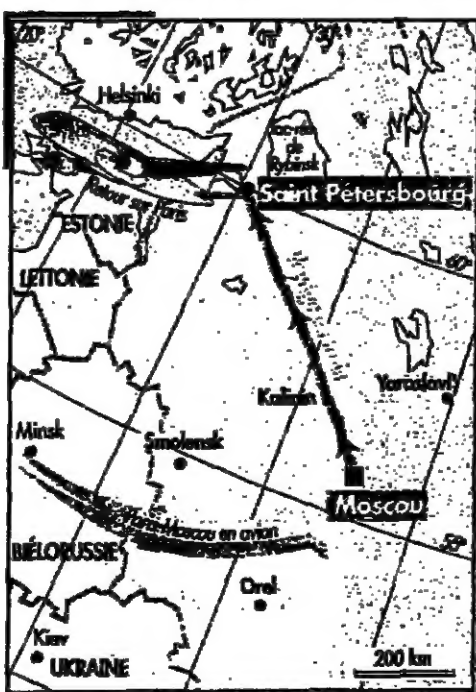


2^e édition

« L'invention d'une démocratie » Moscou - Saint-Petersbourg

du samedi 1^{er} au jeudi 6 mars 1997

Pour mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels de la Russie,



Le Monde affrète un avion : « l'avion du Monde ».

Itinéraire proposé :

- Jour 1 : Paris - Moscou
Dîner débat « La perspective historique en Russie ».
- Jour 2 : Moscou
visites insolites - soirée au Bolchoï.
- Jour 3 : Moscou
lieux politiques
Débat : « Dirigeants et opposition ».
- Jour 4 : Moscou
visites d'un monastère, d'une usine.
Débat : « Perspectives économiques ».
Départ en train pour Saint-Petersbourg
- Jour 5 : Visite de Saint-Petersbourg
Musée de l'Ermitage.
- Jour 6 : Saint-Petersbourg - Paris.

Prix de base : 10 000 F TTC
par personne.

Pour tout renseignement, téléphonez

à Catherine Sarrailh
au 01-46-45-45-45

Le voyage que vous propose Le Monde a été conçu avec Jean-Marie Colombini et les meilleurs spécialistes et correspondants du journal en Russie.

Dans les deux villes, des visites originales, des rencontres avec des personnalités politiques, économiques et culturelles et des étudiants vous seront proposées.

Avec **M** - licence n° 062-75-40-23

B

UFD 000000

Compromis sur la drogue au sein de l'Union européenne

LES MINISTRES de la justice des Quinze sont parvenus, vendredi 29 novembre, à un compromis pour renforcer la lutte contre le trafic de drogue et la toxicomanie. Ce compromis, scellé après une discussion endue entre les Pays-Bas et la France, appuyée par tous les autres États membres, ne s'obligera pas la Haye à modifier sa politique libérale en matière de drogues douces.

« Les Pays-Bas sont très par l'action commune », a déclaré Michael Howard, secrétaire britannique au Home Office. « Il s'agit de faire bouger la législation néerlandaise », a déclaré pour sa part le ministre français de la justice, Jacques Toubon, soulignant que les Pays-Bas avaient évolué en réduisant la quantité de cannabis qui peut être achetée légalement à l'intérieur de ces coffee-shops. — (Reuters.)

Les résultats des élections contestés au Sénégal

LE PARTI SOCIALISTE (PS) au pouvoir a nettement remporté les élections régionales, municipales et rurales qui se sont déroulées dimanche 24 novembre. « Ce n'est pas un raz de marée, c'est une hégémonie », a déclaré Tanor Dieng, le nouvel homme fort du PS, qui a toutefois regretté la manière dont ces élections ont été organisées. L'absence de matériel électoral (urnes, bulletins de vote, isolements) avait retardé dimanche l'ouverture du vote dans de nombreux bureaux. A Dakar, les élections ont dû être reprises mercredi dans une centaine de bureaux. Les partis d'opposition ont dénoncé la « pagaille », « l'anarchie » et les « irrégularités » qui ont marqué l'organisation de ces élections et demandé leur annulation. — (AFP)

Le Tribunal de La Haye prononce sa première sentence

LES JUGES du Tribunal international pour les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie ont condamné, vendredi 29 novembre, à dix ans d'emprisonnement Drazen Erdemovic, ancien soldat de l'armée serbe de Bosnie, qui avait reconnu avoir abattu entre 10 et 100 personnes, lors d'une séance d'exécutions sommaires organisée en juillet 1995 dans la région de Srebrenica, après la chute de l'enclave musulmane.

C'est la première sentence prononcée par le Tribunal. Erdemovic (vingt-cinq ans) avait demandé lui-même à être jugé par le TPI ; il avait témoigné lors des audiences publiques organisées l'été dernier à La Haye contre Radovan Karadzic et Ratko Mladic pour les crimes commis à Srebrenica, et il a plaidé coupable à son propre procès. Le juge Claude Jorda a déclaré avoir tenu compte de ces circonstances atténuantes, mais il a rejeté, faute de preuves, l'argument de la défense selon lequel Erdemovic avait agi « sous la contrainte extrême ». La défense, qui réclamait l'acquiescement, a décidé de faire appel. — (AFP)

L'ancien Parlement biélorusse fermé pour « réparations »

UNE DIZAINE DE DÉPUTÉS de l'ancien soviet suprême de Biélorussie supprimé par référendum, opposants au président Alexandre Loukachenko, ont été empêchés, vendredi 29 novembre, de pénétrer dans leurs bureaux à l'intérieur du bâtiment. Entouré par un cordon de policiers, l'ancien Parlement est désormais fermé pour « réparations ».

La veille, Alexandre Loukachenko avait signé en grande pompe à Minsk la nouvelle Constitution, adoptée dimanche 24 novembre lors d'une consultation contestée. Les sièges des ambassadeurs de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et des États-Unis sont restés vides pendant la cérémonie. En revanche, l'ambassadeur de Russie était présent, ainsi que le vice-premier ministre russe, Iouri Iarov, venu spécialement de Moscou pour féliciter le président biélorusse. — (Corresp.)

La paix définitive au Guatemala face à la question de l'amnistie

LE PRÉSIDENT guatémaltèque, Alvaro Arzu, a plaidé, vendredi 29 novembre, en faveur d'une amnistie générale qui n'exclurait pas les militaires, à condition qu'ils n'aient pas commis de crimes contre l'humanité. Le chef de l'État a fait cette déclaration alors que les négociations de paix, qui avaient repris lundi à Mexico sur la question de l'insertion des rebelles à la vie civile, n'ont pas abouti en raison de divergences sur la portée d'une telle amnistie. « Si nous nous mettons à recenser qui a fait quoi, il sera impossible de signer la paix », a-t-il déclaré.

Le Front démocratique du Guatemala nouveau (FDNG) ainsi que l'Alliance contre l'impunité, qui regroupe des associations de défense des droits de l'homme, s'opposent à une amnistie, craignant que sous son couvert des militaires ayant commis des exécutions sommaires, pratiqué la torture ou procédé à des enlèvements n'échappent à la justice. L'accord de paix définitif, qui, pour le moment, accapare sur la question de l'amnistie, devrait être signé le 29 décembre. — (AFP)

L'opposition algérienne dénonce la « manipulation » des résultats du référendum constitutionnel

Les autorités estiment que les conditions de vote ont été « très satisfaisantes »

Selon les résultats communiqués, vendredi 29 novembre, par les autorités algériennes, le référendum visant à accroître les pouvoirs du

président Zéroual a été approuvé à une écrasante majorité par la population. L'opposition a contesté ces chiffres en assurant que jamais la

« manipulation » des votes n'avait été aussi forte en Algérie que pour cette consultation (lire notre éditorial page 10).

SECON les chiffres officiels communiqués vendredi 29 novembre, la nouvelle Constitution a été massivement adoptée en Algérie. Le « oui » l'a emporté par 85,81 % des suffrages avec un taux de participation record, jamais égalé depuis l'instauration en 1989 du multipartisme, si l'on se réfère aux résultats communiqués par le ministère de l'Intérieur. Dans certaines régions rurales de l'intérieur, le « oui » et le taux de participation ont largement dépassé les 90 %. Le « non » n'obtient des scores supérieurs à 20 % que dans les grands centres urbains.

La nouvelle Constitution renforce considérablement les pouvoirs du président, qui pourra ainsi nommer un tiers des membres d'une deuxième Chambre capable de faire pièce à l'Assemblée qui sera élue en 1997. Le ministre de l'Intérieur, Mostefa Benmansour, a déclaré que le scrutin s'était déroulé « dans des conditions très satisfaisantes ». Le Front de libération nationale (FLN, ex-parti unique) s'est félicité du résultat, comme les petits partis qui appelaient à voter oui. Mais les principaux partis d'opposition ont vivement dénoncé les résultats d'un vote qui se déroulait en

l'absence d'observateurs internationaux.

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Sali Sali a ainsi estimé que les Algériens n'avaient pas connu, depuis la période coloniale de la France, de scrutin « où la manipulation a été » celle de ce référendum. Selon le RCD, qui appelait au boycottage de la consultation, le taux de participation n'a atteint que 31,6 %. « Tout le monde sait qu'il y a eu manipulation des chiffres, et par endroits bourrage des urnes, avec une volonté de minimiser le vote en faveur du « non », a ajouté Seddik Deballi, premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), partisan du « non ».

De même, un porte-parole du Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas) a, lui, estimé que les résultats étaient « exagérés » et « contraires à la réalité ». Le Hamas, dont le chef, Mahfoud Nahbah, avait obtenu un quart

des suffrages à la présidentielle, avait critiqué le texte, mais sans donner de consignes de vote. Les partis d'opposition avaient déjà dénoncé la « monopolisation » des médias d'État lors de la campagne, certains responsables évoquant un retour à l'ère du parti unique. — (AFP, Reuters.)

Des envoyés spéciaux de la presse étrangère à Alger ont dénoncé, vendredi 29 novembre, leur « mise en résidence surveillée » par les autorités qui ne leur a pas permis une couverture normale du référendum constitutionnel. Le document a été approuvé par les envoyés spéciaux de l'agence italienne Ansa, AP-TV, les journaux espagnols ABC et El Mundo, L'Est républicain, France 2, Le Figaro, Le Journal du dimanche, Le Monde, Libération, le New York Times, Le Nouvel Observateur, Le Parisien, la RNE, Radio Cope (radio espagnole), le Sunday Times, la TVE (espagnole) et TFI. — (AFP)

85,81 % de « oui » selon le ministère de l'intérieur

Le ministère de l'Intérieur a communiqué, vendredi 29 novembre, les résultats du référendum constitutionnel, qui devaient être validés par le Conseil constitutionnel. Sur un total de 16 434 527 inscrits, le nombre de votants a été de 13 114 477 (soit un taux d'abstention de 20,20 %). Avec 12 755 114 suffrages exprimés et 359 363 votes nuls, le « oui » a recueilli 10 945 321 voix (85,81 % des suffrages), contre 1 809 793 voix pour le « non » (14,19 % des suffrages). — (AFP)

Nouveaux échecs pour les Forces armées zairoises dans l'est du pays

LA FORCE INTERNATIONALE à but humanitaire, organisée à l'initiative du Canada, s'est formellement constituée vendredi 29 novembre à Ottawa et a entamé le mécanisme multilatéral proposé jeudi pour l'opération de largage de vivres aux réfugiés dans l'est du Zaïre.

Un comité directeur de 14 membres (Afrique du Sud, Belgique, Cameroun, Canada, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Japon, Ouganda, Sénégal et Suède) a accepté l'installation à Entebbe (Ouganda) du quartier général de la force internationale, sous le commandement du général canadien Maurice Baril. Ce dernier, qui devrait être samedi et dimanche à Kinshasa, pourrait présenter au début de la semaine prochaine son évaluation de la situation.

Sur place, les Forces armées zairoises (FAZ), après avoir perdu le contrôle de la ville de Butembo, à 200 km au nord de Goma, durant la

nuît du 26 au 27 novembre, tentaient désormais d'empêcher l'avance des rebelles sur Beni où elles auraient reçu des renforts ces derniers jours.

« Exécutions »

Plusieurs milliers de réfugiés hutus rwandais étaient en marche en direction de la frontière zairo-rwandaise, à la hauteur de la ville de Saké, à 30 km au sud-ouest de Goma. Ces réfugiés marchent depuis près d'un mois. Ils viennent du sud du lac Kivu, de la région de Bukavu, chassés de leurs camps de Kachucha et d'Idjwi par les combats entre l'armée zairoise et les rebelles banyamulenges (Tutsis du Zaïre) qui se sont emparés de toute la région du Kivu. À l'exception de quelques personnes âgées, prises en charge par des organisations humanitaires, ils semblaient en relativement bonne condition physique, malgré les difficultés affrontées ces

dernières semaines. Ils sont « généralement bien accueillis » dans leurs communes, où se posent cependant des problèmes sérieux de rélogement, a précisé, vendredi, à Genève, un porte-parole de l'ONU. Selon M^{me} Thérèse Gastaut, il y a cependant eu « d'innombrables incidents », notamment le meurtre de trois civils par trois anciens membres des Forces armées rwandaises (FAAR), le 20 novembre à Gaséké, dans la préfecture de Gisenyi.

Le secrétaire général d'Amnesty International Hervé Berger a dénoncé, vendredi, des « exécutions » perpétrées, selon lui, par des rebelles et les éléments des Forces armées zairoises dans l'est du pays. « Nous restons préoccupés par la situation des droits de l'homme qui ne cesse de se dégrader au Zaïre, en dépit des intentions de certains membres du gouvernement de les faire respecter », a déclaré M. Berger. — (AFP)

Le pouvoir et la rébellion vont signer un accord de paix en Sierra Leone

ABIDJAN de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Le président Ahmed Tejan Kabbah de Sierra Leone et le capitaine Foday Sankoh, chef du Front révolutionnaire uni (RUF), la rébellion armée, devaient signer à Abidjan, samedi 30 novembre, un accord mettant fin à cinq ans d'une guerre civile qui a fait 20 000 morts et 700 000 déplacés parmi les 4,5 millions d'habitants de ce petit pays d'Afrique occidentale. « J'ai reçu mandat de mes troupes de signer la paix. Mais je ne suis pas sûr que le gouvernement veuille vraiment la paix, ils m'ont fait attendre tout au long de la tournée », nous a affirmé jeudi Foday Sankoh. Le capitaine Sankoh est arrivé mercredi à Abidjan, au terme d'une tournée qui lui a permis de reprendre contact avec ses troupes.

Depuis son « exfiltration » vers la Côte-d'Ivoire en mars dernier, ce sexagénaire, qui a passé la dernière décennie dans une des jungles les plus hostiles de la planète, habite, à l'invitation des autorités ivoiriennes, dans une villa à Cocody, le « Neul-

ly » d'Abidjan. Le cessez-le-feu, conclu le 23 mars, lors de la première rencontre entre Foday Sankoh et le président Kabbah, a connu bien des accros, particulièrement depuis la suspension des négociations entre gouvernement et rébellion en mai dernier. À cette époque, le gouvernement civil, issu d'élections organisées malgré l'opposition conjuguée de larges secteurs de l'armée (au pouvoir depuis 1992) et du RUF, apparaissait très fragile.

Les forces armées, qui avaient reculé à tour de bras depuis le coup d'État militaire, étaient incontrôlables. Les soldats, mal payés, se comportaient en pillards, au point que les Sierra-Léonais avaient inventé pour eux le terme de « sobels », contraction de *soldat* et de *rebel*.

Dès 1992, le gouvernement militaire, déjà confronté à cette situation, avait fait appel, pour assurer la sécurité des industries d'extraction de bauxite et de rutile, aux mercenaires de la société sud-africaine Executive Outcome. Après avoir chassé le RUF de plusieurs sites d'extraction — dont l'exploitation

n'a toujours pas repris —, les Sud-Africains ont concentré leurs efforts sur le district diamantifère de Kono, remportant d'importants succès contre la rébellion. Or cette armée privée coûte cher et le RUF a fait de son départ la condition d'un accord de paix. Le gouvernement de M. Kabbah, qui se méfie toujours de l'armée, a donc suscité ou profité de l'apparition d'une nouvelle force, les kamajors.

Succès des « kamajors »

Vêtus de costumes macron décorés de cauris et de miroirs, armés de fusils parfois vieux de plus de cent ans, les kamajors sont la version sierra-léonaise des confréries de chasseurs traditionnels répandues dans toute la sphère d'influence mandingue, de la Gambie au Burkina-Faso. Dans plusieurs pays, particulièrement en Côte-d'Ivoire, leur structure extrêmement hiérarchisée, leur connaissance du terrain et leur réputation d'invincibilité les ont amenés à assumer la défense de communautés contre les agressions extérieures.

En Sierra Leone, ils disposent

d'appuis au sein du gouvernement, et ont rapidement remporté des succès contre le RUF. Le capitaine Sankoh a dû modifier le programme de sa tournée en Sierra Leone après que les kamajors eurent chassé le RUF de sa place forte de Pujehun, à la frontière avec la Libéria. Le chef rebelle est manifestement déconcerté par l'intervention de ces hommes « qui ne sont pas des mercenaires, mais qui sont mes ennemis ».

Si le voyage du capitaine Sankoh en Sierra Leone lui a permis de vérifier que son autorité sur le RUF reste entière, le retour des civils au pouvoir et l'intervention des kamajors ont privé le RUF de la possibilité d'une victoire militaire. Afin de signer la paix avant de subir de nouveaux revers, le Front a dû se contenter de formulations vagues en réponse à plusieurs de ses revendications, dont le départ d'Executive Outcome. En face, le gouvernement aura dû à résister à la tentation de pousser son avantage militaire.

Thomas Sotinel

Les Emirats arabes unis ont expulsé 160 000 travailleurs asiatiques « illégaux »

ABOU DHABI de notre envoyé spécial

Les Emirats arabes unis (EAU) ont « fêté » par 160 000 expulsions de travailleurs asiatiques « illégaux » le vingt-cinquième anniversaire de leur création, qui sera célébré le 2 décembre. Après l'adoption d'une nouvelle loi sur l'immigration, ces travailleurs indiens, pakistanais, bangladais ou philippins ont été renvoyés, faute de pouvoir présenter des certificats de travail en bonne et due forme. Aux Emirats, un immigré devient illégal s'il change d'emploi sans le consentement de l'employeur qui lui a permis d'obtenir son visa d'entrée. Des peines de prison allant jusqu'à trois ans pour les illégaux et quinze ans pour leurs employeurs pourront désormais être prononcées.

Il y a un an, le procès d'une jeune femme de ménage philippine, Sarah Balabagan, condamnée à mort, puis à une peine symbolique, pour avoir tué son employeur qui voulait abuser d'elle, avait déjà attiré l'attention sur l'un des aspects des conditions d'existence de la main-d'œuvre

étrangère dans cet État. Instruites par le tapage médiatique auquel ce cas avait donné cours — alors que le silence pèse sur les pratiques en vigueur dans les États voisins —, les autorités émiriennes ont tenté de dédramatiser cet exode massif.

Désorganisation

« L'amnistie décrétée à cette occasion a permis à 150 000 travailleurs de régulariser leur situation. Les illégaux étaient souvent exploités par leurs employeurs, qui en profitaient pour les payer très mal », estime le général Saqr Ghobash, du ministère de l'Intérieur, qui ajoute que ces immigrés étaient responsables de la délinquance dans le pays. Mohammed Elsa El Souveidi, son collègue du ministère du travail, assure en outre que les expulsés pourront revenir s'ils disposent d'un nouveau du parrainage d'un employeur. « Ils seront les bienvenus », ajoute-t-il.

Le président de la zone franche de Doubaï, Sultan Ben Salayem, n'en juge pas moins sévère-

ment les autorités, dont il met en cause la responsabilité. « Elles n'ont pas très bien fait leur travail », juge-t-il. Devant l'engorgement des services du ministère du travail, l'amnistie a été prolongée d'un mois fin septembre, mais cette précaution n'a pas permis à toutes les personnes le désirant de se faire régulariser. En dépit des dénégations du gouvernement, le reflux des illégaux a manifestement entraîné une désorganisation du marché du travail, singulièrement dans le secteur du bâtiment, où ils étaient très nombreux.

Malgré ces départs, les immigrés constituent toujours l'écrasante majorité de la population, puisque les citoyens émiriens ne sont, au plus, que 400 000 sur 2,2 millions d'habitants. Recrutés dans tous les secteurs de l'économie, jusque dans la fonction publique, ils sont à la merci de leur employeur, qui conserve en règle générale leur passeport pendant toute la durée de leur séjour.

Gilles Paris

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

Salon MBA

Lundi 2 décembre 1996

de 14 à 20 heures - Palais des Congrès
2, Place de la Porte Maillot - 75017 PARIS

Plus de 100 MBA
venus des 4 coins
du monde :

Venez rencontrer les responsables
d'admissions des meilleurs MBA

Europe,
Amérique du Nord,
Australie.

INVITATION TARIF RÉDUIT: 01 40 75 02 41

ou Conseil des MBA Européens - 47/49 rue de Clichy - 75002 PARIS

مكتبة الامم المتحدة

Jeune

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 1^{er} LUNDI 2 DÉCEMBRE 1996

ANNIVERSAIRE Le RPR fête ses vingt ans, dimanche 1^{er} décembre, dans chacune des régions de métropole et d'outre-mer. Alain Juppé, qui a succédé à Jacques Chirac à la pré-

sidence du mouvement néogaulliste, devait participer aux fêtes organisées à Agen et à Paris. Le chef de l'Etat a personnellement eu 64 ans vendredi 29. Ses collaborateurs de

l'Elysée lui ont offert une figurine africaine du XII^e siècle. ● L'ÉLECTION, en mars 1997, de Jacques Chirac à la mairie de Paris, a permis à son mouvement de se bâtir une place forte où

il a pu survivre à une longue traversée du désert, et un parti qui fut une formidable machine électorale. ● LES ANCIENS compagnons du général de Gaulle ont conservé la nos-

talgie du temps où le chef de la France libre présidait aux destinées du pays. Ils ont quelque mal à admettre l'arrivée aux responsabilités d'une nouvelle génération.

Les chiraquiens espèrent prouver leur unité en fêtant les vingt ans du RPR

En créant un nouveau mouvement en décembre 1976, les héritiers du gaullisme se sont dotés d'un instrument de reconquête du pouvoir. La prise de l'Hôtel de Ville de Paris, en 1977, a été le marche pied de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République

CE GRAND PARTI centralisé qu'est le Rassemblement pour la République a choisi de s'écarter, dimanche 1^{er} décembre, pour fêter ses vingt ans. Chacune des vingt-deux régions de métropole, sans oublier les départements d'outre-mer - seule la Guyane reste « muette », selon le programme officiel -, a été conviée à célébrer, à sa façon, le vingtième anniversaire de la fondation du RPR, le 5 décembre 1976, par Jacques Chirac, devenu depuis président de la République.

Rien n'a été laissé au hasard dans

la mise en scène de cet événement : il s'agit de démontrer qu'en dépit des apparences, la principale famille de la majorité se porte au mieux. Chaque région s'est vue affecter un membre du gouvernement ou une personnalité appartenant au mouvement néogaulliste pour l'animation de sa fête.

A la direction du RPR, on ne cache pas compter sur l'effet multiplicateur des bureaux de France 3 et de la presse quotidienne régionale pour relayer cet ensemble de manifestations. Le président du RPR, maire de Bor-

deaux et premier ministre, Alain Juppé, devait ainsi se rendre, dimanche à Agen, pour l'Aquitaine, avant de clore la journée à Paris. Au même moment, le garde des sceaux, Jacques Toubon, était attendu à Besançon, Lille et Paris.

Un autre compagnon de la première heure, l'actuel ministre chargé des relations avec le Parlement, Roger Romani, devait avoir l'honneur d'animer les festivités à Egletons, en Corrèze - capitale d'un jour du Limousin -, d'où fut lancé l'appel, le 3 octobre 1976, pour un nouveau rassemblement de la famille néogaulliste autour d'un « travailisme à la française ». Le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, devait, quant à lui, apparaître tout à la fois en Alsace, en Picardie et en Ile-de-France.

« DEUX OU TROIS MOTS »

Non, rien n'a été laissé au hasard : à la différence de Jérôme Bi-gnon, député de la Somme, promu, pour la circonstance, porte-parole du Rassemblement en Guadeloupe et en Martinique, aucune des quelques principales figures du « post-gaullisme » n'a été jugée digne, par la direction du RPR, d'être annoncée sur les tréteaux. On pense, notamment, à Charles Pasqua, à Edouard Balladur, à Philippe Séguin, voire à Nicolas Sarkozy. Le premier, cofondateur du RPR, à peine de retour de Verdun, pour l'un de ces dîners républicains qu'il affectionne tant, a toutefois, été convié à prendre la parole au parc floral de Vincennes, peu avant M. Juppé.

Selon son entourage, M. Balladur a été particulièrement sollicité, mais, ne goûtant guère ce genre d'exercice, l'ancien premier ministre ne devait concéder qu'un



saut discret et bref à la réunion parisienne. Le président de l'Assemblée nationale a renoncé, de son côté, à s'exprimer véritablement, sauf pour dire « deux ou trois mots », à Egletons, où il devait paraître, aux côtés de l'épouse du président de la République, Bernadette Chirac. Sa terre d'élection, la Lorraine, devait accueillir pendant ce temps, à Pont-à-Mousson, le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, Hervé Gayraud.

Pour mieux prévenir l'abaissement d'une épopée de vingt années, le RPR n'a pas lésiné sur les moyens : deux affiches, deux films vidéo et « un livre » - une brochure de 64 pages, en fait -, conçu sous l'autorité du politologue Jean Charlot, les « vingt ans », illustré, non sans humour, par le dessinateur Claudius. C'est à peine si l'on y

dénote quelques imprécisions, telles que les apparitions, dans l'un des films, de l'ancien président de la République, Georges Pompidou, et de l'ancien premier ministre, Maurice Couve de Murville, parmi quelques authentiques résistants, le maréchal Leclerc ou Jacques Chaban-Delmas. On peut aussi s'amuser, à retardement, des filiations graphiques établies dans le livre : au chapitre de « l'envol de la génération Chirac », M. Pasqua s'interpose entre l'actuel chef de l'Etat et son chef du gouvernement.

Le RPR, il est vrai, n'a jamais eu trop de chance pour la couverture de ses grands moments. Four ses dix ans, en 1986, il avait déjà dû remettre ses ambitions, après la mort, à la fin d'une manifestation étudiante, d'un jeune homme nommé Malik Oussekine. Dix ans aupa-

rant, en 1976, lors de la fondation officielle du mouvement, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Michel Ponlatowski, avait précisément choisi ce moment pour faire évacuer, par les forces de l'ordre, l'imprimerie du *Parisien libéré*, occupée depuis plusieurs mois déjà par les ouvriers du Livre ; la conséquence avait été sans appel : la non-parution de la presse quotidienne.

Cette fois, les sondages sont au plus bas pour M. Juppé : la reprise économique tarde à venir ; les conducteurs de poids lourds ont paralysé une bonne partie du pays pendant près de deux semaines ; les contraintes qu'impose le respect du traité de Maastricht sont de plus en plus mal acceptées ; bien des députés de la majorité sont obsédés par les conditions de leur réélection électorale. Dans le Var, des conseillers généraux ont déjà constitué un inter-groupe sous l'égide de « Demain la France », une association dévouée à M. Pasqua.

Le secrétaire général du mouvement, M. Mancel, est enfin lui-même tellement fragilisé par sa gestion contestée du conseil général de l'Oise qu'il ne se passe pas une semaine sans que soit évoqué son remplacement : après Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer, c'est au tour du ministre délégué à la ville et à l'intégration, Eric Raoult, de faire désormais figure de successeur possible.

Dans ces conditions, comment M. Juppé peut-il rassembler ses troupes ? La célébration de la longue marche entreprise, il y a vingt ans, par Jacques Chirac n'y suffira pas.

Jean-Louis Saux

Fidélité et changement

● Depuis sa fondation en 1976, six secrétaires généraux se sont succédés à la tête du RPR : Jérôme Monod (1976-1978), aujourd'hui PDG de la Lyonnaise des eaux ; Alain Devaquet (1978-1979), député de Paris et ancien ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur ; Bernard Pons (1979-1984), ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme ; Jacques Toubon (1984-1988), ministre de la justice ; Alain Juppé (1988-1995), premier ministre ; et depuis le 24 mai 1995 Jean-François Mancel, député et président du conseil général de l'Oise.

● Le RPR est dirigé par son président - Alain Juppé depuis le 15 octobre 1995 -, assisté du secrétaire général et d'une commission exécutive. Le secrétaire général nomme les secrétaires départementaux.

● Le bureau politique, qui se réunit environ une fois tous les deux mois, n'a qu'une fonction de conseil auprès du président du

mouvement. Il est actuellement composé de 30 membres élus par le conseil national et de 17 membres élus par les sections, parmi lesquels les anciens premiers ministres, le président de l'Assemblée nationale, les présidents des groupes parlementaires, les anciens secrétaires généraux, le président de l'Association des maires de France et deux membres d'honneur : Maurice Schumann et Olivier Guichard.

● Gaullisme : Jacques Chirac donne dans *Le Dictionnaire du gaullisme* (de Philippe Ragueneau et Guy Sabatier, éditions Albin Michel, 1995) cette définition : « Le gaullisme est un état d'esprit, une idée de la France (...). Le gaullisme, pour moi, c'est l'alliance féconde de la fidélité et du changement, du rêve et du pragmatisme. Audace, mouvement, modernité. Tel est le gaullisme. Il consiste à se doter d'outils nouveaux (...). Le gaullisme est un pari sur demain. Le contraire du gaullisme, c'est le conservatisme. »

De l'Hôtel de Ville à l'Elysée, une longue marche pour reconquérir le pouvoir

ILS SONT 60 000, ce jour-là, à chercher leur chemin, porte de Versailles, à Paris. Ils sont 60 000 à attendre, à nouveau, qu'un homme leur trace la route. Celui-ci, déjà ancien premier ministre, est encore un homme jeune. Le 5 décembre 1976, Jacques Chirac vient à peine de fêter ses quarante-quatre ans. Les barons du gaullisme sont assés au premier rang, impuissants à endiguer la montée d'une nouvelle génération. Lui est debout à la tribune. Le sacre a été préparé de longue date.

L'événement, que devaient fêter, dimanche 1^{er} décembre, les militants et sympathisants du mouvement néogaulliste, ne constitue, en effet, qu'un épisode somme toute mineur dans l'irrésistible ascension, vingt années durant, de l'actuel président de la République. A la mort de Georges Pompidou, le 2 avril 1974, M. Chirac n'est encore

qu'un voltigeur plein de promesses. Après avoir été envoyé, dès 1967, à la conquête d'un Sud-Ouest jugé un peu trop radical-socialiste, il est devenu secrétaire d'Etat aux affaires sociales, puis à l'économie et aux finances, puis ministre chargé des relations avec le Parlement, ministre de l'agriculture, jusqu'à devenir ministre de l'intérieur.

Deux conseillers, très particuliers, du président Pompidou, Pierre Juillet et Marie-France Garaud, l'ont remarqué. Ils hésitent un temps, entre cet homme et le premier ministre en place, Pierre Messmer, compagnon de la libération. Mais leur choix est vite fait. Le 13 avril, dans la soirée, M. Chirac fait diffuser « l'appel des 43 » - quatre ministres et 39 députés -, qui ouvre la voie à Valéry Giscard d'Estaing, au détriment de cet héritier, en ligne directe, du gaullisme, que repré-

sente Jacques Chaban-Delmas. M. Giscard d'Estaing élu, M. Chirac est nommé premier ministre. Deux ans plus tard, le 25 août 1976, celui-ci clique la porte de l'Hôtel Matignon. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, un premier ministre remercie, un peu sèchement, le président de ne pas lui avoir donné les « moyens nécessaires pour assumer efficacement [ses] fonctions ». « C'est à ce moment-là qu'il est vraiment devenu adulte en politique », rapporte l'une de ses anciennes collaboratrices.

Le soir même de la passion des pouvoirs entre M. Chirac et son successeur, Raymond Barre, le conseiller Pierre Juillet imagine la suite. L'UDR ne s'est pas encore totalement remise du traumatisme causé par « l'appel des 43 ». Les résultats des élections cantonales de 1976 ont été mauvais pour la ma-

jorité. Il faut prévenir le risque d'une défaite aux élections législatives de 1978. Il faut donc créer une nouvelle maison pour remobiliser la famille gaulliste.

DRAMATISATION VOLONTAIRE

Ils sont, alors, très peu nombreux à miser sur l'actuel chef de l'Etat : outre M. Juillet et M^{me} Garaud, deux hommes participent à la manœuvre : Jacques Friedmann, un ancien disciple de l'ENA, et Jérôme Monod, directeur du cabinet de M. Chirac à l'hôtel Matignon. Charles Pasqua est chargé de la mise en œuvre du scénario. Deux ministres d'aujourd'hui, Roger Romani et Jacques Toubon, apportent aussi leur concours. Alain Juppé et Philippe Séguin n'entreront que plus tard dans le cercle rapproché.

Pendant trois mois, la petite équipe dramatise l'enjeu de façon

délibérée. Au lendemain des journées parlementaires de l'UDR à Rocamadour, les journalistes sont conviés à faire un détour à Egletons, pour assister aux assises départementales du mouvement gaulliste en Corrèze. Face à ses compagnons, M. Chirac précise ses intentions : « Mon rôle au milieu de vous, soutenu par vous, est de montrer le chemin, et je vais le faire. Après tout, si l'honneur et le risque m'en reviennent, c'est que d'autres, plus anciens, n'ont pas cru devoir, ou n'ont pas pu, prendre la charge. » Il invite aussi le secrétaire général de l'UDR, Yves Guéna, à réunir des assises extraordinaires avant la fin de l'année.

Le 5 décembre, Jacques Chirac est élu président du RPR avec 96,56 % des voix. Dès le lendemain, l'état-major du nouveau parti s'installe à l'avant-dernier étage de la tour Montparnasse. On fait la queue pour adhérer. Selon les chiffres officiels, le mouvement néogaulliste revendique plus de 500 000 membres en 1977 (contre 151 000 en 1996). Le Monde s'interroge : « L'ancien premier ministre vise-t-il seulement la victoire électorale en 1978 ? » Non.

Pour la première fois, grâce à une modification de la législation, les Parisiens vont pouvoir élire leur maire. Le président de la République a déjà intronisé son ami Michel d'Ornano. Un journaliste, Xavier Marchetti, qui fut l'un des

collaborateurs de Georges Pompidou à l'Elysée, laisse tomber un jour, peu avant Noël 1976, dans l'oreille de Marie-France Garaud : « Et pourquoi pas Chirac ? » Malgré les réticences premières de Pierre Juillet, l'idée fait son chemin, sans même que l'intéressé en soit informé, quand, précisément, le président Giscard d'Estaing place ses vœux pour 1977 sous le signe du pluralisme. Pluralisme ? C'est M. Pasqua qui achève de convaincre le député de Corrèze, lui-même hésitant, selon plusieurs témoignages recueillis dans son entourage de cette époque, de se présenter à la mairie de Paris.

Vainqueur de Michel d'Ornano au premier tour, puis de la gauche au second tour, le président du RPR s'installe à l'hôtel de ville de Paris en mars 1977, pour dix-huit ans. L'année suivante, à l'occasion des élections législatives, il gagne son pari, celui d'amener au moins cent cinquante députés RPR à l'Assemblée nationale. Au nombre des nouveaux élus figurent Michel Barnier, Alain Devaquet, Jacques Godfrain, Jean-François Mancel, Michel Noir et Philippe Séguin. Davantage que la création du Rassemblement pour la République, le premier passage à Matignon de Jacques Chirac et son élection à la mairie de Paris l'ont installé durablement en tête de la droite.

J.-L. S.

La nostalgie des vieux gaullistes

« MON PETIT JACQUES, on ne recommence pas deux fois le Général. » Jean de Lipkowski (Charente), élu pour la première fois à l'Assemblée nationale en 1956, se souvient d'avoir averti Jacques Chirac au moment de la création du RPR, qu'il serait vigilant, lui l'ancien de la France libre, sur le cap que l'ancien premier ministre allait faire prendre au mouvement gaulliste.

Vingt ans après « Lip » est encore là, mais il doute toujours. Figure emblématique des « gaullistes de gauche », il juge qu'aujourd'hui « le RPR a oublié la notion de rassemblement pour se situer à droite ». Il n'arrive pas à se plier à cette gymnastique militante qui exige des élus le soutien de la politique gouvernementale : « Cela n'a rien à voir avec le gaullisme d'invoquer la sanction des marchés financiers quand il y a tant de gens qui souffrent dans ce pays. Jamais, confronté à une telle crise sociale, le Général n'aurait cédé à une théorie économique. »

Confronté pour les législatives de 1998, comme d'autres « anciens », au couperet de la limite d'âge décidée par le RPR (Le Monde du 30 novembre), M. de Lipkowski regrette « la fin du compagnonnage », dénonce « le pouvoir des hommes d'appareil »

et constate amèrement qu'au RPR, comme dans les autres partis, « on se bouffe entre soi ». « Dieu sait ce que dirait le Général s'il voyait comment on essaye de se débarrasser des vieux gaullistes », soupire, aussi, Georges Gorse (Hauts-de-Seine) qui fut membre du cabinet du Général à Alger.

Le mouvement néogaulliste serait-il donc devenu un parti conservateur ordinaire ? Robert Poujade (Côte-d'Or) pense que, « si le RPR n'avait pas gardé sa spécificité de rassemblement au sens gaulliste, il n'existerait plus aujourd'hui ». Élu, comme Jacques Chirac pour la première fois en 1967, M. Poujade rappelle que l'originalité de son parti tient aux « sensibilités et aux origines très diverses » de ses membres.

« LE SOUCI DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL »

Pierre Mazeaud (Haute-Savoie), élu en 1968, fait le même constat et se dit convaincu que c'est au RPR que demeure encore « le souci de l'intérêt général et du bien public », grâce à ceux qui « comme moi, essayent de défendre la flamme gaulliste ».

Cette flamme, certains, comme M. Poujade, ont cru la voir s'élever dans la nuit parisienne lors de la cérémonie en l'honneur

d'André Malraux au Panthéon, le 23 novembre. Mais Jacques Baume (Hauts-de-Seine), entré à l'Assemblée nationale en 1967, éprouve « une certaine nostalgie de n'avoir pas vu au Panthéon de drapaux tricolores et de n'y avoir entendu ni Marseillaise, ni rappel des valeurs gaullistes. Cette cérémonie était à l'image du gouvernement : consensuelle », se lamente le maire de Rueil-Malmaison.

Georges Gorse, tout comme Pierre Mazeaud, déplore une confusion des genres entre le RPR et le gouvernement : « Jamais le Général n'aurait admis que le premier ministre soit également le président d'un parti », assure le député des Hauts-de-Seine. Malgré ces motifs d'amertume, personne n'envisage de quitter le Rassemblement ni de boudier cet anniversaire. Parce qu'après vingt ans de combat, note Jacques Baume, « l'un des nôtres est à l'Elysée ». Et parce que « nous ne saurions pas trouver dans un autre parti ce qui correspond à nos valeurs fondamentales », avoue celui qui fut le secrétaire général du mouvement au temps où le Général siégeait à l'Elysée.

Fabien Roland-Lévy

VOTRE CAVE A VIN

PAIEMENT EN 4 FOIS SANS FRAIS



- Conservation et vieillissement des vins,
- Température réglable,
- Humidité contrôlée,
- De 75 à 1500 bouteilles,
- Pour le particulier et le professionnel.

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04.68.50.04.05

ulation
nnel

du pays

terra Leone

illégal

Le conflit des routiers se termine sur une victoire incomplète des grévistes

Le paiement de toutes les heures travaillées devrait compenser la non-augmentation des salaires

La quasi-totalité des barrages routiers était levée samedi 30 novembre au matin sur l'ensemble du territoire, après douze jours d'un

conflit qui a commencé le 18 novembre. Vendredi 29, les organisations syndicales et patronales ont signé cinq protocoles d'accord. Le gouverne-

ment doit signer au plus tard le dimanche 15 décembre le décret entérinant le paiement intégral des heures travaillées.

COMME UN CHÂTEAU de cartes, les 220 barrages de camions, encore comptabilisés vendredi 29, en fin de matinée et qui bloquaient les axes de circulation et l'accès aux raffineries se sont évanouis les uns après les autres, après que les grévistes eurent pris connaissance des résultats des ultimes négociations entre patronat et syndicats, sous la houlette du médiateur Robert Cros.

Aussitôt la négociation conclue, vers 15 heures, au ministère des transports, les fédérations CFDT, CGT et FO des transports ont envoyé des argumentaires à leur syndiqué pour leur expliquer qu'ils avaient obtenu des avancées importantes sur deux des trois points principaux : la retraite à 55 ans et l'élaboration rapide d'un décret sur les temps de travail. Alors que 190 barrages étaient recensés, à 16 heures, selon le Centre national d'informations routières, ils étaient tombés à 46 à 17 h 30.

La fédération CFDT des transports, dès vendredi 18 heures, avait annoncé que 80 % des chauffeurs routiers grévistes étaient prêts à lever les barrages ou l'avaient déjà fait. Cependant, aucune organisation syndicale, à l'exception de la CFDT, n'a formellement appelé à la reprise du travail, estimant que l'initiative devait en revenir à la base.

De source syndicale, seuls trois

barrages étaient encore maintenus, samedi 30 novembre au matin. A l'initiative d'un représentant de la FNCR (autonomes) et d'un délégué de la CGT, une dizaine de chauffeurs routiers bloquaient toujours les accès de la Sogaris, la plate-forme routière de Rungis (Val-de-Marne). La levée du blocus dans les dépôts de carburants et les raffineries devaient entraîner un retour à la normale progressif pour l'approvisionnement des stations d'essence et la fin des restrictions administratives, prises par les préfets dans une cinquantaine de départements. Le ministère des transports a décidé de permettre aux poids lourds de circuler ce week-end.

Vendredi, après douze jours de grève et une ultime séance de négociations, toutes les organisations syndicales, à l'exception de la CGT, ont signé cinq des six protocoles qui leur avaient été présentés par le médiateur.

Les textes signés portent sur la retraite à 55 ans, les frais de déplacement des chauffeurs, la durée de la carence maladie, la reconnaissance du droit syndical et le renforcement de l'interdiction de circuler le dimanche, notamment aux camions étrangers.

Le sixième protocole paraphé uniquement par les organisations patronales porte sur la question des temps de travail. Il prévoit que

les partenaires sociaux se réuniront dès lundi 2 décembre, toujours sous la houlette de M. Cros, pour se mettre d'accord, le plus vite possible, sur un texte de décret qui permettra aux conducteurs de se voir payer à terme l'intégralité des heures travaillées, en dehors des temps de conduite. Le gouvernement s'est engagé à signer au plus tard, ce décret le 15 décembre. Dès vendredi, un projet de texte, élaboré par les services des ministères a été présenté aux partenaires sociaux.

« NOTRE TENACITÉ A PAYÉ »

Les syndicats ont considéré que les engagements pris étaient suffisants pour faire cesser le conflit. La question de l'augmentation des salaires a pourtant été pratiquement éludée au cours de cette dernière séance. Les représentants des employeurs ont en effet retiré leur offre d'augmentation de 1 % au 1^{er} janvier, pour proposer, en lieu et place, un doublement de la prime initialement envisagée de 1 500 francs. Ce bonus de 3 000 francs à verser en deux fois (1 500 avant la fin de l'année et 1 500 avant le 31 mars 1997) est une simple « recommandation » aux chefs d'entreprise, a précisé Jehan de Mame, le dirigeant de la délégation patronale.

La satisfaction était plutôt de mise dans les rangs syndicaux, pa-

tronaux et gouvernementaux, quant à l'issue de ce conflit. Alain Renault, secrétaire général de la fédération des transports CGT, s'il n'a signé aucun des protocoles, n'a pas caché que la CGT portait une « appréciation positive » sur la retraite à cinquante-cinq ans. « Le transport routier rend un peu plus dans le droit commun », a-t-il ajouté, voyant dans ce conflit « un début de re-réglementation » de la profession. Sur la question des salaires, Roger Poletti, secrétaire général de la fédération des transports FO a dénoncé la « duplicité » et « le double langage » des organisations patronales de routiers, mais il se félicitait des avancées obtenues sur tous les autres points.

« Notre tenacité a payé », a jugé Jôel Le Coq, secrétaire de la CFDT route. Claude Debons, secrétaire général adjoint de la fédération CFDT des transports, a renchéri, saluant « comme une grande victoire la retraite à 55 ans, tandis que les autres accords signés, de moindre importance, vont aussi dans le bon sens ».

« Je suis heureux que les efforts qui ont été déployés par tous les partenaires pour négocier soient maintenant, apparemment, couronnés de succès », s'est félicité Alain Juppé, vendredi dans la soirée. « Dans la situation de l'emploi où nous sommes aujourd'hui, il faut que tout ceci ne soit rapidement plus qu'un souvenir », a déclaré le premier ministre de sa mairie de Bordeaux. En revanche, son ministre de l'éducation nationale, a déploré « la prise d'otages comme moyen de négociation ». Il faut « réinventer la négociation sociale » et « traiter les conflits en amont », a dit François Bayrou au cours d'une réunion de Force démocrate.

Il reste, pour le gouvernement, à apaiser le mécontentement de ses partenaires européens qui ont eu à subir les effets du blocage français. La Grande-Bretagne a annoncé vendredi 29 avoir reçu l'assurance que ses transporteurs dont les camions ont été bloqués par les routiers français seraient dédommagés.

Alain Beuve-Méry et Pascal Gahinier

Douze jours de conflit

● Lundi 18 novembre : au cours d'une journée d'action lancée par les syndicats, des routiers commencent à bloquer certains axes, autour de grandes villes de province. Le ministre de l'équipement et des transports, Bernard Pons, reçoit les syndicats.
● Mardi 19 : une réunion entre syndicats et employeurs a lieu au siège de l'union patronale. Sans résultats.
● Jeudi 21, vendredi 22 : ouverture de négociations entre représentants patronaux et syndicaux. Les camions bloquent une dizaine de dépôts de carburant

et plusieurs raffineries dans toute la France.
● Samedi 23 : accord partiel sur la retraite à 55 ans.
● Dimanche 24 : le gouvernement nomme un médiateur, Robert Cros.
● Lundi 25 : accords sur des points de revendication secondaires (carence maladie, frais de déplacement, interdiction de circuler le dimanche).
● Mardi 26 : le gouvernement promet des allègements de charges sociales en contrepartie d'une réduction du temps de travail.
● Mercredi 27 : échec de la journée d'action de la CGT pour appeler à l'extension du mouvement aux autres catégories de salariés.
● Jeudi 28 : fin de la mission du

médiateur. Le gouvernement estime que la négociation est un succès, mais la situation reste gelée, en raison d'un désaccord persistant sur les temps de travail et les salaires. Nombre record de barrages sur les axes routiers : 250.
● Vendredi 29 : syndicats et patronat se retrouvent au ministère des transports pour signer six protocoles d'accord sur les points négociés, dont la retraite à 55 ans. Le gouvernement annonce qu'il prendra un décret, au plus tard le 15 décembre, pour fixer les temps de travail. Les employeurs proposent de payer une prime de 3 000 francs au lieu d'augmenter les salaires. Les grévistes mettent fin au blocus des routes.

Bernard Pons : « Une solution claire et rapide »

BERNARD PONS, ministre des transports, et Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat, ont, vendredi 29 novembre, adressé une lettre à Robert Cros, le médiateur dans le conflit des chauffeurs-routiers, dans laquelle ils prennent des engagements précis. Ils écrivent notamment :



VERBATIM

« Nous vous confirmons la signature dans les tout prochains jours, après avoir recueilli votre avis, d'un décret modifiant le décret 83-40 (décret Fiterman, NDLR) dont le projet vous sera transmis, et qui comportera la suppression des équivalences et des temps à disposition, ainsi que la transcription dans le

bulletin de paie de toutes les heures travaillées par les conducteurs.

« La question de la transparence et de la rémunération intégrale des heures de travail est essentielle : elle doit aboutir à une solution claire et rapide. Il a été prévu de réunir un groupe de travail.

« Pour assurer la continuité des discussions, nous vous demandons de le présider, de commencer vos travaux immédiatement et de rechercher un accord d'ici au 15 décembre 1996. Cet accord sera immédiatement rendu applicable à toutes les entreprises par décret.

« Nous vous fixons deux objectifs : apporter la clarification nécessaire sur la question des temps dont dispose librement le conduc-

teur (...); rechercher un accord sur l'encadrement à donner aux heures de repas, de repos et de coupure, non rémunérées, situées à l'intérieur de l'amplitude d'une journée de travail, et de proposer les moyens d'assurer le contrôle et le suivi du dispositif envisagé, afin d'en permettre une évaluation, et l'adapter si nécessaire. A défaut d'un accord de branche sur ce sujet, nous avons décidé de prendre en tout état de cause le décret nécessaire.

« Nous vous confirmons également que le dispositif d'allègement des cotisations patronales devra être effectivement lié à l'application concrète par l'entreprise des accords sur la transparence, la rémunération et la réduction du travail. (...) »

A Caen, les camions-citernes reprennent leur noria

CAEN de notre correspondant
A Caen, une des villes où les barrages furent les plus importants, les syndicats CFDT, CGT, Force ouvrière et CFTC se sont réunis, vendredi 29 novembre à 16 heures, à la Maison des syndicats. Les dés sont jetés et les tracts syndicaux imprimés. « Les avan-

cées sont significatives. Maintenant, nous allons consulter les routiers sur les barrages. »

A l'heure de l'annonce, près d'un millier de camions encerclent encore l'agglomération caennaise. Six heures plus tard, ils ne seront plus que dix-sept poids lourds, un bus et deux remorques à attendre leur propriétaire. Pour des raisons de sécurité, la préfecture du Calvados ne prévoyait, d'ailleurs, la réouverture du périmètre nord de la ville que samedi vers midi.

Quand les « chefs » des barrages ont retrouvé leurs « gars », les choses sont allées vite. Au barrage du Chemin-Vert, l'équipe de Thierry Douine fait pêter les bouchons en savourant le champagne. « Nos revendications ont été atteintes, dit Thierry Douine. Il reste un point sur le temps de travail qui doit être réglé dans les quinze jours. Nous avons donc décidé de désenclaver la ville de Caen

et de retrouver le chemin qui nous mène vers nos familles. » Les chauffeurs balisent le macadam. Les moteurs tournent. Les klaxons hurlent. Pas tous. Les policiers recherchent des chauffeurs, des chauffeurs recherchent des camions, des camions recherchent leur remorque. Finalement, tout s'arrange en peu de temps.

DÉBATS LUMIÈRES

Dans la zone portuaire de Caen, les dépôts de pétrole sont libérés dès 17 h 15. Aussitôt, une noria de camions-citernes entame une ronde infernale qui, tout au long du week-end, doit permettre aux quelque deux cents stations-service du Calvados de retrouver du carburant.

A l'usine Renault-Véhicules industriels de Blainville-sur-Orne, le long convoi de vingt camions qui attendait impatiemment derrière les grilles peut enfin partir livrer

l'usine de la vallée du Rhône. Les bouchons ont sauté, et la vie reprend son cours en pointillé. « Au total, a indiqué vendredi en fin d'après-midi la direction de Renault-Véhicules Industriels, 1 500 personnes ne travailleront pas lundi 2 décembre. Dans l'hypothèse d'une levée rapide des barrages, l'état de nos circuits d'approvisionnement et de réception n'autoriserait pas une reprise d'activité normale dès lundi. Cela se fera progressivement. »

Les chauffeurs savourent leur succès. Etienne éprouve « un sentiment de victoire et de joie. On a vécu douze jours particuliers. La grève, il a fallu la tenir et l'animer, surtout dans les conditions climatiques qu'on a connues. » « Ce qui me restera toujours en mémoire, dit un autre, c'est le soutien des gens. On s'aperçoit que les gens sont capables du meilleur. »

Jean-Jacques Lerostier

Le nouveau service public de l'équarrissage sera financé par la grande distribution

Les députés ont élargi le projet gouvernemental

JETER les fondements d'un nouveau service public d'équarrissage, en précisant les missions et surtout trouver un financement. Les députés qui examinaient, vendredi 29 novembre, le projet de loi présenté par le ministre de l'Agriculture ont bouclé l'affaire prestement. A l'issue de deux heures de débats, les élus RPR, UDF et PS ont voté la réforme qui leur était soumise, les communistes s'abstenant. C'est la grande distribution qui financera ce nouveau service public. Avec le soutien de la plupart des députés, le gouvernement a modifié sa propre copie en créant une taxe sur les ventes de viande par le grand commerce.

La crise de la « vache folle » a rendu caduque l'organisation de l'équarrissage telle qu'elle était définie par la loi de décembre 1975.

Pour des raisons sanitaires évidentes, le gouvernement a interdit l'introduction de cadavres d'animaux dans la chaîne alimentaire et a rendu obligatoire leur incinération. De fait, tout l'équilibre financier du système s'est trouvé bouleversé. A titre provisoire, l'Etat décidait à compter du 15 juillet et jusqu'au 31 décembre de prendre à sa charge la moitié du coût de la collecte et de l'élimination des cadavres d'animaux, les collectivités locales et les organisations professionnelles agricoles étant invitées à dégager les moyens nécessaires au financement du solide, dans l'attente d'une solution.

Le projet de loi a pour objet de « poser les principes d'une organisation durable du secteur », a ainsi indiqué Philippe Vasseur, en créant un service public de l'équarrissage dont la mission doit être confiée à des sociétés privées après appels d'offres. Rappelant que le gouvernement avait décidé de ne pas inclure les

modalités de financement dans ce projet, mais dans le collectif budgétaire, soulignant que le relèvement de la redevance d'abattage initialement envisagée risquait d'être repoussée sur les éleveurs, prenant acte du refus que lui avait opposé la veille la commission des finances (Le Monde du 30 novembre), le ministre de l'Agriculture a proposé aux députés la création d'une nouvelle taxe « plus en aval de la filière ». Elle est assise sur la valeur des achats effectués par les distributeurs de viande. « Pour ne pas pénaliser le petit commerce », a expliqué M. Vasseur, les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 2 millions de francs hors taxes seront exonérées. Sur 38 500 boucheries, 35 000 devraient y échapper, a-t-il précisé.

TAUX NÉCESSAIRES

Le principe d'une taxe sur la grande distribution a satisfait les députés. Toutefois, plusieurs d'entre eux ont réclamé un élargissement du service public d'équarrissage pour l'étendre aux viandes et abats. Les députés ont donc décidé de relever les taux prévus dans l'amendement gouvernemental créant la nouvelle taxe. Elle sera ainsi de 0,6 % du chiffre d'affaires réalisé par les distributeurs effectuant entre 0 et 120 000 francs d'achats mensuels de viande et de 1 % au delà.

M. Vasseur a averti les grandes surfaces qu'il « n'avait nullement l'intention de polémiquer » avec elles. « En sortant d'ici, je m'attends à être attaqué par la grande distribution. Je ne suis pas disposé à me laisser faire », a-t-il déclaré, ajoutant que, « si l'on veut figurer au palmarès des grandes fortunes, mieux vaut être patron dans leur secteur que boucher de quartier ».

Caroline Monnot

Michel Giraud mis en minorité sur le budget rectificatif de l'Ile-de-France

LE CONSEIL RÉGIONAL d'Ile-de-France a rejeté, jeudi 28 novembre, par une addition de voix FN, PS, PCF, Verts et Ecologie et République (106 élus contre, 95 pour) le deuxième budget rectificatif 1996 qui lui était proposé par son président RPR Michel Giraud, mis pour la première fois en minorité sur un vote budgétaire.

Si, techniquement, ce vote est sans grande portée, il traduit la fragilité politique de M. Giraud, qui, confronté au durcissement d'une partie des écologistes, envisage désormais l'éventualité d'un refus du budget 1997. Interrogé sur l'abandon du projet de réforme du mode de scrutin aux élections régionales, M. Giraud a qualifié de « capiteux et non consensuel » le débat instauré par le gouvernement avec les présidents de région.

DÉPÊCHES

■ REMANIEMENT : Guy Druet, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, affirme, à propos du gouvernement, qu'« il se peut qu'il y ait un petit aménagement technique, peut-être en décembre, peut-être en janvier », dans un entretien à Bercy républicain, samedi 30 novembre.

■ CONSTITUTIONNALITÉ : le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a décidé, jeudi 29 novembre, de déférer au Conseil constitutionnel la loi de financement de la Sécurité sociale. Il désire que « sur cette loi, première du genre, soient levées des incertitudes nombreuses incertitudes juridiques et difficultés d'interprétation qu'elle comporte ».

■ FONCTIONNAIRES : deux fédérations de fonctionnaires sur sept ont approuvé le projet de modification des règles de la représentativité syndicale que leur a présenté Dominique Perben, vendredi 29 novembre. Seules, la CGT et la FSU s'y sont opposées. M. Perben a indiqué qu'il transmettait le texte au premier ministre.

■ MÉDECINS : le syndicat de médecins généralistes MG-France a reproché, vendredi 30 novembre, à la Caisse nationale d'assurance-maladie de revenir à ses « erreurs passées » en cherchant un compromis avec la Confédération des syndicats médicaux français et la Fédération des médecins de France, qu'il qualifie de syndicats médicaux les « plus corporatistes ».

■ CONSEIL D'ETAT : le Conseil d'Etat a, vendredi 29 novembre, confirmé les élections municipales d'Orange (Vaucluse), administrée par Jacques Bonnard (FN), celles d'Antibes (Alpes-Maritimes), administrée par Jean Leonetti (UDF-Rad), et celles de Chamoux (Haute-Savoie), administrée par Michel Charlet (div.).

■ FRONT NATIONAL : Michel Collinot, membre du bureau politique du Front national, a indiqué, samedi 30 novembre, qu'il donnait sa démission. Cette décision est motivée par des raisons personnelles et par un désaccord politique.

■ ÉCOLOGISTES : Noël Mamère, président de Convergences écologie solidarité, a plaidé, le 28 novembre, sur Arte, pour un « accord de gouvernement » de « tous les mouvements écologistes de gauche » avec les autres formations progressistes.

■ GAUCHE RADICALE : l'Alternative rouge et verte devait entamer, samedi 30 novembre, lors de sa conférence nationale, le refus de sa fusion avec les Verts.

■ AIR : le Groupement des fabricants de chauffage central à eau chaude a dénoncé, vendredi 29 novembre, « une action de lobbying souterraine de la part des opérateurs des réseaux de chaleur (Général des eaux et Lyonnaise des eaux) » pendant la discussion de la loi sur l'air. L'article 20 bis aurait ainsi « pour effet de créer, à leur profit, des monopoles de fait, au détriment du libre choix de l'utilisateur, de la liberté d'entreprendre et de l'emploi ».

78 Francs Franco de port

« De l'Hôtel de Ville de Paris à l'Elysée : la méthode Chirac »

par JP Renaud, ancien haut fonctionnaire - 120 pages

Adressez chèques libellés CCF 78 152 5860 à Boite Postale N° 23816 - 75765 Paris Cedex 16

مكتبات الامم المتحدة

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 1^{er} LUNDI 2 DÉCEMBRE 1996

ENSEIGNEMENT Le récent conflit lycéen de la Guyane, qui a contraint M. Bayrou et M. de Peretti à se rendre sur place, a mis en avant la fonction de recteur d'académie.

Nommée au rectorat Antilles-Guyane en janvier 1996, Michèle Rudler, proche du président de la République, a été mise en cause pour n'avoir pas su désamorcer la crise.

● **TRADITIONNELLEMENT** politiques, les postes de recteur sont surveillés de près par tous les ministres de l'éducation nationale. Néanmoins, les nominations sur

seuls critères politiques deviennent difficiles. ● **APRÈS** un renouvellement massif intervenu dans les six premiers mois de la cohabitation des années 1993-1995, le rythme des

nominations s'est ralenti : treize mouvements sont intervenus depuis juin 1995, dont trois mutations internes, contre dix-sept sous le gouvernement d'Edouard Balladur.

La grande valse des recteurs de l'éducation nationale s'est ralentie

La crise lycéenne de Guyane a fait apparaître au premier plan les « préfets d'académie ». Pour ces postes traditionnellement politiques, la première cohabitation, de 1993-1995, avait donné lieu à un renouvellement massif. Depuis, les nominations sont moins nombreuses

L'UNIVERS des recteurs est un tout petit monde, pour reprendre le titre d'un livre culte de l'écrivain britannique David Lodge, qui décrit avec un humour féroce les mœurs universitaires. Tout petit, mais en voie d'expansion : ils n'étaient que vingt-huit, un à la tête de chaque académie. Ils sont bientôt trente. Les émeutes en Guyane, après les manifestations répétées des lycéens, ont décidé l'État à y créer un rectorat propre (Le Monde du 22 novembre). Dans la foulée, Alain Juppé a confirmé à la présidence RPR du conseil régional de Guadeloupe, Lucette Michaux-Chevry, la création d'un rectorat en Guadeloupe. En éclatant ainsi l'académie des Antilles-Guyane en trois entités (Guyane, Guadeloupe, Martinique), le gouvernement a satisfait les élus locaux.

Le séminaire de travail des recteurs, réuni jeudi 21 et vendredi 22 novembre à Marseille, sur le

thème du « rectorat, pôle pédagogique », ne bruisait que de cette nouvelle. Le « cas » de Michèle Rudler, recteur des Antilles-Guyane (lire ci-dessous), occupait tout autant les conversations. De plus en plus, le recteur, personnage prestigieux mais ignoré du grand public, apparaît en pleine lumière. On l'a vu de façon instantanée en 1995, lors du débat télévisé du second tour de l'élection présidentielle. M. Chirac avait attaqué le premier : « J'ai apporté une petite fiche. (...) Aussi bien en 1981 qu'en 1988 (...), on a fait une lessive complète de tous les fonctionnaires qui n'étaient pas strictement socialistes. » S'ensuivit une querelle de chiffres sur les nominations de recteurs, que M. Jospin se défendit d'avoir fait « valser ».

Un système de dévouement à la française régit-il vraiment les mouvements de recteurs ? « Pas à proprement parler, mais il y a une politisation certaine de la fonction,

depuis le septennat de Valéry Giscard d'Estaing », analyse Bernard Toulemonde, ancien recteur de Montpellier. La nomination de fidèles n'exclut pas la recherche de compétences réelles. Un décret de 1854 interdit la pure complaisance : il faut, pour devenir recteur, posséder un doctorat. On peut toutefois être un bon universitaire et un piètre recteur.

● **COMPLEXIFICATION** DU MÉTIER

Surtout, le « métier » s'est complexifié au point qu'il interdit de nommer un recteur sur des critères purement politiques. En dix ou douze ans, la décentralisation, la déconcentration et l'explosion des effectifs scolaires ont bouleversé son rôle. « On devrait arriver à trouver un équilibre entre les changements intempestifs ou grés des majorités et une durée d'exercice qui permette une véritable action », estime Jérôme Chapuisat, ancien recteur d'Amiens.

Les recteurs doivent répondre à des questions aussi cruciales que le nombre de jeunes à conduire à tel ou tel niveau de diplôme, le développement des filières générales, technologiques ou professionnelles, comme le souligne Patrick Gérard dans un article de la revue L'Actualité Juridique (novembre 1996). Un quinquennat, voilà qui semblerait une durée de bon aloi pour mener une action en profondeur. Quel qu'il en soit, le couperet tombe en cas de troubles : ainsi de Joëlle Le Morzellec, ancien recteur de Rouen, qui ne sut pas gérer la colère des étudiants en décembre 1995.

En attendant, l'échéance cruciale se situe à trois ans. Passé ce délai dans la fonction, l'ancien recteur, qui redevient professeur des universités - ce qu'il est presque tous -, accède directement à la classe exceptionnelle, c'est-à-dire au niveau de salaire le plus élevé auquel il peut prétendre, et ce jus-

qu'à l'âge de la retraite. « Ce privilège constitue un accélérateur de carrière sans équivalent dans la fonction publique », écrit Bernard Toulemonde dans sa Petite histoire d'un grand ministère (Albin Michel, 1988). Cela vaut bien quelques sueurs froides le mercredi, jour du conseil des ministres.

● **RETOUR À LA STABILITÉ**

S'il est vrai que la politisation de la fonction de recteur a eu pour conséquences de véritables rafales de nominations, surtout en période de cohabitation, le mouvement semble se calmer. De 1986 à 1988, Claude Durand, conseiller à Matignon ne s'était pas privé de choisir pour René Monory, ministre de l'éducation, Lionel Jospin n'a pu refuser certaines candidatures venues de l'Elysée. Sur le long terme, la gauche et la droite n'ont rien à envier l'une à l'autre. Aujourd'hui, après le mouvement massif qui a suivi les élec-

tions de 1993 - quatorze changements en six mois -, la stabilité domine : de juin 1995 à août 1996, treize nominations sont intervenues, dont trois mutations internes. Certains y voient l'effet de la « mise à l'écart » des recteurs, en raison du mode de négociation très direct que François Bayrou a instauré avec les syndicats. « Pourquoi les contrôler quand les choses essentielles se passent entre le ministre et les syndicats ? » s'interroge l'un d'eux. De plus, François Bayrou joue les immobiles, sans doute pour ne pas donner de tentations à ses amis de la majorité et se faire imposer quelques personnalités. A Aix-Marseille, Caen, Lyon, Nancy-Metz, Paris, La Réunion, Strasbourg, Toulouse, Versailles et en Corse, soit dans dix académies, dont les deux plus importantes, il s'appuie sur des recteurs nommés par la gauche.

Béatrice Gurrey

Une fonction précaire

« La fonction rectorale n'est pas une carrière mais une mission... » Ces quelques mots figurent dans la mise au point publiée par le ministre de l'éducation nationale, Alain Peyrefitte, en décembre 1967. Pour la première fois depuis la Libération - où 12 recteurs sur 17 avaient été révoqués -, le conseil des ministres vient de remanier trois d'entre eux.

Depuis, la fonction s'est « pré-fortalisée ». Les recteurs sont « essentiellement révocables », précise la loi du 11 janvier 1984. Patrick Gérard a fait les comptes : entre 1974 et 1981, toutes les académies, sauf celle de Toulouse, ont changé de patron. Idem en 1981 et 1986, où seul le recteur de Lyon est resté en poste. Entre 1986 et 1988, Jacques Chirac a remplacé 21 des 28 recteurs, tandis que les socialistes faisaient valser la totalité des têtes entre 1988 et 1993. Enfin de 1993 à 1995, 17 mouvements de recteurs ont affecté 16 des 28 académies.

SA RÉPUTATION l'avait précédée. Michèle Rudler, cinquante-six ans, ancienne directrice du laboratoire scientifique de la police de Paris et de l'Institut de médecine légale de l'université Paris-VI, nommée recteur des Antilles-Guyane le 17 janvier 1996, ne s'est pas efforcée de la démentir. Lors d'une première prise de contact devant les responsables de l'université réunis à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), elle avait sans détour : « J'ai été nommée par la volonté du président de la République. » Sans doute voulait-elle affirmer que sa qualité de « représentante personnelle » de Jacques Chirac lui assurait une autorité accrue et une écoute attentive au plus haut sommet de l'État. A demi-mots, ses interlocuteurs ont traduit : « reprise en main et mise sous tutelle ».

« Recteur politique » - sans attaches partissimes, remarque un observateur -, Michèle Rudler, fille d'Henri Rey, ancien ministre des DOM-TOM du général de Gaulle et de Georges Pompidou, n'est incontestablement. A peine débarquée, elle explique que son rôle est de promouvoir la présence française



Portrait

et la francophonie dans la région caraïbe. Elle veut s'efforcer, aussi, de renforcer les liens entre la formation et le monde du travail. Sur place, ses discours à forte connotation « idéologique » apparaissent déconnectés de la réalité.

« **DAME DE FER** » Les responsables syndicaux reconnaissent pourtant son ouverture et sa capacité de dialogue. Surnommée « la dame de fer de la police scientifique », M^{me} Rudler met des gants pour se faire accepter, en dépit de « méthodes mal adaptées à un monde sensible qui suppose de prendre quelques précautions », selon l'appréciation d'un enseignant. Mais elle réussit à désamorcer rapidement deux crises larvées qui menaçaient d'exploser, au printemps, à l'annonce de la suppression de postes dans les collèges. En moins d'une journée, elle donne alors satisfaction aux revendications des syndicalistes, « et même au-delà ».

La méthode fut nettement moins efficace dans le conflit guyanais qui a éclaté le 22 octobre (Le Monde du 30 novembre). Ce jour-là, le recteur est à Cayenne. Elle rencontre les lycéens, prend note de leurs demandes et promet d'en apporter confirmation par un fax. Celui-ci n'est jamais arrivé. Durant toute la crise, M^{me} Rudler se retranche à 2 000 kilomètres de là, dans sa résidence de Fort-de-France. Un comportement jugé incompréhensible par ses collègues de la métropole, qui s'expliquent mal qu'un recteur ne soit pas sur place, en première ligne. Des témoins racontent qu'un vif incident l'a opposée à Jean-Marcel Cotret, l'inspecteur d'académie de Guyane, qu'elle a laissé, seul avec le préfet, gérer une affaire de lycée normalement de sa responsabilité. Dans la presse locale, elle a livré un brûlot mettant en cause l'inspecteur d'académie. Une accusation relayée par le ministre délégué à l'Outre-mer, Jacques de Peretti.

Le vigoureux rappel à l'ordre de Jacques Chirac, en conseil des ministres du 13 novembre, a, incontestablement, accéléré l'extinction de cet incendie. Du voyage de François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, et Jean-Jacques de Peretti, qui ont cédé sur toute la ligne, on retiendra essentiellement la création d'un rectorat à Cayenne, aussitôt suivi d'un autre en Guadeloupe, à Pointe-à-Pitre, une très ancienne revendication saisie au vol par Lucette Michaux-Chevry. Ce dépeçage de l'académie n'est-il qu'une « réponse institutionnelle à des

problèmes qui ne le sont pas », « la solution la moins coûteuse pour éviter de s'atteler aux racines du service public », s'interroge certains ? En Guyane et en Guadeloupe, on ne cache pas sa satisfaction. « Jusqu'à présent, les recteurs avaient tendance à servir en premier ceux qui faisaient le plus de bruit sous leurs fenêtres », remarque un responsable du SNES de Guadeloupe.

● **CHER REDCOUPE**

Applicable à partir du 1^{er} janvier 1997, ce redécoupage laisse en suspens un certain nombre d'interrogations. Qu'en sera-t-il du recrutement et du mouvement des enseignants dans chaque territoire ? Cette mesure annonce-t-elle une démultiplication des moyens humains et financiers ou seulement une autre répartition ? Quel avenir sera réservé à l'université qui, tant bien que mal, cherchait à réaliser son unité ? Interrogée sur RFO, M^{me} Rudler s'est seulement félicitée de la décision prise par le président de la République et le gouvernement. Une décision que, bien malgré elle, elle a contribué à accélérer.

Michel Delberghe avec nos correspondants

Marche silencieuse à Menton contre l'ambassadeur du Zaïre

NICE

Une marche silencieuse s'est déroulée, samedi matin 30 novembre à Menton (Alpes-Maritimes), pour protester contre la protection diplomatique dont bénéficie l'ambassadeur du Zaïre en France, qui avait, le 23 novembre, renversé en voiture et tué un garçon de treize ans et grièvement blessé son camarade de douze ans. Ce jour-là, l'ambassadeur, Raya Ramazani, à bord d'une voiture de location, avait percuté sur la promenade du Soleil les deux garçons, qui traversaient le boulevard sur un passage protégé. Raphaël Lenoir mourait à l'hôpital ; Ronald Le Hartel est toujours dans le coma. L'ambassadeur avait, peu avant, reçu un appel du président Mobutu, qui le convoquait dans sa villa de Roquebrune-Cap-Martin. Le diplomate a reconnu devant les policiers qu'il roulait à très vive allure, comme en témoinant sur place les traces de freinage.

Le maire de Menton, Jean-Claude Guibal (RPR), en a appelé au « sens de la justice » de M. Mobutu. Dans une lettre, il lui demandait de « bien vouloir envisager de lever l'immunité diplomatique afin qu'il puisse être jugé conformément aux lois de notre pays ».

Le député RPR Xavier Beck a, pour sa part, demandé le départ de l'ambassadeur du Zaïre si son immunité n'était pas levée.

Jean-Pierre Laborde

Le photographe de François Mitterrand s'estime diffamé par M^{re} Kiejman

CLAUDE AZOULAY, ancien

photographe attitré de François Mitterrand pour le compte de Paris-Match, se défend à nouveau d'être l'auteur des photos volées de la dépouille mortelle de l'ancien président de la République. M^{re} Georges Kiejman, lundi 25 novembre, devant la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Estimant avoir été diffamé, il met au défi l'avocat de la famille Mitterrand de répéter publiquement les accusations portées contre lui dans le procès de Roger Théron, directeur de la publication de Paris-Match, qui était poursuivi par la famille Mitterrand pour avoir publié les photos sans son accord dans l'édition du magazine datée du 16 janvier. M^{re} Kiejman avait relancé la polémique. Il avait alors déclaré : « Être troublé devant tous les éléments laissant penser que ce familier (Claude Azoulay) ait pu prendre les clichés » (Le Monde du 27 novembre).

Dans une lettre adressée à M^{me} Martine Ract-Madoux, qui présidait l'audience du 25 novembre, Claude Azoulay qualifie d'« infamie » les propos de l'avocat. « Je suis consterné que M^{re} Kiejman ne m'ait pas fait citer à l'audience, écrit-il. Il aurait pu ainsi me poser toutes les questions qu'il voulait et j'y aurais répondu sous serment. J'explique cette dérobade par le fait qu'il n'a pas eu le courage de m'insulter face à face. » Claude

Azoulay entend confondre M^{re} Kiejman : « Que l'ancien ministre et homme public ait le courage de prendre sa plume en répétant sans protection ses propos, je le trouvais devant vous (...), pour diffamation. »

M. Azoulay réplique aux accusations portées contre lui par M^{re} Kiejman, qui se fonde sur les auditions du photographe dans le cadre de l'enquête préliminaire. Il accuse l'avocat d'avoir fait une « lecture tronquée » de sa déposition. C'est ainsi qu'il explique n'être entré qu'une seule fois dans la chambre de l'ancien président et non à deux reprises, comme l'a affirmé l'avocat à l'audience. « A aucun moment je ne suis resté seul, a-t-il déclaré au Monde. J'avais effectivement un appareil en poche, et l'idée de prendre la photo m'a en effet traversé l'esprit mais je ne l'ai pas fait, par respect de la mémoire de mon ancien ami. » Le photographe récuse l'argumentation de M^{re} Kiejman, qui avait déclaré que trois photos étaient manquantes dans la pellicule retrouvée lors d'une perquisition chez le photographe, et qualifie ces propos d'« odieuse rumeur ». « Je n'ai jamais eu à m'expliquer sur ces trois photos lors de mon audition puisqu'à l'époque il n'en était pas question. La pellicule doit d'ailleurs toujours être sous scellés. »

Contacté vendredi 29 novembre, M^{re} Kiejman nous a répété qu'il existe selon lui des « éléments troublants ». « Je ne prétends pas qu'il

soit l'auteur des photos, explique-t-il. Je prétends qu'il existe dans le dossier des charges contre lui. » Georges Kiejman maintient d'ailleurs tous les propos qu'il a tenus à l'audience, notamment à propos des vues manquantes sur la pellicule de Claude Azoulay. Un de ses collaborateurs, M^{re} Marembert, dit s'appuyer sur le procès-verbal d'audition d'un expert photographique qui a analysé la pellicule de trente-six pauses saisie chez le photographe. Six pauses seraient manquantes et non pas trois, comme l'avait affirmé l'avocat à l'audience. Claude Azoulay affirme ne pas avoir été questionné à ce propos, son audition ayant eu lieu en même temps que celle de l'expert. Malgré la déposition de ce dernier, les enquêteurs ne l'auraient pas entendu une seconde fois.

A l'issue de l'enquête préliminaire, le parquet n'a pas engagé de poursuites contre Claude Azoulay, considérant qu'aucune charge ne pouvait être retenue contre lui. Pour M^{re} Kiejman : « C'est Roger Théron et lui seul qui peut dédouaner M. Azoulay en arrêtant de se retrancher derrière la soi-disant protection des sources. » Contacté par Le Monde, Roger Théron, qui se déclare « surpris que M^{re} Kiejman puisse ainsi se laisser aller dans un prétoire », se refusait toujours, vendredi 29 novembre, à révéler l'identité de l'auteur de la photo.

Cécile Prieur

DÉPÊCHES

● **JUSTICE** : le jugement de l'affaire de l'incendie des Thermes de Barbotan, qui a fait vingt et un morts le 27 juin 1991, examinée depuis le 18 novembre par le tribunal correctionnel de Toulouse, a été mis en délibéré au 19 février. Les avocats des trois prévenus ont tous plaidé la relaxe de leurs clients, parmi lesquels figurent deux anciens préfets du Gers. Invoquant la non-responsabilité pénale des prévenus ou leur absence de faute morale face à « un enchevêtrement des hasards ».

● **POLICE** : une information judiciaire visant la gestion passée de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a été ouverte en début de semaine au parquet de Paris pour « vol, escroquerie, faux et usage de faux ». Confiée au juge d'instruction Xavier Simeoni, cette ouverture est la suite procédurale logique de la plainte déposée le 10 octobre avec constitution de partie civile par le Syndicat général de la police (SGP) (Le Monde du 22 novembre). Le SGP a été exclu de la FASP le 19 novembre lors d'un congrès extraordinaire de la fédération.

● **UNIVERSITÉS** : après les premières réunions sur la réforme de l'Université (Le Monde du 28 novembre), la plupart des syndicats et des organisations d'enseignants, de personnels et d'étudiants, qui se sont rencontrés, jeudi 28 novembre, à l'initiative du Snep, ont demandé à François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de « définir un calendrier resserré de prise de décisions » et d'engager « une négociation incluant les moyens financiers correspondants ».

Toujours « entre deux pays, entre deux villes », l'égérie de Fassbinder reste le symbole de l'Allemagne déchirée des années 70. Avec la complicité de ceux qu'elle aime, c'est le voyage de sa vie qu'elle entend raconter sur scène, à Paris

HANNA Schygulla portait un long manteau cintré et un chignon serré qui agrandissait ses yeux bleus. On aurait dit une sœur de Mariene, la nuit, sous un lampadaire. Elle s'est avancée dans la lumière, et, avec un grand sourire, s'est mise à chanter *Ça, c'est Paris*. C'était à Berlin, sur la scène du Renaissance Theater, un soir de septembre. Hanna Schygulla donnait pour la première fois le récit de sa vie qu'elle présente hundi 2 décembre au Théâtre de la Ville, à Paris : « Entre deux pays, entre deux villes, entre deux hommes. » Un beau titre, presque impudique. Un aveu, une lettre effeuillée, une invitation : à l'âge de cinquante-trois ans, l'actrice se donne. En direct, sans la protection de l'écran de cinéma qui fit sa gloire, elle chante, avec la complicité de ceux qu'elle aime, Rainer Werner Fassbinder et Jean-Claude Carrière, Edith Piaf et Hans Leip, Lucien Boyer et Kurt Tucholsky. Sur la scène, il y a un piano, des éclairages de nuit, et une valise – sa plus fidèle alliée dans le voyage de sa vie qu'elle entend raconter.

Ainsi, Hanna Schygulla revient. Avec ses cheveux blonds et sa voix grave, ses hautes pommettes et son corps arrondi. Le temps l'a protégée de belle manière : en elle cohabitent la jeune fille insolente des *Larmes amères* de Petra von Kant, et la femme radieuse qui chante *Ich bin die frische Lola*, en entrouvrant son manteau – un geste que seules les stars peuvent se permettre. A la ville, le charme opère autant que sur scène. Hanna Schygulla s'assoit comme une reine, simplement. Elle bouge, une irrésistible langueur slave berce l'espace autour d'elle. Cela s'appelle la grâce.

C'est à Paris qu'elle reçoit, dans un appartement du Marais protégé par une cour : deux étages, des livres et de hautes fenêtres. En bas, une gouvernante à qui Hanna Schygulla parle en espagnol. Au téléphone, la comédienne répond en français, en allemand, en anglais. Elle s'en défend presque : « Je n'ai pas beaucoup de mal à apprendre les langues. C'est un peu naturel chez moi », dit-elle. Et elle sourit, avec cet air de madone secrète et ironique derrière lequel elle se protège. A la voir ainsi, on se demande qui pourrait affirmer la connaître. C'est une Lorelei, née pour que d'autres rêvent d'elle au risque de se perdre. « Elle éclaire jusqu'à nos ombres », écrit Jean-Claude Carrière.

Pourtant, Hanna Schygulla ne se ménage pas. Comme la Maria Braun qu'elle a jouée dans le film de Rainer Werner Fassbinder, elle s'est faite. Question de caractère, de génération. Elle est née en 1943, tout près de Katowice, en Silésie : « J'aurais dû naître le jour de Noël. Mais ça gênait le docteur, qui voulait rester chez lui pour les fêtes. Il a fait une piqûre à ma mère, qui était entrée dans les douleurs, pour retarder ma naissance. Je suis née le 26. Ma mère n'a dit que ça avait

été la plus mauvaise expérience de sa vie. Après, elle a su que le médecin était l'un de ceux qui faisaient des expériences à Auschwitz. » Le camp de concentration était tout près, si près que la mère d'Hanna Schygulla voyait les prisonniers marcher dans la neige pour aller travailler dans les usines. « Et certains disent qu'ils ne savaient même pas ce qui se passait. » Pendant ce temps, le père est soldat dans la Wehrmacht, après avoir fait son service militaire du côté polonais. Hanna Schygulla a cinq ans quand elle le voit pour la première fois.

Après la guerre, la famille quitte la Silésie. « Nous avons pris l'un des derniers trains qui roulaient vers l'Allemagne. Les Russes faisaient la chasse aux fuyards. Nous avons été saisis parce que je parlais un peu de polonais, que m'avait appris ma nourrice. Après, je n'ai presque plus reparlé cette langue. J'étais de culture allemande, mes parents parlaient allemand. » A l'école, ses camarades se moquent de son nom, à la sonorité étrange sinon étrangère. Elle aime bien son patronyme, pour les mêmes

raisons : « Je sentais qu'il n'était pas parfaitement allemand, et que je n'avais donc pas à m'identifier complètement à ce pays. »

Dans son appartement parisien, Hanna Schygulla se souvient de ses premiers rêves. Elle chante *Ganz Paris träumt von der Liebe* (Tout Paris rêve d'amour), – la rengaine qu'elle entendait quand elle était enfant et que l'Allemagne découvrait Piaf, *Milord*, *La Vie en rose*. Plus tard, c'est une autre chanson de Piaf qui servira d'étendard à la génération d'Hanna Schygulla : *Emporte-moi bien loin d'ici*. Loin de Munich ou de Berlin des années 60 glacées par le miracle économique, la plaie de l'oubli et le désir de réussite. A l'époque, ceux qui feront la nouvelle vague du cinéma allemand partent pour l'étranger : l'Amérique, pour Wim Wenders ; l'Italie, pour Margarete von Trotta ; la France, pour Volker Schlöndorff, ou Hanna Schygulla – qui vient à Paris à cause de la voix de Piaf.

LA première famille, dans laquelle elle est jeune fille au pair, s'appelle Ego, la deuxième est juive. D'autres suivront. On ne lui fait pas sentir qu'elle appartient « à la race qui a descendu les Champs-Élysées avec des casques et des bottes ». Mais elle suscite un intérêt, pas toujours sympathique, parce qu'elle est « fille d'Allemand ». C'est dans

cet interstice que se joue le drame de sa génération. « Nous avons été marqués par ce que nous n'avons pas vécu. Nous avons connu seulement l'après-défaite. Au plus profond de nous, il y avait l'envie de rompre avec ce que représentait la génération de nos parents – toute ces violences qui n'avaient pas été surmontées, toutes ces horreurs qui avaient été enterrées. J'ai vu le premier film sur les camps de concentration quand j'avais douze ans. J'ai pleuré. Après, il y a eu la série américaine sur l'Holocauste. Puis, quand nous avions entre vingt et trente ans, on a sorti tellement de documents sur la période nazie qu'à la fin nous n'en pouvions plus. »

Hanna Schygulla dit « loin, loin » comme pour elle-même, et c'est un autre temps qui surgit : celui de Munich, où elle rencontre Rainer Werner Fassbinder, à son retour de Paris. Tous deux suivent les leçons d'un cours d'art dramatique minable, lui parce qu'il veut être cinéaste, elle parce que ses études à l'université la laissent sur sa faim. Dans *Les films libèrent la tête*, Fassbinder se souvient des soirées passées au café avec les autres élèves, après les cours. « Elle parlait de la littérature et de la vie, moi de films et de la vie. Mais presque personne ne s'intéressait aux réflexions de Schygulla ou aux niénines. Au cours d'une de ces soirées, j'eus soudain la révélation, en

l'espace d'une seconde, comme frappé par la foudre, que Schygulla deviendrait un jour la star de mes films, et je ne doutais pas un seul instant de faire des films, qu'il se pourrait qu'elle soit une pierre angulaire, peut-être même une sorte de moteur. »

Ils commencent par faire du théâtre, ou plutôt de l'Anti-Théâtre – du nom de leur troupe – dans l'arrière-salle d'un bar où ils vivent les uns sur les autres, dans une liberté terrible. Ils sont jeunes, ragueurs, fureux. Et talentueux. Ils veulent verser de l'acidité sur les beaux royaumes de la société allemande. Ils se servent de la culture comme d'une arme. « Les temps étaient durs, mais pas aussi désolants qu'aujourd'hui », se souvient Hanna Schygulla. « Nous avions encore perspectives, nous pouvions encore nous enthousiasmer pour les utopies exprimées par le socialisme, le communisme, Rosa Luxembourg et toutes les victimes de l'Histoire. »

Quand Fassbinder passe au cinéma, il emmène Hanna Schygulla. En 1969, elle tient le rôle principal de *L'amour est plus fort que la mort*, *Katzelmacher* et *Les Dieux de la peste*. En 1970, elle tourne dans *Prenez garde à la sainte putain*. En 1972, dans *Les Larmes amères* de Petra von Kant et *Effie Briest*. Elle est alors « un ange des arrières-cours », une femme de lumière dans l'Allemagne mère bigarde.

Elle devient une star quand, à la fin des années 70, Rainer Werner Fassbinder lui donne les rôles-titres de *Lili Marleen* et du *Marriage de Maria Braun*. Dans l'un, c'est une Aryenne qui aime un juif et devient célèbre grâce à Lili Marleen, « un mélo qui sent le macabre », selon Goebbels. Dans l'autre, elle joue une Mata-Hari du miracle économique, une femme décidée dans une époque mauvaise pour les sentiments. Avec, dans les deux films, des chapeaux extraordinaires, une sensualité et une assurance lumineuses.

JEAN-CLAUDE CARRIÈRE : « Hanna Schygulla fait partie de ces très rares comédiennes dont les chefs opérateurs disent qu'elles apportent avec elles, en entrant sur un plateau, leur propre lumière. Phénomène inexplicable, signe d'un état intérieur particulier, qui donne à l'interprète sa force naturelle, mais aussi son indépendance, sa fermeté. Elle prend possession de l'espace et du temps à sa manière, elle leur donne éclat et vie, et il devient aussitôt difficile de modifier cette lumière, de la détourner. On l'accepte telle qu'elle est. »

Jean-Claude Carrière était avec Hanna Schygulla quand elle a appris la mort de Fassbinder, en 1982. C'est pour lui qu'elle est re-

venue à Paris, vingt ans après. « J'étais amoureuse. Je suis arrivée, et je suis restée, restée, restée, à cause de l'amour », dit-elle comme si elle chantait un refrain de son histoire. « Mais tout a une fin. Et maintenant, je reste parce qu'il n'y a aucune ville qui me plaise autant. Pourquoi je changerais ? » Hanna Schygulla représente assez son pays pour se passer d'y vivre. Elle est le symbole de cette Allemagne déchirée des années 70 où – selon le cinéaste Edgar Reitz – Fassbinder, Wenders et les autres remplaçaient les pages arrachées du livre de l'Histoire, en les écrivant à leur façon sur les écrans noirs de leur rage bête.

« Nous avons tous dépassé la cinquantaine, mais il y a quelque chose en nous qui ne veut pas devenir adulte, car nous ne voulions pas devenir des adultes comme nos parents »

Hanna Schygulla dit une fort jolie chose sur ce qui perdure de ce temps-là : « Quand j'en rencontre les gens de ma génération, hommes ou femmes, je suis frappée par le fait qu'ils ont tous gardé un côté jeune fille ou jeune homme. Nous avons tous dépassé la cinquantaine, mais il y a quelque chose en nous qui ne veut pas devenir adulte, parce que nous ne voulions pas devenir des adultes comme nos parents. C'est ça, le thème de notre génération. » Et c'est pour cette raison qu'Hanna Schygulla traverse les années. Si la mort de Fassbinder l'a écartée du firmament du cinéma, elle reste dans la constellation. On ne sait pas toujours où elle est, mais on est sûr de la retrouver, parce que sa place est imprenable. « Nous sommes tous des membranes, dit-elle, qui vacillent entre les courants de l'air du temps. On change pas mal, au cours d'une vie. »

Aujourd'hui, Hanna Schygulla revient souvent en Allemagne parce qu'elle revient à ses premières amours : le théâtre. En 1995, Klaus Michael Grüber, géant des scènes européennes, lui a demandé de jouer dans *Mère blafarde, tendre sœur*. Dans cette pièce inspirée par *L'écriture ou la Vie*, de Jorge Semprun, qui s'est donnée dans le cimetière des soldats soviétiques de Weimar, Hanna Schygulla interprétait « celle qui fait vivre les ombres » : la comédienne.

Elle a aussi joué des pièces d'Elfriede Jelinek et Hans-Magnus Enzensberger, à Munich, deux rageurs que l'âge ne calme pas. Hanna Schygulla pourrait les faire entendre dans un théâtre de Paris. Un jour, peut-être.

Pour l'instant, elle conclut, presque en priant de l'excuser : « Il faut admettre qu'on ne peut pas vivre sans être coupable. J'ai toujours tendance, quand il s'agit de l'Allemagne, de parler de ce qui est douloureux, alors que je pourrais dire qu'il y a des choses formidables. Je trouve, par exemple, que les femmes allemandes ont beaucoup de caractère, et de personnalité. » Au pied du lit, une valise attend, prête pour le prochain départ. Elle ne trouble pas le serein ordonnancement de l'appartement parisien d'Hanna Schygulla.

Brigitte Salino
Photo : Lillian Birnbaum



Hanna Schygulla, une femme allemande

هنا من الامم

سكنا من الناصل

1931, la première « Pléiade »

La fameuse collection imprimée sur papier bible fut inventée par Jacques Schiffrin. A l'instigation de Gide, elle fut rachetée par Gallimard, dont elle porte depuis les couleurs. Soixante-cinq ans et quatre cent trente-deux titres plus tard, la tradition se perpétue, intacte

ESSAYEZ d'inventer un livre réunissant les éléments suivants : luxe, petit format, référence, encombrement minimal, consécration... impossible, n'est-ce pas ? Pourtant, il existe, depuis soixante-cinq ans déjà. On l'admire, on le jalouse, on s'en irrite, on le collectionne : c'est « une Pléiade », comme on dit pour désigner un volume de la prestigieuse « Bibliothèque de la Pléiade ». Cette collection est si fortement identifiée à l'éditeur qui la publie, Gallimard, qu'on ignore souvent qu'elle est née ailleurs, imaginée, en 1931, par un homme - Jacques Schiffrin - qui ne mesurait sans doute pas à quel point elle allait devenir mythique, constituant l'un des succès éditoriaux du siècle. Réussite commerciale et intellectuelle : on a vendu près de vingt-deux millions de volumes à ce jour. Une Pléiade, c'est à la fois une édition de référence, un objet de collection, un cadeau toujours bienvenu, bref, comme le dit son plus célèbre slogan publicitaire : « La Pléiade ou la volonté de lire ».

Au début des années 20, Jacques Schiffrin, juif russe émigré à Paris, fonde les Éditions de la Pléiade. A cette aventure, soutenu d'emblée par André Gide - dès 1923 il préface un Pouchkine -, participait aussi Charles du Bos, qui souhaitait créer une « collection des classiques de la Pléiade ». Elle ne vit pas le jour,

La reliure de Poe était verte, comme celle de Musset et de Baudelaire. Racine et Molière étaient en rouge ; Laclos, Rousseau, Stendhal, Voltaire en bleu

mais en septembre 1931 sortait le premier volume de la « Bibliothèque de la Pléiade » - un Baudelaire - sur papier bible, au format 11 x 17,5 cm, relié en cuir vert, au prix de 45 francs. Onze autres allaient suivre jusqu'en avril 1933. Cette entreprise éditoriale étant manifestement trop lourde pour un petit éditeur, André Gide parvint à convaincre Gaston Gallimard de la racheter. Le 31 juillet 1933, Jacques Schiffrin et Gaston Gallimard signent un contrat aux termes duquel la « Bibliothèque de la Pléiade », dont Jacques Schiffrin demeure le directeur, appartenait à Gallimard.

Dans les archives de Gallimard, on peut suivre les traces de l'épopée de la Pléiade, d'un entretien de Jacques Schiffrin dans *Toute l'édition*, le 16 septembre 1933, à l'excellente étude d'Alice Kaplan et Philippe Rousin parue cette année dans le numéro 89 de la revue *Yale French Studies* sous le titre « A Changing Idea of Literature : the Bibliothèque de la Pléiade ». « Il ne faut pas m'attribuer plus de mérites que je n'en ai eus » dans l'invention de la Pléiade, expliquait Jacques Schiffrin, faisant allusion aux Anglais et aux Éditions d'Oxford, qui lui avaient donné l'idée des livres sur papier très mince. « Mais, comme toujours lorsqu'il s'agit d'une nouveauté, j'ai dû vaincre bien des résistances. Le lecteur français, me disait-on, n'aime pas le livre relié (...). J'ai voulu faire quelque chose de commode, de pratique (...). Je crois en effet que nos livres peuvent rendre quelques services. Et je suis touché par la fidélité sympathique que leur manifestent les jeunes gens. Nous avons d'autres lecteurs, cela va de soi, notre collection

étant une collection de culture, mais c'est la jeunesse qui forme le fond de notre clientèle. Pour moi, j'y veux voir un signe (...). Nous pouvons éditer une dizaine de volumes par an. C'est une moyenne fort raisonnable. »

Dix à douze Pléiade par an : c'est le rythme de production actuelle. Des livres beaux et pratiques, disait Schiffrin. Une collection de culture. Là aussi, on peut remarquer une grande stabilité à travers le temps. Si l'on parvient à convaincre le très mystérieux et très cultivé responsable des archives de Gallimard, Jean-Pierre Dauphin, de montrer la Pléiade Edgar Poe de mars 1932, on croit avoir en mains un livre d'aujourd'hui (mais le cuir est plus doux au toucher). La reliure de Poe était verte, comme celle de Musset et de Baudelaire. Racine et Molière étaient en rouge ; Laclos, Rousseau, Stendhal, Voltaire en bleu. Désormais, chaque couleur de reliure correspond à une période historique. « Vert antique » pour l'Antiquité, « violet » pour le Moyen Âge, « maron corinthien » pour le XVI^e siècle, « rouge vénitien » pour le XVII^e, « bleu » pour le XVIII^e, « vert émeraude » pour le XIX^e, « havane » pour le XX^e. La Bible et le Coran sont, eux, reliés en gris. Et

pour intriguer les collectionneurs, des raretés : des éditions de Péguy et de Bossuet reliées en cuir blanc, « sans que l'on sache à quelle occasion ces livres ont été ainsi faits », précise Jean-Pierre Dauphin.

Si la Pléiade est fidèle au rêve de Jacques Schiffrin, elle fonctionne depuis plus de cinquante ans sans lui. Dès la fin de 1939, il a émigré aux États-Unis, y fondant Pantheon Books (maison reprise plus tard par son fils André), où fut publiée l'édition originale d'un complément au *Journal de*

Gide, dans un volume qui ressemblait beaucoup à une Pléiade. La direction de la collection fut reprise par Raymond Gallimard, qui dut régler un conflit financier avec Schiffrin, celui-ci souhaitant que lui soit reconnue, par des dividendes, la paternité de « l'idée Pléiade ». Pendant l'Occupation, on continua, au ralenti, de publier des Pléiade (jusqu'à la pénurie de papier de 1943), reliées en carton (que les collectionneurs viendraient échanger contre des reliures en cuir, après la guerre). Mais le programme de publica-

tion eut à souffrir quelques changements. Ainsi, pour 1940, il prévoyait Platon, Chateaubriand et Montesquieu. Au lieu de cela, on eut Péguy en 1941, Platon et Goethe en 1942. A la Libération, en 1945, la première Pléiade fut celle de Mallarmé, avec une préface d'Henri Mondor.

Après-guerre, la collection prend son rythme de croisière. Raymond Gallimard la dirige jusqu'en 1966, assisté d'abord de son fils Michel (mort en 1960 dans l'accident de voiture qui coûta aussi la vie à Albert Camus) puis de Jean Ducourneau. A Raymond succède Robert Gallimard, assisté de Pierre Buge jusqu'en 1987, puis de Jacques Cotin, qui vient de prendre sa retraite. Si la Pléiade demeure, dans les années 90, cette « bibliothèque de l'admiration » chère à André Malraux (qui fut le deuxième auteur à y entrer de son vivant, en 1947, après Gide, en 1939), avec de prestigieuses préfaces (Gide pour Shakespeare et Goethe, Giono pour Machiavel, Camus pour Martin du Gard, Caillols pour Montesquieu et Saint-Exupéry), elle était concurrencée sur le plan scientifique par les Classiques Garnier, qui occupaient le champ universitaire. Pierre Buge, venu des Classiques Garnier, regagna

le terrain perdu, en ces années 60 si propices au travail sur le texte. Sous sa direction, on vit apparaître des appareils critiques exceptionnels en qualité et en quantité, jusqu'à devenir démesurés et à provoquer une forme de rejet de la part des lecteurs non universitaires.

Le pari de la Pléiade a été, d'emblée, de faire coexister des éléments opposés, comme la reliure luxueuse et le format de poche. Son succès se manifeste en dépit, ou à cause, de ses contradictions : impossible de contenter à la fois les chercheurs, les collectionneurs, les fous de lecture qui veulent seulement beaucoup de texte en un petit volume. Cela semble désormais faire partie de sa réussite : il y a toujours quelqu'un pour s'agacer d'une Pléiade. Certains se

Le pari a été, d'emblée, de faire coexister des éléments opposés, comme la reliure luxueuse et le format de poche. Son succès se manifeste en dépit, ou à cause de ses contradictions

plaignent de l'excès de notes et variantes ; d'autres des Pléiade composées par les auteurs eux-mêmes, qui rêvent d'entrer vivants dans ce panthéon mais ne veulent pas subir la loi de l'éditeur critique (ont été publiés de leur vivant - outre Gide et Malraux - Claudel, Montherlant, Saint-John Perse, Julien Green, Marguerite Yourcenar, René Char, Julien Gracq, Eugène Ionesco, et, ces jours-ci, Nathalie Sarraute [n° 432]. Céline, en 1961, est mort alors que son premier volume était en cours de fabrication. Quant à Aragon, l'édition a été mise en chantier de son vivant, en 1978, mais la publication ne débuta qu'en 1997). Plus on respecte la fonction de consécration de la Pléiade, plus on déplore certaines absences. Chacun, bien sûr, a sa propre liste. Pourquoi Prévert avant Aragon, Ponge et Michaux ? Pourquoi Melville si tard, et toujours pas Henry James... La Pléiade, mystérieusement, suscite toutes sortes de « fanatismes ». L'agenda de la Pléiade (depuis 1986) est devenu un « objet chic ». Les albums Pléiade, qui proposent une iconographie commentée d'auteurs de la collection, sont la proie des collectionneurs. Publiés chaque année depuis 1960 (sans réimpression), ils sont offerts, à l'occasion de la Quinzaine de la Pléiade, à tout acheteur de trois volumes. Le Balzac de 1962 (en 1960, l'album était un dictionnaire des auteurs de la Pléiade, et en 1961, une anthologie sonore des poètes du XVIII^e siècle) se négocie autour de 3 000 francs, devant Rimbaud, Hugo et Proust (autour de 2 000 francs).

Mais l'hommage le plus spectaculaire fait à la collection créée par Jacques Schiffrin demeure certainement celui de Francis Arrousset, qui n'a jamais manqué l'achat d'une Pléiade. En 1990, quand la querelle entre les héritiers Gallimard imposa une redistribution des parts, il a pris une participation de 1 % (10 millions de francs) dans le capital de la maison. Quel créateur de collection, même dans ses rêves les plus optimistes, pourrait imaginer pareil geste ?



Antoine Gallimard : combler, dans l'avenir, des lacunes évidentes

PROLONGEANT la tradition familiale, Antoine Gallimard, après le départ à la retraite de Jacques Cotin, le directeur de la Pléiade, au printemps 1996, a décidé de « reprendre en main, directement, les rênes de la collection ». « Je suis assisté de Hugues Pradier, qui était l'adjoint de Jacques Cotin, et qui devient mon "directeur opérationnel" pour la Pléiade », explique le PDG de Gallimard. « Sachant combien est complexe la question du choix éditorial, et combien sont critiqués les "manques" de la Pléiade, j'ai constitué un comité éditorial de quatre personnes, de sensibilités et de curiosités diverses : Philippe Soliers, Georges Liébert, Jean-Yves Tadié, Teresa Cremisi. » Antoine Gallimard affirme son souci de « fuir le systématisme ». « Il faut faire des éditions adaptées aux auteurs et aux œuvres. Certaines ont besoin d'un fort appareil critique, d'autres pas. Dans le cas de Proust, ou de Joyce, pour ne prendre que ces deux exemples, l'appareil critique est un enrichissement considérable. Je reconnais cependant qu'il y a eu, parfois, des notes, variantes, commentaires, surabondants et pas

totale-ment indispensables. Il n'existe pas de modèle absolu et unique de Pléiade, je plaide pour la souplesse et la faculté d'adaptation. »

Ne pas perdre le contact avec son lectorat est un souci constant pour une entreprise intellectuelle de ce type.

« Je souhaite ouvrir la collection dans l'espace et le temps »

La monumentale collection de référence de la fin du XIX^e siècle, « Les Grands écrivains de la France », chez Hachette, créée en 1870, est morte en 1930 de n'avoir pas su se renouveler. Dans les années 20, ses appareils critiques, démesurés et figés, ne répon-daient plus à la demande du lecteur cultivé de l'époque. La Pléiade, désormais, veut s'attacher à éviter une telle dérive.

« Je souhaite ouvrir la collection, dans l'espace et dans le temps, ajoute Antoine Gallimard. D'abord explorer le champ du

XIX^e siècle. Vont sortir : Aragon, pour le centenaire de sa naissance, en 1997, Michaux, Boulgakov, le deuxième volume de Rilke, Tanizaki, Ponge, Leiris. Je veux que l'on continue aussi d'explorer l'espace chinois, ainsi que l'Inde et le Japon. On envisage une anthologie de la poésie française, avec un spécialiste par siècle. Il faut, dans le temps, réparer des manques évidents, comme Aristote. Enfin, certaines éditions doivent être refaites. Shakespeare fera l'objet d'une édition bilingue. En outre, vont être remises en route des éditions de Pascal, Descartes, Diderot, Racine, Flaubert, Rimbaud. »

Le rythme des publications - dix à douze titres par an - va demeurer identique. Quatre mille à cinq mille personnes environ achètent systématiquement tous les volumes qui paraissent. « Les nouveautés, sauf accident, se vendent bien, précise Antoine Gallimard. Le fonds, lui, subit des variations dans le temps. Certains titres sont épuisés. Chaque année est prévu un plan de réimpression qui concerne 20 % à 30 % du catalogue. Comme la reliure entre pour 40 % dans le prix de revient d'un livre, lorsqu'on réimprime dix mille exem-

plaires, on n'en relie d'emblée que six mille. Les ventes globales se situent autour de quatre cent mille volumes par an, du moins depuis trente ans : c'est ce que fait apparaître une courbe des ventes établie année par année depuis 1966. Elle « flotte » entre trois cent quatre-vingt mille et quatre cent vingt mille exemplaires, avec un creux à trois cent mille en 1970 et un pic à quatre cent cinquante mille en 1981.

« Pour que la Pléiade reste bien vivante dans le public, sa vie en librairie est essentielle, conclut Antoine Gallimard. Or elle est difficile, les Pléiade étant les livres les plus recherchés par les vendeurs, parce qu'ils sont très demandés sur le marché de l'occasion. D'où la nécessité, pour les libraires, de mettre la collection dans des vitrines qui ferment à clé. Les volumes sont donc inaccessibles, ce qui est très gênant pour les lecteurs. » Fatale rançon de la gloire ? Sans doute peut-on le dire ainsi. Preuve, en tout cas, que les livres de la « Bibliothèque de la Pléiade » ne peuvent plus échapper à leur statut d'objets précieux.

Jo. S.

Josyane Savigneau

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani, Dominique Allary, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edouard Sautou
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Jean-Paul Besset, Bruno de Camille, Pierre Georges, Laurent Gribail, Erik Izraelowicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre, Directeur adjoint : Dominique Raynaud
Médiateur en chef technique : Eric Jean
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Médiateur : Thomas Ferenczi
Directeur adjoint : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la rédaction : Alain Ballez ; directeur des relations internationales : Daniel Vernez
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1965), Jacques Foccart (1965-1972), André Laurens (1972-1982), André Fontana (1982-1991), Jacques Lacombe (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 199 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Industrie, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance
Siège social : 21 bis, rue Claude-Bernard - 75002 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42 35 35 40. Télécopieur : 01-42 37 42 35. Tél. : 206 006 F

Sida : désunis dans l'espoir

Suite de la première page

L'inquiétude est, aussi, particulièrement vive en Inde, où le VIH se propage de manière explosive, atteignant par exemple la moitié des prostituées de Bombay, le tiers des malades souffrant de maladies sexuellement transmissibles et entre 5 et 10 % de certains groupes de routiers, phénomène qui - on l'a vu dans d'autres pays - constitue une voie massive de dissémination des grandes cités vers les zones rurales. Comme l'avaient annoncé les épidémiologistes, l'épidémie, après avoir atteint différents pays de l'Asie du Sud-Est, a gagné la Chine, où les autorités médicales estiment que l'on est passé de 10 000 cas en 1993 à 100 000 cas à la fin de 1995 et où le premier centre national de contrôle et de prévention du sida vient d'être ouvert.

En Thaïlande, pays souvent montré en exemple ces dernières années pour sa politique intensive de prévention chez les prostituées, l'infection par le VIH, après avoir régressé dans la population masculine, augmente de façon régulière chez les femmes.

Les géants mondiaux de l'industrie pharmaceutique ne s'intéressent qu'aux malades des pays leur assurant une forte rentabilité

En Europe, si une stabilisation est effectivement observée dans plusieurs pays du nord du continent, les taux de contamination continuent à progresser de manière inquiétante chez les toxicomanes en Espagne, en Italie et au Portugal. Les épidémiologistes s'alarment de l'apparition de bouffées épidémiques de plus en plus importantes en Europe centrale, notamment en Ukraine, dans les villes situées au bord de la mer Noire, ainsi qu'à Moscou et dans plusieurs villes de la fédération de Russie.

RECTIFICATIFS

FIDEL CASTRO

Le dernier alinéa de l'article « Fidel Castro a additionné les succès diplomatiques pour se dédouaner aux yeux des Cubains » (*Le Monde* du 21 novembre) comportait une inexactitude. Le président des Etats-Unis n'a pas le pouvoir d'abroger une loi, votée par le Congrès et promulguée. En revanche, il peut décider une reconduction de la suspension (pour six mois) du titre III - le plus controversé - de la loi Helms-Burton. Cet article autorise des ressortissants américains, dont les biens ont été confisqués depuis la révolution de 1959, à poursuivre des sociétés étrangères qui commerceront avec Cuba en utilisant ces biens.

PHILIPS

Le groupe d'électronique néerlandais va procéder à la fusion de ses activités internationales dans la radiothérapie avec celles du suédois Elekta et non, comme indiqué par erreur dans *Le Monde* du 26 novembre, à la fusion des activités internationales de sa filiale Philips Medical Systems avec les activités d'Elekta.

OBSERVATOIRE EUROPÉEN

L'encadré sur l'ESO (European Southern Observatory) accompa-

Les informations en provenance des Caraïbes et de l'Amérique latine incitent, elles aussi, aux pronostics les plus pessimistes. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le VIH, récemment introduit dans l'île, infecte 4 000 personnes sur une population de 4 millions d'habitants.

Aux Etats-Unis enfin, où l'on note une diminution du nombre global de nouveaux cas, on sait que les infections touchent aujourd'hui une nouvelle génération d'homosexuels et de bisexuels masculins, tout se passant comme si l'on assistait à un épuisement de l'efficacité des campagnes massives de prévention déployées par la communauté homosexuelle dans les années 80 et au début des années 90.

C'est dans ce contexte désespérant qu'il convient de replacer les avancées des trithérapies. Pour d'évidentes raisons économiques, ces associations thérapeutiques ne concernent qu'une fraction excessivement réduite des personnes infectées qui, à travers le monde, pourraient en bénéficier. Si elles marquent, pour l'heure, un progrès indiscutable dans la prise en charge des malades, ces trithérapies illustrent aussi de manière exemplaire à quel point il pouvait être illusoire de parler de solidarité internationale face au sida, du fait du monde associatif occidental ou dans le cadre des programmes de coopération bilatérale.

Les progrès de la recherche médicale et scientifique, les investissements massifs de l'industrie pharmaceutique, dans de multiples programmes de développement médicamenteux ne font qu'accentuer la faille qui sépare les malades des pays industrialisés des malades du tiers-monde. L'espoir réel de faire bientôt du sida une maladie virale chronique, dont l'évolution pourrait être maîtrisée sur de longues périodes, ne concerne en aucune manière l'immense majorité des personnes infectées. « Je suis pour ma part profondément choqué de constater que les travaux sur un vaccin antisida sont bien inférieurs à ce que permet le potentiel actuel, scientifique et financier, de l'industrie », déclare le professeur Piot.

On ne perçoit pas, non plus, le signe avant-coureur d'une remise en cause de cette situation. Les géants mondiaux de l'industrie pharmaceutique ne s'intéressent, de fait, qu'aux malades des pays leur assurant une forte rentabilité de leurs investissements. Sur ce plan, le sida est bien devenu une maladie comme les autres.

Jean-Yves Nau

gnant l'article consacré aux « Menaces de restrictions budgétaires pour la recherche européenne » (*Le Monde* du 28 novembre) comportait deux imprécisions. L'ESO exploite bien 14 télescopes à la Silla (Chili), mais un seul a un diamètre de 3,6 mètres (celui des autres est inférieur ou égal - pour l'un d'entre eux - à 3,5 mètres). Par ailleurs, le VLT (Very Large Telescope) en construction sur le mont Paranal (Chili) fonctionnera, certes, dans l'infrarouge, mais aussi en lumière visible.

ABBESSES

Dans l'article consacré au théâtre des Abbesses (*Le Monde* du 27 novembre), il fallait lire « architecte-voyeur » et non « architecte-voyeur ». Il fallait comprendre un petit jeu « irrisant et malin » et non un petit jeu « irritant et malin ».

LA FSU EN 1993

A la suite de l'article consacré aux élections professionnelles à l'éducation nationale (*Le Monde* du 19 novembre), la Fédération syndicale unitaire (FSU) nous demande de préciser qu'elle avait devancé les autres fédérations lors des élections de 1993 (39,24 % des suffrages contre 23,02 % à la FEN), contrairement à ce que notre formulation pouvait laisser penser.

Le Monde

ÉDITORIAL

L'inquiétante « démocratie » algérienne

Il est des victoires dont on ne peut se féliciter. Celle que vient de remporter le président algérien Liamine Zerotou est du nombre. L'ampleur même du triomphe du « oui » au référendum du jeudi 28 novembre sur la révision de la Constitution renforce l'impression de malaise qui prévaut après ce scrutin inquiétant.

L'objet de la consultation - un renforcement considérable des pouvoirs du président de la République - amorcé à se demander ce qu'il va désormais rester de ce qui n'était déjà plus qu'une façade : la démocratie algérienne. En interdisant les partis islamistes et régionalistes, en brisant totalement le Parlement, en fixant des conditions arbitraires pour pouvoir briguer la magistrature suprême, la nouvelle Constitution ne met-elle pas en place, comme l'affirme l'opposition, une « dictature institutionnelle » ?

Autre motif d'inquiétude : le déroulement de la campagne électorale et celui des opérations de vote permettent toutes les interrogations. Ainsi l'opposition, qu'elle ait appelé au boycottage ou joué le jeu en préconisant le « non », n'a pas eu le droit de faire campagne à la radio et à la télé-

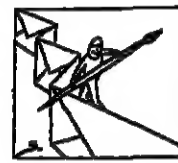
vision, étroitement contrôlées par le pouvoir. Elle n'a pas été davantage associée aux opérations de suivi du vote et de son dépouillement. Les observations des journalistes de la presse internationale présents à Alger, dont le pouvoir n'a pas facilité le travail, les confidences nombreuses et variées recueillies auprès de la population, permettent aussi de croire l'opposition quand elle souligne que les chiffres annoncés par le ministère de l'Intérieur ne reflètent pas la réalité. Le taux de participation aurait été largement gonflé et le nombre de « oui » ne correspondrait pas davantage à la réalité.

Si les Algériens ont, en fait, été peu nombreux à se rendre aux urnes, s'ils n'ont pas plébiscité, contrairement aux affirmations officielles, le projet de Constitution présenté par Liamine Zerotou, c'est que celui-ci les a déçus. Il y a un an, à l'occasion de l'élection présidentielle, ils avaient cru à ses promesses de ramener la paix et à la colombe qui figurait sur ses affiches électorales. Aujourd'hui, ils déchantent. La violence est toujours présente, dans les villes et dans les campagnes, avec son cortège sanglant de règlements de comptes et de terreur. Le pouvoir n'a pas, non plus, résolu la crise économique et lutté contre la dégradation des conditions de vie des Algériens.

Les dirigeants, qui connaissent les chiffres véritables de la consultation, savent que ce scrutin est celui de la déception. Certes, Liamine Zerotou, fort maintenant de son pouvoir illimité, a toutes les cartes en main pour tenter de surmonter la crise de confiance qui saisit son pays. Il entend convaincre les sceptiques, alors que les élections législatives sont prévues au cours du premier semestre de 1997. Mais peut-il encore redonner espoir à l'Algérie ?

L'AVIS DU MÉDIATEUR

Les relations ne sont pas bonnes entre le gouvernement et les médecins libéraux, dont les syndicats combattent plusieurs aspects du projet de réforme de la Sécurité sociale lancé il y a un an par Alain Juppé. Les relations de ces médecins, et notamment de nombreux spécialistes, avec *Le Monde* ne sont pas meilleures.



leures, à en juger par le courrier reçu. Nos correspondants nous reprochent de méconnaître leurs problèmes, faute d'enquêtes suffisamment approfondies, et de ne voir dans leurs réactions au plan Juppé que l'expression de leur volonté de défendre de confortables rentes de situation.

La plainte des médecins libéraux

par Thomas Ferenczi

UN de nos lecteurs, le docteur Alain Jager, médecin à Thionville, se référant au rectificatif du 5 novembre par lequel *Le Monde* reconnaissait s'être trompé sur le motif de la mise en examen de Jean-Luc Lagardère, nous écrit : « Mais, Monsieur, *Le Monde* se trompe souvent dans sa façon de couvrir la politique de santé et les problèmes des médecins, surtout s'ils sont libéraux. » Notre correspondant, qui se présente comme « un obscur neurologue de province », considère que notre journal pêche par « partialité », « informations partielles », « insuffisance d'analyses et d'enquêtes ». Il estime que nos tribunes libres argumentent « toujours dans le même sens ».

« Ainsi, juge-t-il, votre journal, qui se veut de référence, trompe ses lecteurs. Dans une lettre de huit pages bien serrées, le docteur Jager s'efforce donc de nous convaincre que les protestations des spécialistes libéraux contre les projets de maîtrise des dépenses de santé ne relèvent pas du « corporatisme », du « conservatisme » ou de l'« arrivisme ».

Si cette lettre a retenu notre attention, c'est

d'abord parce que son auteur a pris soin de développer longuement son argumentation et qu'il le fait avec une passion contenue qui révèle, nous a-t-il semblé, un réel désarroi devant l'incompréhension dont il pense être l'objet. C'est ensuite parce que sa réaction n'est pas isolée et que plusieurs de ses confrères nous ont écrit pour présenter leur défense face aux critiques dont ils sont, disent-ils, la cible. « Plus pour les médecins spécialistes », nous lance, par exemple, le docteur Victor Wajsborg, de Courbevoie, qui commence ainsi sa lettre : « Il est curieux de constater à quel point les médecins libéraux, les spécialistes en particulier, suscitent l'ire des journalistes. » Quant au docteur Jérôme Gall, de Dijon, il signe la sienne : « Un abonné un peu triste d'avoir de part et d'autre des généralistes jouissant de tous les droits. »

Nos interlocuteurs ne s'en prennent pas, le plus souvent, à un article précis. Ils font plutôt état d'une impression générale d'hostilité ou, à tout le moins, de désapprobation de la part des journalistes de *Le Monde*. Leur impression, reconnaissons-le, n'est pas dénuée de justification. Ils ont raison de penser que notre journal est en désaccord avec

les prises de position publiques de leurs syndicats sur le plan Juppé de maîtrise des dépenses de santé. Mais ils ont tort de croire que ce désaccord procède d'une volonté de dénigrement.

Notre collaborateur Jean-Michel Bezat a exposé, dans *Le Monde* du 28 février, ce qu'il appelle « le combat d'arrière-garde des médecins libéraux ». Il l'a fait en termes vifs, mais argumentés. De même, si, dans un récent éditorial, le 11 octobre, *Le Monde* a regretté que le gouvernement recule face « aux protestations d'une partie du milieu médical, atteint dans son confort », c'est qu'il juge ces protestations mal fondées.

Pour le reste, notre journal a publié de nombreuses informations sur le conflit qui oppose les médecins libéraux au gouvernement. Il a donné la parole aux protagonistes des deux camps. Il a également fait paraître plusieurs enquêtes et reportages afin de faire entendre la voix de praticiens de base. Nos correspondants s'acharnaient que *Le Monde*, attaché, par tradition, en ce domaine comme en d'autres, au service public, partage davantage leurs préoccupations. Nous prenons acte de ce souhait.

AU COURRIER DU « MONDE »

POUR MAURICE BLANCHOT

J'ai lu votre article du 15 novembre relatif à Maurice Blanchot. Il me tient à cœur d'y ajouter les précisions suivantes. Pendant la guerre 39-45, mon père, Emmanuel Levinas, était prisonnier en Allemagne, c'est Maurice Blanchot qui, lorsque les persécutions des juifs ont commencé, nous a recueillis dans son appartement, ma grand-mère, ma mère et moi-même. Puis il s'est occupé de m'organiser un refuge dans un couvent des Sœurs de Saint-Vincent de Paul, à Preilfont, dans le Lot (couvent qui cachait des juifs et servait de rendez-vous pour la Résistance). Ma mère m'y a rejoint par la suite. C'est à Maurice Blanchot que ma mère et moi devons d'avoir survécu aux persécutions antisémites.

Simone Hansel, née Levinas, Paris

LA STRATÉGIE DES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES

Un article paru en première page du *Monde* sous le titre « Un nouveau médicament prévient les maladies cardio-vasculaires », pose un grave problème éthique (...). Depuis quelques années, confrontés aux politiques de maîtrise des dépenses de santé, à la limitation des excès du marketing et aux tentatives de l'assurance-maladie de lutter contre les prescriptions des médicaments en dehors de leurs indications scientifiques reconnues et spécifiées dans leur AMM (autorisation de mise sur le marché), les laboratoires pharmaceutiques développent une nouvelle stratégie : créer, chez le public, une forte demande pour un produit, sans attendre la fin des essais thérapeutiques ; cette stratégie de « contournement » des circuits classiques vise à forcer la main des pouvoirs publics, dans un premier temps, du médecin-prescripteur, dans un deuxième temps, en jouant sur la pression de la demande artificiellement stimulée, non fondée sur une

ÉVALUATION OBJECTIVE, ENCORE EN COURS, DES PRODUITS (...)

évaluation objective, encore en cours, des produits (...), on transforme ainsi le médicament de produit à visée thérapeutique ou préventive en objet de consommation banalisée, soumis à la loi de l'offre et de la demande ; ce qui va très exactement à l'encontre des objectifs - indissociablement liés - de maîtrise des dépenses de santé et d'amélioration de la qualité des soins. Il est surprenant de voir *Le Monde* rentrer dans cette stratégie, jusqu'à limiter à la presse médicale financièrement dépendante de l'industrie pharmaceutique.

Docteur Élie Arié, Paris

EN DROIT ET EN DROITS

Dans son article « La culture contre la haine » (*Le Monde* du 24 octobre), M. Douste-Blazy, ministre de la culture, écrit : « Différent, chacun de nous l'est, mais c'est pour mieux souligner que nous sommes tous égaux en droit. C'est même l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme, creuset de la République. » Outre que la Déclaration du 26 août 1789, à laquelle fait allusion le ministre, s'intitule non pas « Déclaration des droits de l'homme », mais « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen », son article premier ne dit pas que les hommes sont tous égaux en droit (au singulier), mais qu'ils « naissent et demeurent libres et égaux en droits » (au pluriel).

L'expression « en droit » (au singulier) s'oppose à l'expression « en fait ». Dire que les hommes sont égaux « en droit » (au singulier), c'est défendre la position que l'on voudrait combattre. Certes, les droits dits (maladroïtement) « naturels et imprescriptibles de l'homme » (article 2), à savoir « la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression » (ibid.), ne sauraient être assimilés à des faits : l'homme, fût-ce à la naissance (« Les hommes naissent... »), a droit, comme citoyen, à ces droits au nom d'une « déclaration », qu'il ne faut comprendre ni comme l'effet d'une constatation (d'ordre biologique, par exemple), ni comme une

simple exigence, comme un principe un peu utopique (c'est le sens de « en droit » au singulier), mais comme un énoncé « performatif », comme disent les linguistes, c'est-à-dire comme un énoncé où dire, c'est faire.

Alain Binson, Bruyères-et-Montbérault (Aisne)

ON NE PEUT TOLÉRER

A la fin de la seconde guerre mondiale, beaucoup se sont demandé comment la folie d'un seul homme, suivi par tous ceux qui partageaient sa doctrine meurtrière et destructrice de valeurs aussi sacrées que les droits de l'homme et sa dignité, avaient pu mettre l'Europe à feu et à sang (...). En ces temps, beaucoup prétendaient n'avoir rien su, malgré des rapports extrêmement alarmants transmis aux responsables politiques et militaires des puissances alliées. Il est vrai que les moyens d'information en étaient encore à leurs débuts. Mais à présent, tout est changé. On n'a plus le droit de dire : nous ne savons pas. Nous vivons dans un univers surmédiatisé. Nous sommes ainsi amplement informés du drame qui se joue actuellement à la frontière du Zaïre et du Rwanda. Pouvons-nous accepter l'idée qu'un million de personnes soient menacées de famine et de mort à brève échéance ? Tant que nous verrons ces enfants au ventre ballonné, dont le regard trahit la faim et la peur, nous ne pourrions avoir la conscience tranquille (...). S'il est bien un devoir de mémoire, ce n'est pas celui de célébrer uniquement la mémoire de toutes les victimes du nazisme, mais plutôt celui d'enseigner au monde que l'on ne peut tolérer qu'un enfant souffre de faim et de violences commises par des adultes.

Alain Goldmann, grand rabbin du Consistoire israélite de Paris

« HÉROS »

POUR « HÉROS »

Promouvoir Artur London (NDLR : ainsi que le suggère Alexandre Adler dans *Le Monde* du

15 novembre) comme l'une des figures susceptibles d'inspirer une action politique et civique n'aurait de chance d'être crédible qu'à la condition que son « héros » ait trouvé la force morale d'exposer sincèrement ses actes et ses aveuglements d'antan, de faire un vrai examen de conscience. Or il n'en a rien fait. Un exemple : pendant longtemps, il se contenta d'entretenir la vulgarité stalinienne à l'encontre du POUM, prétendue « cinquième colonne » des fascistes (*Espagne ! Espagne !* Editions français réunis, 1965), recherchant a posteriori une sorte de justification de son action passée. « Héros » pour « héros », il serait préférable de se tourner vers André Nin, l'un des dirigeants du POUM, plutôt que vers Artur London, même s'il fut plus tard lui-même victime du système policier qu'il avait contribué à installer en Tchecoslovaquie.

Jean-Louis Panné, Nandy (Seine-et-Marne)

MISE AU POINT

[Cosignataire, avec Marc Lazar et d'autres historiens, du texte « Pour Karel Bartossek » publié dans *Le Monde* daté 24-25 novembre], j'ai été désagréablement surpris de trouver dans vos colonnes un texte de Marc Lazar qui se livre à une véritable opération de promotion de la revue *Communisme*, ce qui me paraît singulièrement déplacé, et qui n'est guère défiant ni pour la famille London ni pour Bartossek, pour lesquels les enjeux sont autres que l'activité d'un petit groupe d'historiens et leur revue. Je pense, en outre, que les postulat idéologiques de ce groupe sont précisément ceux qui, aujourd'hui, font le plus obstacle à la recherche historique en matière de communisme, qu'ils sont incompatibles avec les idées du texte que nous avons signé collectivement, et que certaines de ses initiatives - comme la parution de cet article en même temps qu'un texte collectif - ressemblent à de la manipulation.

Pierre Broué, Saint-Martin-d'Hères (Isère)

مكتبة الامم المتحدة

PRIVATISATION La Commission européenne a lancé un ultimatum au gouvernement français sur la privatisation de Thomson. Celui-ci a fait connaître sa préférence à l'offre du

groupe Lagardère et à son allié sud-coréen Daewoo, pour Thomson Multimédia. ● **DANS UNE LETTRE**, datée du 26 novembre, Karel van Miert, commissaire européen à la concurrence, donne

à Jean Arthuis, le ministre français de l'économie et des finances, jusqu'au 2 décembre pour lui apporter des réponses. Faute de quoi, il ouvrira une enquête. ● **LES SERVICES EUROPÉENS**

demandent un plan de redressement de Thomson Multimédia et un gel de ses volumes de production et de ses parts de marché. Daewoo a affirmé des ambitions opposées. ● **JEAN ARTHUIS**,

a affirmé, le 30 novembre au Monde, fournir les informations nécessaires à la Commission européenne « pour qu'elle soit en mesure de se prononcer, dans les meilleurs délais ».

Bruxelles pose ses conditions à la cession de Thomson

La recapitalisation de Thomson Multimédia pourrait introduire des distorsions de concurrence, selon les services de la Commission européenne. Ceux-ci demandent un plan de retour à la viabilité, ainsi qu'un gel des capacités de production et des parts de marché

Le GOUVERNEMENT français répondra-t-il à l'ultimatum lancé par Bruxelles ? Dans une lettre datée du 26 novembre, Karel van Miert, le commissaire européen à la concurrence, demande à Jean Arthuis, le ministre français de l'économie et des finances, de lui apporter « pour le lundi 2 décembre au plus tard » des précisions et des engagements sur le dossier Thomson, notamment sur la recapitalisation de 11 milliards de francs, préalable à la privatisation du groupe. M. van Miert précise que, faute de ces engagements, il lui « sera impossible

d'éviter l'ouverture de la procédure » d'enquête sur la recapitalisation prévue par les règles européennes. Ce qui reporterait le bouclage du dossier Thomson au-delà de fin 1996.

PRÉFÉRENCE

Le premier ministre a annoncé, le 16 octobre, sa préférence pour l'offre du groupe Lagardère, associé au sud-coréen Daewoo pour la reprise de Thomson Multimédia (TMM, électronique grand public). Le gouvernement veut boucler le dossier avant le 31 décembre 1996,

date à laquelle l'offre du groupe Lagardère et de Daewoo sera caduque, comme celle de son concurrent, Alcatel Alsthom.

Dans un document de travail (« non paper ») joint à la lettre de M. van Miert, les services de la Commission européenne se plaignent du manque d'informations sur les modalités précises de la recapitalisation de Thomson SA.

Karl van Miert était inépuisable samedi 30 novembre à Bruxelles. En revanche, on indiquait au sein de la Commission européenne qu'une « réunion d'experts » est

programmée pour le lundi 2 décembre sur le dossier Thomson. Jean Arthuis, interrogé samedi par Le Monde, ne souhaite ni confirmer ni infirmer l'existence de cette correspondance. En revanche, le ministre affirme « fournir les informations nécessaires à la Commission pour qu'elle soit en mesure de se prononcer, dans les meilleurs délais, sur le projet de recapitalisation de Thomson préalable à sa privatisation ».

Dans sa lettre, M. van Miert assure que ses services considèrent la recapitalisation de Thomson comme une aide d'Etat de nature à

introduire des distorsions de concurrence et incompatible avec la politique européenne d'encadrement des aides. D'autant qu'« il est impossible à ce stade de prévoir un retour à la profitabilité de Thomson Multimédia », affirme le document de travail.

La Commission s'émue aussi du prix auquel l'Etat français va racheter les parts détenues par Thomson dans le Crédit lyonnais. Ces 2,8 milliards de francs sont considérés comme surévalués et comme « une aide potentielle ».

Pour autoriser la recapitalisation, sans enquête lourde, Bruxelles demande à l'Etat français de prendre des engagements précis, essentiellement sur TMM. C'est cette filiale de Thomson SA, lourdement endettée, qui doit bénéficier de la majeure partie de la recapitalisation. Les services européens à la concurrence demandent un plan de redressement détaillé assurant le retour à la viabilité de l'entreprise, mais aussi, durant cette période de restructuration, un gel des volumes de production et des parts de marché de TMM.

Toute la question est désormais de savoir si le gouvernement français, mais aussi le groupe Lagardère et, surtout, son associé Daewoo peuvent souscrire aux engagements demandés par M. van Miert, fortement inspirés par les critiques du groupe néerlandais Philips, seul autre acteur européen du secteur.

L'engagement sur le plan de redressement est peut-être le moins sensible. Thomson Multimédia, qui a provisionné 1,2 milliard de francs

sur ses comptes du premier semestre 1996, s'est engagé dans une restructuration, qui passe par la fermeture de huit sites au niveau mondial, notamment aux Etats-Unis et en Allemagne, et se traduira par, au moins, 5 000 suppressions d'emplois.

LES AMBITIONS DE DAEWOO

En revanche, le gel demandé des capacités de production et des parts de marché semble aux antipodes des ambitions de Daewoo. Soon-Hoon Bae, le président de Daewoo Electronics, a, à plusieurs reprises, indiqué que son intention est d'accroître l'emploi et les volumes de production chez Thomson Multimédia. En France, Daewoo a promis 5 000 nouveaux emplois d'ici à 2 001 et il souhaite accroître le nombre de téléviseurs fabriqués par Thomson Multimédia dans l'usine d'Angers (Maine-et-Loire), son objectif étant de faire progresser les ventes totales de téléviseurs de Thomson Multimédia de 20 % par an.

Compte tenu de ces ambitions et des exigences des services de la Commission européenne, la réunion d'experts du 2 décembre évoquée à Bruxelles promet d'être chaude. Même s'il passe cet obstacle, le gouvernement français ne sera toutefois pas au bout de ses peines avec le dossier Thomson. Il lui faudra encore obtenir l'avis conforme de la Commission de privatisation.

Philippe Le Cœur et Arnaud Leparmentier

« Il y a aide potentielle à concurrence... »

« MONSIEUR LE MINISTRE, (...) je vous prie de trouver un non-paper (document de travail) sur les problèmes rencontrés par les services de la Commission dans l'examen du dossier Thomson et les engagements souhaités des autorités françaises.

Si ces engagements étaient pris par les autorités françaises, je pourrais être en mesure de ne pas proposer l'ouverture de la procédure article 93 paragraphe 2 au Collège (...). Ces engagements devraient nous parvenir pour le 2 décembre 1996 au plus tard, faute de quoi, il me sera impossible d'éviter l'ouverture de la procédure.

Non-paper. Thomson. Engagements demandés aux autorités françaises pour le lundi 2 décembre 1996.

1. Problèmes rencontrés par la Commission : (a) (...) l'injection en capital de l'Etat de 10 666 millions de francs au sein de Thomson SA peut, selon les services de la Commission, constituer une aide d'Etat.

tuer une aide d'Etat. Il en va de même pour le rachat par l'Etat des actions du Crédit lyonnais détenues par Thomson... Il y a aide potentielle à concurrence du montant de la surévaluation des actions Crédit lyonnais.

(b) (...) une des conditions pour qu'une aide puisse être considérée comme compatible est qu'elle permette le retour à la profitabilité de l'entreprise bénéficiaire. Interrogés (...) sur les perspectives de retour à la viabilité de Thomson multimédia (TMM), les dirigeants de Thomson ont considéré qu'à un horizon de moyen terme il était impossible à ce stade de prévoir un retour à la profitabilité de l'entreprise.

(c) Les prévisions d'activité de Thomson multimédia (...) prévoient explicitement une augmentation des parts de marché de TMM en Europe et aux Etats-Unis (...) de nature à introduire une distorsion de concurrence supplémentaire et incompatible avec la politique d'encadrement d'aides.

(d) La Commission ne connaît toujours pas, malgré les augmentations de capacité dans le secteur de l'électronique grand public,

groupe (...), et en particulier la recapitalisation prévue de Thomson multimédia. Elle ne connaît pas non plus les modalités de reprise de TMM à Lagardère par Daewoo et les restructurations de TMM envisagées par Daewoo. Elle ne connaît pas précisément les engagements d'investissement (13 milliards de francs) et de création d'emplois (5 000) qu'aurait pris Daewoo.

2. Engagements demandés. L'Etat français est-il en mesure de prendre les engagements suivants :

(a) Un plan de restructuration de Thomson et en particulier de TMM prévoyant, sur les hypothèses de non-augmentation des capacités, le retour à la viabilité de l'entreprise dans un laps de temps raisonnable.

(b) L'engagement de Thomson multimédia de geler ses parts de marché (...) à leur niveau actuel (...) jusqu'au retour de la viabilité de l'entreprise.

(c) (...) un engagement du gouvernement français (...) à ce que ces mesures ne conduisent pas à des augmentations de capacité dans le secteur de l'électronique grand public.

M. Lopez démissionne du directoire de Volkswagen

COLOGNE

correspondance

Le conflit entre Volkswagen et General Motors fait une première victime : accusé d'espionnage industriel par son ancien employeur américain, José Ignacio Lopez a démissionné vendredi 29 novembre de son poste de directeur des achats et de la production de Volkswagen. Son retrait a été annoncé officiellement à Wolfsburg à l'issue d'une réunion du conseil de surveillance du constructeur automobile allemand.

Cette démission marque un tournant dans le conflit entre les deux groupes, qui s'opposent par tribunaux interposés depuis trois ans et demi. Peu après leur embauche chez Volkswagen en mars 1993, M. Lopez et sept de ses collaborateurs ont été accusés par General Motors et sa filiale en Allemagne, Opel, d'avoir emporté des documents confidentiels, entre autres des listes de fournisseurs et de prix et les plans d'une usine de production ultramoderne. L'enquête ouverte en avril 1993 en Allemagne devrait déboucher sur la mise en examen de M. Lopez.

En outre, General Motors et Opel ont déposé plainte en mars 1996 devant un tribunal de Detroit, le siège du premier constructeur mondial, pour réclamer des dommages et intérêts à Volkswagen. D'autres dirigeants du groupe, dont son président du directoire, Ferdinand Piëch, sont concernés par cette deuxième procédure. Le juge de Detroit chargé du dossier vient de le plaquer sous le coup d'une loi anti-Mafia sur la criminalité organisée. Cette législation pourrait obliger Volkswagen à payer des dommages et intérêts évalués à plusieurs milliards de marks.

Depuis le début de l'affaire, Volkswagen rejette les accusations d'espionnage industriel et dénonce le mauvais procès intenté par les Américains et leur filiale allemande. Mercredi encore, le groupe avait apporté son soutien à M. Lopez en assurant vouloir le garder à son poste. M. Piëch a longtemps défendu son directeur des achats avant de prendre dis-

crètement ses distances ces derniers mois. La position de M. Lopez semblait de plus en plus précaire. En début de semaine, General Motors avait exigé son licenciement comme condition à tout règlement extra-judiciaire. La personnalité et les initiatives de cet ingénieur de cinquante-cinq ans, Espagnol d'origine basque, provoquent plus que jamais des réactions contradictoires. Selon l'estime qu'on lui prête, on le traite soit de « visionnaire », soit de « grand inquisiteur ». Sa réputation de « redresseur » n'est plus à faire.

UN ASCÈTE

C'est d'ailleurs pour réduire les coûts de production que Volkswagen, alors déficitaire, a fait appel à lui. Chez Opel, il avait révolutionné les relations avec les équipementiers, dont il a réduit le nombre tout en les obligeant à baisser leurs prix, au point d'hériter du surnom d'« étranger de Rüsselsheim », le siège de la marque. Son efficacité lui vaut de devenir l'adjoint du président de General Motors pendant quelques mois avant d'être débouché par Volkswagen. Membre du directoire du groupe, M. Lopez, qui cultive un mode de vie ascétique, joue de son charisme auprès du personnel pour imposer de nouveaux procédés de fabrication. Engageant des restructurations, il continue de faire pression sur les marges des fournisseurs et lance la construction au Brésil d'une « usine du futur ». Dans cet établissement, les sous-traitants interviennent avec leurs propres salariés sur les chaînes de montage des bus et des camions en livrant des modules complets (moteurs, direction ou châssis). Dans l'esprit de M. Lopez, le rôle de Volkswagen doit se limiter à la conception, à la coordination du montage et à la vente des modules. Cette action a contribué au redressement du groupe, mais a été dès le début perturbée par les rebondissements de l'« affaire Lopez ».

La démission du principal accusé ne règle pas le différend entre les deux constructeurs. Elle ne signifie pas que M. Lopez se

soit effectivement livré à l'espionnage industriel. Opel a confirmé vendredi le maintien de ses plaintes. Les enquêtes en cours et les éventuels procès doivent encore faire la lumière sur ce que les Américains qualifient de « Watergate industriel ». Selon les observateurs, ce retrait est surtout un signal adressé à General Motors afin de trouver une solution à l'amiable. Les avocats des deux parties doivent se rencontrer en début de semaine. Mais les Américains ont posé d'autres conditions avant de négocier avec leurs concurrents allemands : ils exigent des excuses publiques et des compensations financières. Inquiet pour son image et ses ventes, Volkswagen a sans doute accepté la démission de son directeur des achats pour accroître sa marge de manœuvre.

Philippe Ricard

Bouygues se renforce dans la distribution de l'eau

SAINT-GOBAIN est sur le point de vendre la CISE, filiale spécialisée dans la distribution d'eau, à la SAUR, filiale du groupe Bouygues. Les deux groupes mettent la dernière main à cette cession, sous l'égide du Crédit lyonnais. Le groupe de Jean-Louis Beffa, qui espérait, il y a quelque temps, tirer près de 5 milliards de francs de cette vente, semble avoir révisé ses exigences à la baisse. La cession de la CISE se négocierait autour d'une fois son chiffre d'affaires (3 milliards de francs). Le groupe Bouygues se refuse à tout commentaire. Saint-Gobain, de son côté, se refuse à commenter un accord qui n'est pas « définitivement signé ».

La cession de la CISE par le groupe vendrait était inscrite depuis longtemps : petite, mais très profitable, elle n'est plus au cœur des préoccupations de Saint-Gobain. Le groupe l'aurait volontiers cédée

plus tôt s'il n'avait craint de porter ombrage à son premier actionnaire, la Générale des eaux (12,6 % des droits de vote). Détenant déjà 39 % de la distribution en France, celle-ci était dans l'impossibilité de se porter acquéreur de cette société, qui détient 6 % du marché, sous peine d'être sanctionnée pour position dominante. Mais elle s'opposait aussi à la voir passer chez un concurrent. « La CISE est devenue un dossier moins aigu depuis l'arrivée de Jean-Marie Messier à la tête de la compagnie », note un observateur.

DROIT DE REGARD

La Générale des eaux aurait bien vu la CISE reprise par le groupe belge Albert Frère, avec lequel elle est associée dans l'audiovisuel. Aujourd'hui, la Générale des eaux dément avoir participé de près ou de loin à un projet de reprise. Elle souligne, toutefois, qu'elle dispose d'un droit de regard sur cette opération

et que rien ne se fera en désaccord avec elle.

La reprise de la CISE par la SAUR, filiale de distribution d'eau du groupe Bouygues, risque cependant de bouleverser le marché de l'eau en France. Ensemble, les deux sociétés détiendraient 13 % de la distribution de l'eau, talonnant la Lyonnaise des eaux, à 18 % du marché.

Reste le problème du financement : la SAUR n'a pas les moyens de racheter seule la CISE. Le groupe Bouygues, qui détient 45 % du capital de la SAUR aux côtés de la famille Bouygues, envisagerait d'en prendre 100 %. Mais la SAUR est aussi la société qui permet à la famille Bouygues de contrôler 16 % du capital et 23 % des droits de vote du groupe de BTR. Une position qu'elle ne veut pas perdre et qui impose de repenser tout la structure du capital de Bouygues.

Martine Orange

ELC

SUR TOUT LE MAGASIN

DERNIER

DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE

BHV

Edmond Alphandéry, président d'Electricité de France

« Notre entrée en Suisse, plaque tournante de l'électricité, est stratégique »

EDF va prendre 20 % du capital du groupe helvétique Motor Columbus, à parité avec le premier électricien allemand, RWE

EDF a signé, vendredi 29 novembre, un accord avec l'Union des banques suisses pour prendre 20 % du capital de Motor Columbus, à parité avec le premier électricien allemand, RWE. Cette holding contrôle la société

ATEL (Aar et Tessin SA d'électricité), un des principaux producteurs et exportateurs d'électricité. Cet investissement est estimé à 1 milliard de francs. Edmond Alphandéry insiste sur le décollage de l'international en

1996 tout en précisant que le futur de l'entreprise se joue aussi dans l'Hexagone. La concurrence doit permettre de conforter la mission de service public de l'entreprise. Le président d'EDF réfute les estimations de

suppressions d'emplois annoncées par les syndicats et insiste sur les créations. Évoquant la grève du 3 décembre, il en appelle au sens de la responsabilité des agents pour éviter les coupures de courant.

« EDF, en association avec le premier électricien allemand, RWE, entre indirectement chez l'électricien suisse ATEL. Pourquoi ?

« Cette acquisition stratégique, que nous avons conclue hier soir, s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens entre électriciens européens. La Suisse est une plaque tournante en Europe. La société ATEL assure à elle seule près de la moitié des exportations suisses. Nous concrétisons aujourd'hui des relations de longue date tant avec cette société suisse qu'avec RWE, le premier électricien allemand.

« Cette participation, estimée à un milliard de francs, confirme les percées d'EDF à l'international. Comment l'interprétez-vous ?

« EDF a décollé cette année à l'international avec des investissements en Suède, en Argentine, au Brésil, en Chine et maintenant en

une priorité pour EDF ?

« L'avenir d'EDF consiste en grande partie à s'intégrer dans un monde en pleine mutation. Dans ce contexte, l'international est un des axes de développement, mais ce n'est pas la seule priorité. Le futur de l'entreprise se joue aussi à l'intérieur de l'Hexagone.

« En France, vous êtes en dessous de vos objectifs commerciaux. Vous êtes en retard de 2,5 milliards de francs sur vos prévisions de recettes au premier semestre. Comment pouvez-vous remonter la pente ?

« Quand je suis arrivé, en novembre 1995, j'ai constaté un effort notable en matière de qualité des services, mais, parallèlement, des pertes de marchés. Cette dégradation remonte à plusieurs années et nous avons décidé d'inverser la tendance. Nous devons affronter la concurrence du gaz et nous préparer à l'ouverture européenne qui se dessine. D'ores et



EDMOND ALPHANDÉRY

garantie de services aux entreprises dans le respect des règles de la concurrence. Nous voulons des réductions de tarifs pour tous nos clients et devons traiter de la même manière les clients qui n'ont pas accès à la concurrence (principalement les particuliers) et les grands industriels.

« Développement de l'international, reconquête du commercial, comment évoluera la notion de service public dans un marché très concurrentiel ?

« Face à cette évolution, nous avons le devoir de consolider la notion de service public, car les Français, tout comme nos agents, y sont très attachés. La prérogative tarifaire qui permet, par exemple, aux habitants d'outre-mer d'avoir l'électricité au même prix qu'en métropole nous coûte 2 milliards de francs. C'est cher, mais nous devons la maintenir. Pour préserver le service public, il nous faut plus d'ouverture et plus de compétitivité.

« L'entreprise ne semble pourtant pas encore très sensibilisée à l'ouverture du marché.

« Nous assistons à une prise de conscience et de toute façon l'ouverture est bien avancée. EDF est le premier exportateur en Europe et y réalise 15 % de son chiffre d'affaires. L'entreprise n'a pas à être inquiète, mais encore faut-il qu'elle s'adapte.

« Où en sont les négociations avec l'Etat sur votre contrat de plan ?

« Avec l'Etat nous discutons de ce document qui définira nos relations jusqu'en 2001. Il concerne notamment la compétitivité des tarifs, l'emploi et les relations avec la tutelle. Le contrat sera signé début 1997.

« Comment comptez-vous clarifier vos relations financières

avec l'Etat et empêcher les prélèvements en fonction de ses besoins ?

« Il est important que les règles soient plus clairement établies et que les prélèvements ne se fassent plus de manière ad hoc. Nous demandons qu'EDF soit traitée comme une entreprise qui paye normalement ses impôts et qui rémunère convenablement son actionnaire.

« Vous parlez beaucoup de développement. Or un document remis aux organisations syndicales évoque la suppression de 15 à 20 000 emplois d'ici à quatre ans. Comment est-ce compatible ?

« Je confirme le démenti qui a été apporté sur ce point avec GDF. Je m'intéresse avant tout aux emplois que nous pourrions créer grâce au développement en France, mais aussi de manière indirecte à l'international. Dans le secteur « qualité des services et développement », nous avons recensé 4 à 6 000 emplois supplémentaires d'ici à quatre ans. L'aménagement du temps de travail peut créer 2 à 3 000 emplois. A mon arrivée, j'ai demandé à ce que le plan d'entreprise soit revu pour y inclure la dimension sociale. En mai, nous nous sommes engagés à réaliser 2 500 embauches dont 400 apprentis d'ici à décembre. Cet engagement sera tenu. 1996 a également été marqué par la signature d'un accord salarial et par un accord d'intéressement qui n'avait pas été ratifié en 1995.

« Comment analysez-vous la persistance de la morosité dans l'entreprise ?

« Avec l'internationalisation et l'ouverture à la concurrence, EDF est à un tournant de son histoire. Nous devons remodeler les agents en consolidant la notion de service public. EDF n'échappe pas non plus à la morosité ambiante du pays. Il faut tenir compte de cette inquiétude légitime.

« La CGT, la CFDT et FO ont appelé à la grève le 3 décembre. Comment voyez-vous cette journée et réagirez-vous en cas de coupure de courant ?

« Je me garderai de tout pronostic. Depuis un an, avec le président de Gaz de France, nous avons ouvert le dialogue social. Nous continuerons. Quand aux coupures de

courant éventuelles, je fais confiance au sens des responsabilités du personnel.

« Vous terminez votre première année à la tête d'EDF, n'avez-vous pas l'impression qu'elle a été parsemée d'échecs ?

« C'est vrai, l'année a été difficile. A mon arrivée, j'ai géré la crise sociale de décembre et la catastrophe du Drac, cet accident terrible qui a coûté la vie à six enfants et à leur accompagnatrice. D'autres dossiers étaient en panne. C'est ainsi que je dois assumer le dossier du Louron, cette ligne haute tension qui devait traverser les Pyrénées et que le gouvernement a gelé.

« La réorganisation de votre état-major en septembre est apparue comme une tentative maladroite de coup de force. A-t-elle affaibli votre autorité ?

« C'est vrai que le pilotage a été compliqué cette année. Après avoir pris le temps de connaître les hommes et le fonctionnement de la maison, j'ai voulu rendre l'équipe de direction plus réactive et en finir avec les problèmes de répartition des pouvoirs entre le président et le directeur général. A l'issue de cette réorganisation difficile, de nombreux points positifs se dégagent. Les responsabilités sont bien définies. Les circuits de décision sont plus courts. L'équipe de direction est composée d'hommes que j'ai choisis et qui ont ma confiance.

« Pourquoi avoir, finalement, fait revenir au poste de directeur général Pierre Daurès, écarté de votre première réorganisation ?

« C'est une interprétation. Dans mon premier schéma du 11 septembre, je ne l'avais pas écarté. De directeur général délégué j'en avais nommé vice-président chargé de la politique industrielle et de la sûreté nucléaire.

« Après cette année « au pilotage compliqué », comment voyez-vous 1997 ?

« Je pense que le plus dur est passé. En 1997, grâce au contrat de plan, nous aurons les moyens de lancer les bases d'une stratégie à moyen terme pour qu'EDF soit le service public de référence en Europe demain. »

Propos recueillis par Dominique Gallois

Un investissement de 1 milliard de francs

EDF a signé, vendredi 29 novembre, un accord avec l'Union des banques suisses pour prendre 20 % du capital de Motor Columbus, à parité avec le premier électricien allemand RWE. Cette holding contrôle la société ATEL (Aar et Tessin SA d'électricité), producteur, transporteur, distributeur et exportateur d'électricité. Cet investissement, estimé à 1 milliard de francs, est le fruit d'une négociation de plusieurs années. ATEL est connue pour ses réserves hydrauliques et surtout pour son réseau. L'entreprise, avec un chiffre d'affaires de 6,74 milliards de francs français et 660 millions de bénéfices, réalise plus de la moitié de son activité (3,8 milliards) dans le négoce. Elle assure 8 % de la distribution suisse, 13 % de la production et 45 % des exportations. La Suisse est une plaque tournante en Europe. Elle est le premier client à l'exportation d'EDF avec 21 milliards de térawattheures (TWh) (1 TWh = 10⁹ wattheures) en 1995 sur un total de 70 milliards. Les électriciens achètent du courant en France pour leurs besoins. Ils revendent celui produit par leurs centrales hydrauliques à un prix plus élevé vers les pays voisins, dont l'Hexagone.

Suisse. Avec 5 milliards de francs d'engagements, nous assistons à un changement d'échelle. Ce montant est supérieur aux sommes cumulées depuis 1992. Parallèlement, nous avons clarifié notre stratégie en nous concentrant sur trois zones, l'Europe, l'Amérique latine et l'Asie. Cette accélération a été rendue possible grâce à l'amélioration de nos relations avec les autorités de tutelle que sont les ministères de l'Industrie et des finances.

« L'international est-il devenu

déjà, nous avons décidé de redéployer 1 000 personnes vers les services à la clientèle. Nous avons commencé à baisser les tarifs, et relançons la promotion du chauffage électrique.

« Quelle baisse de prix envisagez-vous ?

« J'ai proposé aux pouvoirs publics une baisse de 15 % pour les quatre prochaines années dans le cadre du contrat de plan. Face à l'ouverture européenne, nous voulons pouvoir, comme les autres électriciens, proposer une vaste

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de mariage

Zimbat, dix ans, davantage et plus encore je t'aime.

Bertrand.

Décès

« M. Luc André, président, Le bureau et les membres de l'AFPI (Association française des professionnels des titres), ont la douleur de faire part du décès de M. Antoine DESCLERC, survenu le 27 novembre 1996, et prient sa famille d'accepter leurs plus sincères condoléances.

CARNET DU MONDE

Téléphone : 01-42-17-29-94 01-42-17-38-42
Télécopieur : 01-42-17-21-36

SELECTIBANQUE

Le Conseil d'Administration de SELECTIBANQUE s'est réuni le 26 novembre 1996 sous la présidence de Christian SABBE.

Les tendances escomptées lors du Conseil du 23 septembre 1996 se sont confirmées. Elles devraient conduire tant pour l'activité que pour les résultats à un deuxième semestre plus favorable que le premier.

En ce qui concerne le projet de fusion de SELECTIBANQUE avec ses filiales financières, le Conseil a décidé d'en approfondir l'étude avant d'arrêter sa position.

« Rien n'est jamais acquis à l'homme. »

Camille BOURDIN

nous s'quitte le 26 novembre 1996.

Jeanette Bourdin, sa femme, Catherine Bourdin, Christian Bourdin, ses enfants, Léo Bourdin, son petit-fils, Sa famille, Ses amis, sont tristes.

Un peu de sa mémoire sera présentée au funérarium du Père-Lachaise, le lundi 2 décembre, à 14 heures.

10, place du Théâtre, 92510 Sèvres.

« Michel Grojnowski, son fils, Jérôme et Amiel Grojnowski, ses petits-enfants, Jeanne List, sa sœur, Henry et Ina Laneman, Michel Grojnowski, son beau-frère, Thérèse Grojnowski, sa belle-sœur, Irina Stojacka, ont la tristesse de faire part du décès de Lili BERGER-GROJNOWSKI, née Estera LIST, journaliste et écrivain yiddish, le 28 novembre 1996.

Les obsèques auront lieu le 2 décembre 1996, à 10 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Remerciements

M^{me} Nicole Daudé et ses enfants, très touchés par les très nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

Michel DAUDÉ,

remercient tous ceux qui se sont manifestés en cette circonstance.

Anniversaires de décès

« Il y a dix ans, le 1^{er} décembre 1986, disparaissait

Renée ANCELET, née ZIMMERMANN, 1913-1986.

Une pensée est demandée pour elle à tous ceux qui l'ont connue.

« Il est entré dans ma vie le 10 février 1951 pour ne jamais en sortir.

Pierre KNEIP, 14 décembre 1944-2 décembre 1995.

Marie.

« Mon corps ne fut jamais que le creux de tes mains. »

Pierre KNEIP, 14 décembre 1944-2 décembre 1995.

Richard.

« Le 2 décembre 1995, Pierre KNEIP, directeur et fondateur de Side Info Service,

décédait du sida.

L'intelligence et l'exigence qu'il avait mises au service du mouvement de lutte contre le sida nous manquent.

Expositions

« La direction du Train bien, le célèbre restaurant de la gare de Lyon à Paris, renouvelle la tradition de mécénat qui lui a permis la création de ce lieu mythique.

En effet, ce site chargé d'histoire, d'art et de culture organisera des expositions de peintres, sélectionnées pour la personnalité et la qualité de leurs œuvres, selon un concept original, mis en place par la société Retels des Arts.

La première exposition aura lieu du 18 novembre au 22 décembre 1996 et présentera les œuvres récentes de

Gérard LE GENTIL et Michel HENRY.

12 heures-16 heures, 19 h 30-23 heures.

1, rue des Rois-Saint-Bernard, 75236 Paris Cedex 05. Tél. IMA : 01-40-51-38-38.

Communications diverses

« Lundi 2 décembre 1996, de 15 heures à 20 heures « Théâtre et poésie : l'impossible réel. » Rencontre-débat autour de Liliane Atlan et Salah Stétié, avec Alain Suid, Luc de Guastine, Pierre Vial, Christine Bernard-Sugy. Textes lus par Monique Dorval. PAF : Cours communautaire de Paris, 5, rue de Rochecourant, 75009 Paris. Métro Cadet. Renseignements au 01-49-95-95-92.

« Dimanche 1^{er} décembre 1996, de 15 heures à 20 heures, hommage aux grandes figures juives du vingtième siècle : Franz Rosenzweig, Gershom Scholem, Rav Abraham Kook, Rav Soloveitchik, Yeshayahu Leibovitz, Emmanuel Levinas et Sigmund Freud. PAF : Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochecourant, Paris-9^e (métro Cadet). Renseignements au 01-49-95-95-92.

DÉPÊCHES

■ TRANSPORT AÉRIEN : les syndicats de navigants (pilotes, hôtesses et stewards) des compagnies aériennes françaises ont annoncé une nouvelle grève pour les 10 et 11 décembre. Dans un communiqué commun, les syndicats de navigants (SNPL, UNAC, SNPNAC, SPIT, SNPNC, USPNT, UGICT-PNC, SICTAM-CGT) précisent que le motif de leur nouveau mouvement « est la défense de l'emploi des personnels des compagnies françaises dans leur ensemble » et réclament « une politique crédible du transport aérien », qui « ne soit pas fondée sur la dégradation des conditions de travail et de rémunération ».

■ GIAT INDUSTRIES : une délégitimation intersyndicale de Giat-industries a indiqué, vendredi 29 novembre, au ministre de la Défense Charles Millon qu'elle refusait les modalités de réduction du temps de travail proposées par la direction du groupe pour réduire le nombre de suppressions d'emplois. Le groupe propose une réduction de 10 % du temps de travail et de 3 % des salaires, ce qui permettrait de réduire de 2 569 à 1 833 le nombre de suppressions d'emplois.

■ MOULIÈRES DU BASSIN DE LORRAINE (HLSL) : les mineurs du puits de la Houve à Freyming-Merlebach, se sont mis en grève les 28 et 29 novembre pour protester contre le plan de la direction. Celle-ci a annoncé lors d'un comité d'entreprise à Folschviller (Moselle), jeudi 28 novembre, la suppression de 1 070 emplois en 1997.

■ EUROSTAR : la commission intergouvernementale franco-britannique de sécurité (CIG) du tunnel sous la Manche a soumis l'autorisation de reprise du trafic à un exercice d'évacuation d'un Eurostar. Cet exercice d'évacuation, qui pourrait être organisé dimanche, est « l'une des conditions » imposées par la CIG, les autres étant « plus techniques », a-t-on précisé chez Eurotunnel.

■ AIR LIQUIDE : le groupe français a annoncé, vendredi 29 novembre, la signature d'un contrat, le plus gros de son histoire. Air Liquide va construire en Sardaigne pour le producteur d'électricité indépendant Sauris une unité de production d'oxygène de 4 600 tonnes/jour, représentant un investissement de 550 millions de francs.

■ TÉLÉPHONE : le gouvernement sénégalais a notifié vendredi 29 novembre la vente du tiers du capital de l'opérateur téléphonique Sonatel à un consortium conduit par le suédois Telia, un autre tiers du capital devant être cédé à des investisseurs privés sénégalais.

■ BOUVIGUES TELECOM : la filiale du groupe de STP a indiqué, vendredi 29 novembre, tabler sur un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de francs et 300 000 abonnés en 1997, contre 160 millions de francs et 90 000 clients en 1996.

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 1^{er} LUNDI 2 DÉCEMBRE 1995

ENCHÈRES

La conjoncture s'améliore un peu sur le marché de l'art français : les estimations ont fréquemment été dépassées au cours des ventes phares de la saison,

et les pourcentages de ventes lors des dispersions de collections majeures ont été élevés. Mais le climat qui règne en France n'a rien à voir avec celui, parfois un peu eupho-

rique, de New York et de Londres. ● LE MARCHÉ des tableaux modernes et contemporains éprouve les pires difficultés à renaître en France. Les grandes ventes d'artistes

« parisiens » ont lieu de préférence à Londres ou à New York. Ainsi, en 1995, 283 tableaux de Picasso y étaient vendus contre 49 seulement en France. ● POUR LES COMMIS-

SAIRES-PRISEURS, les taxes qui pénalisent Paris favorisent l'exode des œuvres vers des places plus attractives, notamment le droit de suite dont la réforme est à l'étude.

Le marché de l'art français souffre d'un régime fiscal contraignant

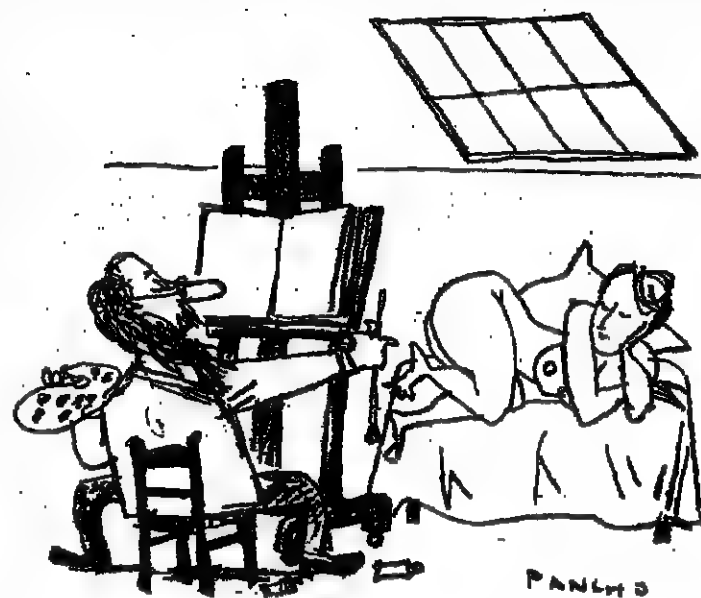
Si les véritables collectionneurs ont repris progressivement le chemin des salles de ventes, Paris reste très en retrait sur Londres ou sur New York. Le handicap, notamment dans les ventes de tableaux modernes et contemporains, réside dans la taxe appelée « droit de suite »

LES ACTEURS du marché de l'art français reprennent un peu confiance, car la conjoncture s'améliore. Les spéculateurs ont disparu et les véritables collectionneurs ont repris le chemin des salles de ventes. Les estimations ont fréquemment été dépassées au cours des ventes phares de la saison. Plus significatif, sans doute, les pourcentages de ventes lors des dispersions de collections majeures ont été élevés.

Mais le climat qui règne en France n'a rien à voir avec celui, parfois un peu euphorique, de New York et de Londres. Le marché de l'art français continue à être victime de handicaps apparentement insurmontables. La faute, notamment, à l'existence du droit de suite.

Instauré en France en 1920, le droit de suite est versé par le vendeur au profit de l'artiste dont l'œuvre est vendue aux enchères. Son taux est actuellement fixé à 3 % du montant de l'adjudication. Lorsque le créateur a disparu depuis moins de cinquante ans, cette somme revient à ses héritiers. Ce droit s'applique en France à tous les artistes ressortissants de la CEE (certains pays tiers sont concernés également). Mais rien de tel n'existe à Londres, à New York, au Japon et en Suisse. Ainsi, un artiste anglais dont le tableau est vendu en France bénéficie d'un droit de suite. Mais la réciproque n'est pas vraie : un peintre français dont l'œuvre se négocie à Londres ou à New York ne perçoit rien.

Conséquence de ces disparités, pour le marché français, dès lors que la valeur d'une œuvre dépasse un certain seuil, il est parfois bien tentant, pour un vendeur français, d'éviter le paiement de cette taxe en s'adressant de préférence à une



PANLIS

maison de vente anglo-saxonne. Avec l'espoir de réaliser à Londres ou New York une meilleure transaction.

La Chambre nationale des commissaires-priseurs ne manque pas de rappeler que, pour un tableau estimé 1 625 000 francs, le droit de suite s'élève à 48 750 francs. Ce qui couvre largement l'aller-retour Paris-New York et trois nuits d'hôtel.

SAIRES LES ŒUVRES MODERNES

De fait, les grandes ventes d'artistes « parisiens » ont lieu de préférence à Londres ou à New York. Ainsi, en 1995, 283 tableaux de Picasso y étaient vendus aux enchères, contre 49 seulement en France. Et sur ces 49 tableaux, 26 valaient moins de 65 000 francs, alors que tous les tableaux présentés à Londres ou New York se né-

gociaient au-delà de cette somme. Les constats sont pratiquement identiques pour Bonnard, Chagall, Dubuffet ou Soulages.

Conclusion : le marché français ne voit plus passer que les œuvres mineures d'artistes majeurs. Et qui plus est en nombre limité ! Même situation en Allemagne, en Belgique ou en Espagne. Tous ces pays appliquent également des droits de suite élevés, ce qui contribue à la délocalisation des ventes de tableaux modernes.

Tous les acteurs du marché de l'art s'accordent sur la nécessité de combattre ces déséquilibres et de parvenir à une harmonisation au sein de l'Europe. Mais commissaires-priseurs et représentants des artistes sont loin d'être d'accord sur les termes de cette redéfinition. Car, pour Jean-Marc Gutron, représentant de l'ADAGE (Associa-

tion des artistes arts graphiques et plastiques) : « Les commissaires-priseurs se servent maintenant de ce droit de suite comme d'un épouvantail pour justifier les carences dont ils ont fait preuve face aux Anglo-Saxons, qui, eux, ont su créer au fil des décennies un outil mondial d'une efficacité totale. Aujourd'hui, ce n'est pas en portant atteinte aux droits des artistes que l'on va relancer le marché. »

CONTRE-OFFENSIVE

Un premier projet de directive du Parlement européen présenté en mars dernier à Bruxelles, ressemble comme un poing à la poignée de droits d'auteur, a provoqué récemment une contre-offensive de la part des commissaires-priseurs. Selon ce texte, en effet, le droit de suite devrait en fait être revu... à la hausse, du moins pour la première tranche de prix, qui comprend les œuvres vendues jusqu'à 50 000 francs (325 000 francs). Le taux serait ensuite dégressif. Le barème proposé est le suivant : 4 % entre 1 000 et 50 000 francs, (6 500 francs et 325 000 francs), 3 % entre 50 000 et 250 000 francs, (325 000 francs et 1 625 000 francs) et 2 % au-delà de 250 000 francs (1 625 000 francs).

Quant à la durée du droit de suite, elle serait portée à soixante-dix ans, contre soixante-quatre ans aujourd'hui. En outre, la directive prévoit l'extension de ce droit aux galeries d'art, qui ne l'acquittent pas actuellement. « Une telle légis-

lation, si elle était appliquée, aurait pour effet d'affaiblir encore plus le marché européen au profit de New York », rétorque M^{re} Loudmer, représentant des commissaires-priseurs devant la commission juridique du Parlement européen. « Et plus le marché est déprimé, plus les droits perçus par les artistes sont

notoirement à l'abri du besoin - se partagent la plus grosse part du gâteau », relève encore M^{re} Loudmer. D'où les contre-propositions des commissaires-priseurs pour tenter de concilier dynamisation du marché et défense des artistes : appliquer un taux de 1 % au-delà d'un seuil de 10 000 francs

Records aux Etats-Unis

Le marché de l'art contemporain bénéficie outre-Atlantique d'une conjoncture économique et boursière exceptionnelle. Les golden boys sont manifestement de retour avec les sommets atteints à Wall Street. Les résultats des ventes des 19 et 20 novembre suffisent à le démontrer (Le Monde du 22 novembre). Une grande toile de l'artiste abstrait américain Willem De Kooning, qui avait été exposée en 1995 au Musée d'art moderne de New York, a été vendue par Christie's pour 15,6 millions de dollars (80 millions de francs).

Il s'agit de l'enchère la plus importante de l'année, tous domaines confondus. Ce n'est pas un cas isolé. Dans les « classiques » de l'art contemporain américain, deux tableaux de Roy Lichtenstein ont obtenu un grand succès. L'un d'entre eux a été vendu pour 10,4 millions de francs par Sotheby's. Un autre peintre apprécié par le public américain, Philip Guston, a vu une de ses toiles monter à 8,5 millions de francs.

malgré... Pour freiner le processus de délocalisation, et permettre à Paris de retrouver toute sa capacité d'attraction, il serait plus réaliste, selon les commissaires-priseurs, de limiter le montant du droit de suite au-delà d'un seuil fixé à 65 000 francs.

« Dans sa forme actuelle, ce droit ne remplit plus réellement sa première vocation de protection des artistes, puisque six célèbres familles

(65 000 francs) ; maintenir le taux actuel de 3 % pour les œuvres vendues moins de 10 000 francs et limiter ce droit dans le temps jusqu'à trente ans après le décès de l'artiste.

A Bruxelles maintenant de redéfinir les nouvelles règles du jeu, qui devraient entrer en vigueur en 1999.

Noëlle Joly

Vivre en ville, louer une maison à la campagne

Pourquoi acheter une résidence secondaire quand il est possible de la louer ? Souvent acquises dans l'enthousiasme par des citadins nantis de deux ou trois enfants, nombre de maisons de campagne voient leurs propriétaires en proie à de véritables déboires quelques années plus tard.



IMMOBILIER

Embaras, déconfort, divorces, adolescents qui préfèrent passer leur temps libre en ville, les raisons d'un abandon progressif sont nombreuses.

Alors que les charges financières et fiscales continuent, elles, à courir comme au premier jour. Pour éviter ce type de situation, la solution alternative consiste tout simplement à louer une « campagne » à l'année. Pour 4 000 à 4 500 francs par mois, il est ainsi possible d'occuper douze mois sur douze une maison avec un séjour, trois chambres et un petit bout de jardin à proximité du Touquet. On trouve encore une belle demeure perdue dans la région de Sancerre pour un peu moins cher.

Le principal inconvénient de la formule est de payer, à fonds perdus, un droit d'occupation. Mais pour tous ceux qui sont simplement à la recherche d'un point de chute où passer week-ends et

vacances dans un cadre champêtre, les avantages sont nombreux.

Le principal atout de la formule est de ne pas investir à l'aveugle, à savoir de « tester » une région et un mode de vie tout en gardant la possibilité d'aller voir ailleurs si les voisins s'avèrent moins accueillants que prévu, ou si l'environnement vient tout simplement à se dégrader.

Second avantage, et non des moindres, du système : sa réversibilité financière. Alors que l'achat d'une maison de campagne entraîne des charges qu'il faudra assumer quel qu'il arrive, une location peut être interrompue d'un mois à l'autre. Et cela sans avoir à se préoccuper de trouver un acheteur, de payer un éventuel impôt sur la plus-value ou tout simplement d'avoir à entretenir un bien qui se dégradera irrémédiablement s'il n'est pas habité régulièrement.

Enfin, louer une maison à l'année, dans une région où l'on séjourne à plusieurs reprises, revient souvent à peine plus cher que d'y réaliser plusieurs locations saisonnières. Un principe que certains frontaliers ont bien compris et qui explique, par exemple, pourquoi les Suisses sont si nombreux à rechercher des chalets capables d'héberger six à huit personnes en Savoie.

Didier Laurens

L'imposition des ventes d'objets et métaux précieux

Les particuliers qui vendent des métaux précieux, des bijoux, des objets d'art, de collection ou des antiquités doivent acquitter une taxe forfaitaire sur le prix de vente. Cette taxe est de 7,5 % pour les métaux précieux ; 7 % pour les bijoux et les objets d'art, de collection ou d'antiquité cédés dans le cadre d'une vente de gré à gré ou 4 % si ces objets sont vendus lors d'enchères publiques. Des taux auxquels il convient d'ajouter 0,50 % de CRDS depuis le 1^{er} février dernier.



FISCALITÉ

Pour les ventes portant sur des montants relativement faibles, la loi a prévu des dispositions particulières. Lorsque le prix de vente des bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité ne dépasse pas 20 000 francs, la taxe forfaitaire n'est pas applicable.

Entre 20 000 francs et 30 000 francs, une décote peut être pratiquée sur le prix de vente. Elle est égale à la différence entre 30 000 francs et le prix retenu.

Bon à savoir : pour les objets précieux autres que les métaux, le vendeur peut avoir intérêt à opter

pour le régime dit de droit commun s'il détient les documents pouvant attester de la date d'acquisition et du prix payé.

Cette solution est particulièrement avantageuse lorsque le bien a été détenu pendant plus de vingt et un ans. En effet, la plus-value est alors totalement exonérée. Pour des durées inférieures, le contribuable est autorisé à diminuer le montant de la plus-value imposable en pratiquant un abattement de 5 % par année de détention au-delà de la première (un régime d'imposition semblable à celui des plus-values immobilières exonérées quant à elles après 22 ans). Il bénéficie par ailleurs de l'abattement général de 6 000 francs.

L'exercice de cette option peut aussi se justifier lorsque des biens reçus par succession depuis deux ans au plus sont vendus dans le cadre d'une vente aux enchères. Dans ce cas, si le vendeur demande l'application du régime de droit commun, la plus-value imposable sera nulle. En effet, la valeur d'acquisition retenue - qui sert également de base de calcul des droits de succession - sera réputée égale au prix constaté lors de la vente.

Laurent Edelmann

Profitez des hausses et protégez-vous des baisses.

LION OBLIG SÉCURITÉ

Potentiel de rendement élevé, suivant les hausses du marché obligataire.

Disponibilité de vos fonds, sans frais de sortie, à tout moment.

Garantie, au 30/09 de chaque année, d'une valeur liquidative supérieure ou égale à celle de l'année précédente.

Pour plus de renseignements, contactez nos conseillers commerciaux.



CREDIT LYONNAIS

REVUE
DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	29-11-96	Diff.
Bonducan	2016	-1,70
Danone	767	+4,02
Eridania Béghin	823	-0,36
Fromageries Bel	4300	+1,65
LVMH Moët Vuitton	1318	+3,77
Perrier-Ricard	291,70	+5,06
Remy Cointreau	138	+10,40
Saint-Louis	1318	+5,04

ASSURANCES	29-11-96	Diff.
AGF-Ass. Gen. France	174,10	+3,50
Axa	313,80	-0,19
CAN	113	-0,87
SCOR	183,30	-0,91
UAP	136,80	-0,71
Union Assur. Fdal	641	+2,72

BÂTIMENT ET MATÉRIEL	29-11-96	Diff.
Bouygues	574	+8,71
Ciments Fr. Priv. B	174,90	+1,24
Colas	688	-0,28
Eiffage	214	+7
Eurochem	7,20	-4
GTM-Sinergie	250	-0,72
Imetel	814	-0,73
Jean Lefebvre	270	+5,05
Lafarge	332,90	+0,42
Saint-Gobain	747	+2,04
EGE	116,70	+1,47

CHIMIE	29-11-96	Diff.
Air Liquide	527	+4,51
Casacque (B)	457	+4,40
McDuffin	269,10	+4,50
Plastic-Omn. (L)	434	-1,36
Rhone-Poulenc A	169	+5,16
Rhône-Poulenc U	1971	+1,70
Sanoil	469,50	+5,26
Synthelabo	495,80	+3,29

CONSUMMATION NON ALIMENTAIRE	29-11-96	Diff.
BFC	781	+2,22
Christian Dior	765	+4,65
Clorox	115,80	+4,69
DMC (Dofus M)	115,80	+4,69
Exor Int	1505	+1,07
Groupe Andrie S.A.	382,50	-0,64
L'Oréal	1901	+3,99

LES BOURSIERS finiront par avoir raison : en martelant depuis plusieurs semaines que l'indice CAC 40 se rapproche à grands pas de son record historique du 2 février 1994, ce dernier finira bien par y parvenir. Pour l'heure, et même s'il a gagné 9 % en neuf semaines, l'indice CAC 40 est encore à 45 points de ce fameux record. En cinq séances, les valeurs françaises se sont appréciées de 2,67 % et moins de 1 % l'éloignement de ce seuil tant convoité. Depuis le début de l'année, l'indice CAC 40 qui s'est inscrit vendredi en clôture à la cote de 315,66 points a gagné 23,7 %.

Quelques titres se sont particulièrement distingués. Lundi, dès le début des échanges, Eurotunnel perdait 10 %, mais se reprenait au fil des transactions pour ne plus abandonner en clôture que 6,7 %, à 7 francs. Le titre avait jusqu'à présent bien résisté après l'incendie survenu lundi 18 novembre dans le tunnel sous la Manche. Mais les dégâts s'annoncent bien plus importants que huit jours auparavant. Les travaux pourraient durer plusieurs mois et Eurotunnel s'est refusé à donner un coût. Les analystes redoutent que ce coût ne pèse sur les recettes d'exploitation du tunnel, qui vient juste

Moulines	125,90	+11,91
Salomon (Ly)	465	+4,02
S.E.B.	1044	+0,96
Sis Rosignol	140	+3,33
Sommer-Alibert	149,50	-5,97
Zodiac ex-Idi divld	1452	-2,48

CRÉDIT ET BANQUES	29-11-96	Diff.
Banque (Caf)	594	+4,94
B.N.P.	14,71	-7,85
C.C.P.	250,30	+3,75
Cetelem	1257	+4,78
Comptoir Entrep.	10,53	+15,93
CPR	428,90	+3,64
Cred. Fon. France	69,90	+0,79
Credit Local For	472	-0,63
Credit Lyonnais Cl	136,50	+3,11
Credit National	303	+3,98
Société Générale	372	+2,87
UFB Localball	312	+2,87
UIC	22,40	-21,84
Via Banque	162	+2,87

DISTRIBUTION	29-11-96	Diff.
Carrefour	3258	+2,75
Casino Guichard	234	+0,46
Castorama DI (LI)	923	+8,17
Comptoir Moder.	2605	+8,58
Damart	4129	+1,68
Galeria Lafayette	1800	-0,82
Guilbert	975	+2,68
Guyane Gasconne	1905	+5,80
Pharm. Priv. Red.	2098	+2,38
Primogaz	580	+1,79
Promodes	1458	+1,45
Renaud	1532	+0,77

ELECTRICITÉ ET ELECTRONIQUE	29-11-96	Diff.
Alcatel Alsthom	473,30	+2,88
CS Signaux (SSE)	234	+3,98
Inductronic	290	+2,56
Labinal	914	+2,56
Legrand	908	+2,56
Suprem SA	8010	+2,56
Schneider SA	252	+2,56

IMMOBILIER ET FONCIER	29-11-96	Diff.
G.F.C.	452,20	+4,93
Imperial (Ly)	385	+0,31
Simco	466	+1,04
U.I.F.	418	+1,04
Lucia	65,05	+8,41
Silic	745	+0,67
Sogeparc (Fin)	740	+2,52

INVESTISSEMENT ET PORTFOLIO	29-11-96	Diff.
Bolore Techno.	364	+8,21
Ensa Europ. Reun	124,70	+3,91
Labinal	220	+3,91
Surfance	2260	+4,26
Gaz et Eau	2085	+4,19
Lagardère	157,80	+2,68

Le coût du tunnel

de trouver un accord avec ses créanciers pour la renégociation de sa dette de 70 milliards de francs. Après son vif recul, le titre n'abandonnait plus en fin de semaine que 3,33 %, à 7,25 francs.

L'un des grands gagnants de la semaine reste Moulines qui termine la période sur une progression de 12,39 %, à 127 francs, son plus haut cours annuel. Selon les analystes, le titre continue de bénéficier de l'effet Soros. Depuis que le financier américain d'origine hongroise a pris 5,48 % du capital, le titre suscite un véritable intérêt. Un analyste confie vendredi à Reuters que « les derniers chiffres ne permettent pas de justifier une telle progression », mais admettait qu'il valait mieux « se tromper avec les autres, que tout seul ». Le marché mise sur le succès du plan du Président du directoire Pierre Blayau (Le Monde du 21 juin). Si c'est le cas, relevait un autre analyste, la valeur est sous-évaluée. Mais le risque demeure important. « Le plan sera-t-il accepté ? Sera-t-il le dernier ? Combien de temps faudra-t-il attendre avant qu'il ne porte ses fruits ? » Autant de questions, auxquelles personne ne peut pour l'instant répondre. Un autre analyste relevait pour sa part en forme de boutade : « Mêmes effets, même chiffre d'affaires, Moulines vaut en Bourse 3,6 milliards de francs et SEB 15,8 milliards. Cherchez l'erreur. » Les résultats semestriels de

vraient être présentés le 20 décembre. Danone a continué de retenir l'attention cette semaine. Le titre a progressé de 4,34 %, à 769 francs. Les intervenants notent que les investisseurs anglo-saxons sont toujours très actifs sur le titre qui affiche aujourd'hui un repli de 4,8 % sur son cours du début de l'année. Au plus haut, le titre a coté 830 francs contre un plus bas de 677 francs.

En dépit de l'ouverture d'une enquête de la Commission des opérations de Bourse (COB), Lagardère termine la semaine sur un léger gain de 2,33 %, à 154,40 francs. L'hebdomadaire, Le Canard enchaîné a révélé cette semaine que la COB avait ouvert le 12 novembre une enquête sur les mouvements du titre Lagardère. Ce serait des échanges très fructueux qui auraient amené la Commission à s'intéresser aux transactions effectuées sur le titre Lagardère le 15 octobre. A la veille de l'annonce officielle par le gouvernement de sa préférence en faveur de l'offre Lagardère pour la reprise de Thomson, les transactions sur le titre ont été multipliées par 12 par rapport à la séance précédente. A contrario, les transactions sur le titre Alcatel Alsthom, donné favori, n'avaient pas fait l'objet de mouvements anormalement élevés.

François Bostnavar

LES PERFORMANCES
DES SICAV OBLIGATAIRES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 22 novembre

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. 1 an	Rang	Perf. 5 ans	Valeur liquid.
---------	---------------------	------	------------	------	-------------	----------------

OBLIGATAIRES FRANÇAISES DE CAPITALISATION

Performance moyenne sur 1 an : 9,78 %, sur 5 ans : 51,41 %

CPR OAT PLUS	CPRGESTI	1	16,15	1	76,30	22457,51
INDOSUEZ HORIZON 30 (C)	INDOSUEZ	2	15,81	2	74,00	14700,41
INDOSUEZ HORIZON 30 (D)	INDOSUEZ	3	15,20	3	72,87	12164,97
PARTNER OBLIGATIONS 2002	LA MONDI	4	15,20	4	72,87	18999,08
CDI INDICE GESTION	CDC GEST	5	15,13	5	72,87	16783,32
SYNTHESIS	CNCA	6	14,71	6	70,49	17548,48
SELECTION PREMIERE	CCF	7	14,71	7	70,49	17548,48
REFLUX PREMIERE (D)	STE CAF	8	14,71	8	70,49	17548,48
REFLUX PREMIERE (C)	STE CAF	9	14,71	9	70,49	17548,48
PRIMEDEX PREMIERE	PRIMEDEX	10	14,65	10	69,50	11087,45
BFT CNO 700 (C)	BFT	11	14,57	11	69,50	11977,33
BFT CNO 700 (D)	BFT	12	14,57	12	69,50	11977,33
PRAXISUR	B. PARIBA	13	14,52	13	69,50	26850,78
STATE STREET OAT PLUS (D)	STATE ST	14	14,46	14	69,50	1442,64
STATE STREET OAT PLUS (C)	STATE ST	15	14,39	15	69,50	1587,20
BIP OAT INDEX (C)	BIP	16	14,39	16	69,50	24779,08
BIP OAT INDEX (D)	BIP	17	14,39	17	69,50	19022,94
INDOSUEZ OAT (C)	INDOSUEZ	18	14,08	18	63,50	25797,21
INDOSUEZ OAT (D)	INDOSUEZ	19	14,08	19	63,50	16709,65
UAP ALTO	UAP	20	13,81	20	62,50	172,69
OBLOCK REGION	CIC PARI	21	13,81	21	62,50	1167,12
VICTOIRE OBLIG	VICTOIRE	22	13,59	22	61,50	625,09
SELECTION VALEURS DU TRESOR	CCF	23	13,58	23	61,50	11655,70
NATWEST LONG TERME (C)	NATWEST	24	13,52	24	61,50	1401,58
LIOR INSTITUTIONNELS	CL	25	13,52	25	61,50	1401,58
NATWEST LONG TERME (D)	NATWEST	26	13,52	26	61,50	1401,58
MDM LONG TERME	MDMASSUR	27	13,52	27	61,50	160,79
FRUCTI-PREMIERE (D)	CCBP	28	13,51	28	61,50	12507,60
FRUCTI-PREMIERE (C)	CCBP	29	13,51	29	61,50	13298,05
SOCEPREMIERE (C)	SG	30	13,47	30	61,50	6002,80
SOCEPREMIERE (D)	SG	31	13,47	31	61,50	6002,80
ETORLE OBLONGTERME	CDT NORD	32	13,44	32	61,50	257,17
ORLUPAR (C)	B. PARIBA	33	13,34	33	61,50	16762,29
ORLUPAR (D)	B. PARIBA	34	13,34	34	61,50	16762,29
PARTNERS V.P.	LA MONDI	35	13,34	35	61,50	16762,29
LION PLUS (C)	CL	36	13,26	36	61,50	1464,31
LION PLUS (D)	CL	37	13,26	37	61,50	1464,31
UNI-GARANTIE (C)	CNCA	38	13,25	38	61,50	1778,10
UNI-GARANTIE (D)	CNCA	39	13,25	39	61,50	1778,10
BAT PREMIERE	INVESTIM	40	13,19	40	61,50	25444,57
SPARCNE INSTITUTIONS	CDT NORD	41	13,09	41	61,50	11651,49
SUPARANTE	CL	42	13,07	42	61,50	233,44
AAA PREMIERE (C)	AAA	43	12,94	43	61,50	136,31
AAA PREMIERE (D)	AAA	44	12,94	44	61,50	136,31
AIRIS (C)	BGP	45	12,92	45	61,50	1111,44
LION TRESOR	CL	46	12,79	46	61,50	2433,99
SELECTION RENDEMENT	CCF	47	12,79	47	61,50	232,42
AIRIS (D)	BGP	48	12,79	48	61,50	232,42
INDOSUEZ LONG TERME (C)	INDOSUEZ	49	12,77	49	61,50	729,10
PLACEMENTS REASSURANCE	SCOR	50	12,74	50	61,50	1180,59
INDOSUEZ LONG TERME (D)	INDOSUEZ	51	12,73	51	61,50	444,89
CAPSCOR	SCOR	52	12,73	52	61,50	1385,54
AAA FRANCE OBLIGATIONS	AAA	53	12,72	53	61,50	172,40
HAUSMANN OBLIGATIONS	WORMS	54	12,71	54	61,50	1471,81
INDO OBLI-PREMIERE	BRED	55	12,66	55	61,50	4689,29
CROISSANCE MERCIER (C)	SPARCNE	56	12,62	56	61,50	4905,39
SOLO HORIZON	L.B.	57	12,62	57	61,50	406,40
ORLUPAR (C)	CNCA	58	12,59	58	61,50	513,37
ORLUPAR (D)	CNCA	59	12,59	59	61,50	513,37
SAINT-HENRI CAPITAL	CF ROTHS	60	12,59	60	61,50	1804,01
CROISSANCE MERCIER (D)	EPARGNE	61	12,58	61	61,50	3196,71
PRIMAANCE (C)	SG	62	12,56	62	61,50	11462,23
PRIMAANCE (D)	SG	63	12,56	63	61,50	11462,23
NAT O CAPITALISATION	ODDO	64	12,46	64	61,50	1089,39
NAT OBLIGATIONS (D)	BNP	65	12,43	65	61,50	220,93
AZUR OBLIGATIONS (C)	CHOUILLAZ	66	12,40	66	61,50	324,54
AZUR OBLIGATIONS (D)	CHOUILLAZ	67	12,40	67	61,50	324,54
CAN RENDEMENT	CAN	68	12,38	68	61,50	5604,46
WALPREMIERE	CARDIF	69	12,34	69	61,50	13501,26

STP ASSOCIATIONS	B BTP	240	5,79	175	45,37	15393,04
SESTERCES	ICP	241	5,72	207	41,23	89334,80
DIADEME HORIZON	L.B.	242	5,68	—	—	107056,75
DEMACHY COURT TERME	DEMACHY	243	5,55	200	41,26	2081,35
INDO OBLI REGULARITE	INDOSUEZ	244	5,51	185	49,52	18830,87
CENTRALE COURT TERME	CCR	245	5,52	154	46,76	24681,67
INTENSYS (C)	SOCEPOST	246	5,50	—	—	115,76

(Publicité)

VALEURS LIQUIDATIVES SICAV ET FCP

3615 BNP

ALLO SICAV 08.36.68.17.17

BNP

INTENSYS (C)	SOCEPOST	347	5,50	—	—	110,44
NATWEST TAIR VARIABLE (C)	NATWEST	348	5,50	—	—	1066,14
NATWEST TAIR VARIABLE (D)	NATWEST	349	5,50	—	—	1116,79
ORSAI VALORISATION	ORSAI	350	5,50	174	—	19068,60
EPARC CONTINENT	CONTINENT	351	5,50	282	—	66,18
ABF COURT TERME	ABF	352	5,50	198	—	1921,75
ORC COURT TERME	ORC	353	5,50	—	—	11280,81
MULTIASSOCIATIONS (C)	CFM NOR	354	5,50	213	—	21766,99
MULTIASSOCIATIONS (D)	CFM NOR	355	5,50	215	—	20528,87
FRUCTI-PREMIERE	BIMPT	356	5,50	284	—	131,39
PASQUIER RENDEMENT (C)	BIMPT	357	5,50	227	—	111,61
WORMS	WORMS	358	5,50	291	—	1689,55
RIP TRESORERIE	RIP	359	5,50	312	—	12174,23
INDO OBLI COURT TERME	LA MONDI	360	5,50	284	—	12808,75
SUD DYNAMIQUE	L.B.	361	5,50	195	—	15240,49
SNV EPARGNE DYNAMIQUE (C)	SNV	362	5,50	210	—	11764,38
SNV EPARGNE DYNAMIQUE (D)	SNV	363	5,50	211	—	10922,24
LA MONDI	L.B.	364	5,50	222	—	107052,84
NATWEST PREMIERE	NATWEST	365	5,50	218	—	1700,42
BTP MONERUS	BTP	366	5,50	306	—	1700,42
STRAMIDIS PLACEMENTS	STRAMIDIS	367	5,50	220	—	43881,83
ABF COURT TERME	ABF	368	5,50	436	—	120117,78
ORC COURT TERME	ORC	369	5,50	—	—	1739,38
CFM NOR ABSTRACE (C)	CFM NOR	370	5,50	228	—	1663,77
CFM NOR ABSTRACE (D)	CFM NOR	371	5,50	228	—	1663,77
ORSAI TAIR C-SIGAV	ORSAI	372	5,50	—	—	300440,33
ORSAI TAIR C-SIGAV	ORSAI	372	5,50	—	—	31619,13
ORSAI TAIR C-SIGAV	ORSAI	373	5,50	—	—	11736,49
ORSAI TAIR C-SIGAV	ORSAI	374	5,50	—	—	17059,99
ORSAI TAIR C-SIGAV	ORSAI	375	5,50	—	—	6918,68
ORSAI TAIR C-SIGAV	ORSAI	376	5,50	—	—	22249,24
ORSAI TAIR C-SIGAV	ORSAI	377	5,50	—	—	22249,24
ORSAI TAIR C-SIGAV	ORSAI	378	5,50	—	—	22249,24

هنا من الاصل

Les taux d'intérêt baissent malgré le recul du franc

La monnaie française a été victime d'importantes secousses cette semaine. Affectée par la relance du débat monétaire en France, elle a cédé du terrain face au deutschemark

Le franc n'a pas pu profiter du vif rebond du dollar observé cette semaine. Il a souffert du climat social et politique tendu et, surtout, de la relance du débat monétaire en France. Le conflit des routiers a suscité quelques craintes,

mais les opérateurs financiers ont été d'avantage impressionnés par la polémique sur la politique monétaire française. L'ovation réservée par les députés à Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion du débat organisé à l'Assemblée na-

tionale sur l'Union monétaire a révélé des divergences au sein de la majorité parlementaire. Les déclarations de Paul Marchetti et de Jean-Pierre Gérard, membres du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, qui

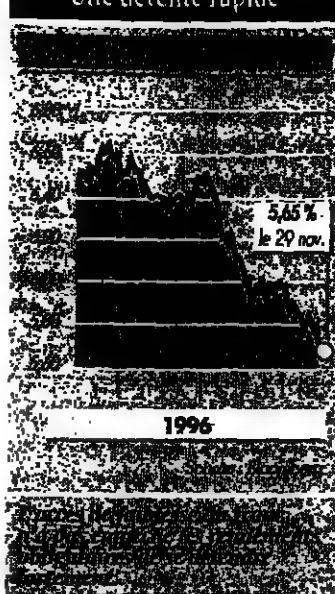
ont repris à leur compte certains arguments de l'ancien président de la République, ont également déstabilisé le franc, dont la baisse n'a pas, contrairement à ce qui est généralement observé, provoqué de remontée des taux d'intérêt.

LES PÉRIODES de hausse du billet vert sont généralement favorables à la devise française. Les opérateurs achetant principalement des dollars contre des deutschemarks, la principale monnaie européenne, la devise allemande, a tendance à s'affaiblir. Rien de tel ne s'est produit cette semaine: le franc a cédé du terrain face à la monnaie allemande malgré la hausse du dollar.

La devise américaine est montée, vendredi 29 novembre, jusqu'à 1,5371 mark, 5,2190 francs et 113,95 yens. Le dollar a d'abord profité du retour, lundi, de la lire dans le système monétaire européen (SME). Dès les premières cotations, la devise italienne s'était nettement appréciée, en se hissant près de son nouveau cours pivot (990 liras pour un mark). L'afflux de capitaux vers l'Italie s'est accompagné d'une sortie de fonds d'Allemagne et, parallèlement, d'une baisse du deutschemark.

Le dollar a aussi été soutenu par les nouvelles difficultés des banques japonaises. La mise en faillite de la Hanwa Bank a démontré la fragilité persistante du système bancaire nippon. Par ailleurs, l'enquête trimestrielle de conjoncture (Tankan) réalisée par la Banque du Japon a indiqué que la reprise de l'économie nipponne reste hésitante. Dans ces conditions, un resserrement de la politique monétaire japonaise paraît

Une détente rapide



exclu. Le dollar devrait donc continuer à bénéficier, au cours des prochains mois, de taux d'intérêt nettement plus attractifs que le yen (les rendements à trois mois américains s'établissent à 5,30%, tandis que leurs homologues japonais se situent à 0,35%).

Malgré ce contexte monétaire international favorable, le franc est tombé, vendredi, jusqu'à 3,40 francs pour un deutschemark, son plus bas niveau depuis le mois

de septembre. Certains analystes estiment que le conflit des routiers était la principale source de faiblesse du franc. Mais son issue, vendredi, n'a eu aucun impact positif pour la devise française. C'est donc que le mal se situe ailleurs: dans la relance du débat sur la politique monétaire française.

Les investisseurs internationaux ont d'abord été fortement impressionnés par le succès obtenu, mercredi après-midi, par Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion du débat organisé à l'Assemblée nationale sur l'Union monétaire. L'ovation qui a salué la fin de l'intervention de l'ancien président de la République a révélé des divergences qui existent, au sein même de la majorité parlementaire, à propos de la monnaie unique et de la politique de franc fort.

Les opérateurs ont également réagi aux propos tenus dans nos colonnes (Le Monde du 29 novembre), par Jean-Pierre Gérard, membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France. Ils ont été surpris par les discours critique adressés à l'égard de la Bundesbank et très éloignés des positions habituellement défendues par le gouvernement de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. Les déclarations de M. Gérard, après celles de Paul Marchetti, en début de semaine, dans Libération, ont révélé qu'au sein même de l'institut

d'émission le débat est plus vif que ne l'imaginaient généralement les marchés financiers. Les professionnels y sont d'autant plus sensibles qu'une partie du conseil de la Banque de France sera renouvelé avant la fin de l'année et que l'équ-

crise monétaire grave entre la France et l'Allemagne de nature à compromettre la réalisation de la monnaie unique. La banque centrale allemande est, semble-t-il, très inquiète et surtout très irritée par le débat monétaire français.

L'indépendance en question

Dans un entretien accordé, jeudi 28 novembre, à la chaîne de télévision LCI, le ministre de l'économie et des finances Jean Arthuis avait « appelé à la déontologie » les membres du conseil de la politique monétaire de la Banque de France, faisant allusion aux propos tenus par Paul Marchetti et Jean-Pierre Gérard.

Dans une déclaration, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a rappelé, vendredi, que « le conseil de la politique monétaire, collège de neuf personnes, dont l'indépendance est garantie par la loi, n'a qu'une seule voix en tant que collège. C'est celle de son président, le gouverneur, porte-parole, comme c'est le cas dans les autres grandes banques centrales indépendantes dans le monde ». M. Trichet a ajouté que « les membres des conseils s'expriment à titre personnel. Ils ont évidemment le droit de le faire conformément à notre statut d'indépendance, compte tenu de notre appréciation de l'intérêt supérieur que la loi nous demande de défendre, c'est-à-dire la stabilité monétaire ».

Libre des forces pourrait s'y trouver

Certains analystes estiment donc qu'on est à la veille d'une inflexion de la politique monétaire française, dans le sens d'une plus grande souplesse et d'une plus grande indépendance à l'égard de Francfort (les taux directeurs français pourraient passer sous ceux de la Bundesbank). D'autres spécialistes pensent qu'on s'achemine vers une

Certains de ses membres expliqueraient déjà en privé que, si la baisse du franc prend de l'ampleur - si le franc tombe au-dessous de son ancien cours pivot de 3,4305 francs pour un deutschemark -, la France sera disqualifiée pour l'euro dans la mesure où elle ne respectera plus le critère de change imposé par le traité de Maastricht (deux ans de stabilité de la devise avant l'examen des critères de convergence).

Les opérateurs attendent enfin la réaction de la Bundesbank en cas de poursuite de la hausse du dollar (au mois de juin, la banque centrale allemande avait expliqué que la surévaluation du mark était entièrement corrigée lorsque le billet vert s'était approché de 1,54 mark). Des déclarations allemandes visant à freiner la hausse de la monnaie américaine face au mark seraient perçues comme une provocation vis-à-vis du gouvernement français: le premier ministre, Alain Juppé, a répété cette semaine que le dollar était clairement sous-évalué.

En proie à ces nombreuses incertitudes, les opérateurs ont aussi pu observer avec étonnement la déconvenue entre le cours du franc et le niveau des taux d'intérêt. « Chaque fois que le franc se déprécie, les taux d'intérêt augmentent », a affirmé jeudi le ministre de l'économie, Jean Arthuis. Cette loi, qui est aussi un argument fréquemment utilisé pour justifier le bien-fondé de la politique monétaire française, ne s'est pas vérifiée cette semaine. La baisse du franc s'est au contraire accompagnée d'une détente spectaculaire des rendements. Le contrat Pibor 3 mois du Maf a gagné six centièmes, vendredi, à 96,52 points, tandis que le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans est passé de 5,73 % à 5,63 %.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommas

Dominique Gallios

Marché international des capitaux : la libéralisation se confirme

LES BARRIÈRES NATIONALES continuent de s'effacer à l'intérieur de notre continent sur le plan financier, dans un mouvement de libéralisation qui doit beaucoup à la perspective de l'Union monétaire européenne. Cette évolution s'est même accélérée récemment, et les débats actuels relatifs à la valeur extérieure des différentes devises n'ont pas influencé son cours. Il faut dire que, sur le marché des capitaux, la question d'un ajustement des parités de change est une éventualité dont on tient compte depuis longtemps. Le franc français est aujourd'hui sur la sellette, d'autres devises le seront peut-être prochainement, et cela fait des mois que l'on s'interroge au sujet du florin néerlandais, redoutant que cette devise ne se raffermisse sous la pression politique de plusieurs pays voisins cherchant à améliorer la position concurrentielle de leur économie nationale.

Pour ce qui est des émissions obligataires, la possibilité d'une réévaluation du florin aura en fait eu davantage d'influence cette année que celle d'une éventuelle dévaluation du franc. Le compartiment obligataire néerlandais a accueilli le peu d'emprunts à long terme pour le compte de débiteurs étrangers alors que, pourtant, les taux de rendement y sont moins élevés qu'ailleurs et que les investisseurs sont prêts à souscrire. Beaucoup d'emprunteurs étrangers ont renoncé à se lancer en florins car, ne pouvant pas s'assurer à bon compte contre le risque de change, ils redoutaient d'avoir à rembourser davantage qu'ils n'auraient levé de fonds (les

montants respectifs étant calculés dans leur propre monnaie nationale). Le compartiment du franc, pour sa part, a été très sollicité.

Revenons à l'effacement des frontières en Europe, dont l'activité de deux banques françaises a bien témoigné au cours de ces deux derniers jours. La BNP a été habilitée par la Banque d'Italie, mercredi 27 novembre, à diriger des emprunts en lire italiennes. Il lui avait fallu, auparavant, durant une période probatoire, convaincre les spécialistes non seulement de sa capacité, mais également de la sanction du marché de la lire. Or à peine la BNP avait-elle obtenu le feu vert des autorités qu'elle s'est associée avec un établissement financier transalpin, San Paolo di Torino, pour mener à bien une opération de 300 milliards de lire pour le compte du Crédit local de France. L'emprunt a une durée de cinq ans et son taux d'intérêt est de 6,75 %.

De son côté, la Caisse des dépôts, déjà solidement implantée en Allemagne, a été choisie par une banque de ce pays, la DG Bank, pour codiriger une émission de 1 milliard de deutschemarks, qui viendra à échéance dans trois ans et demi. Ce n'est certes pas la première fois que la Caisse des dépôts se trouve à la tête d'un emprunt en marks. Plusieurs émetteurs ont profité de ses services pour placer des titres libellés dans la monnaie allemande auprès d'investisseurs français. Mais l'affaire de la DG Bank est, du point de vue technique, trop singulière pour attirer immédiatement l'attention des bailleurs

de fonds en dehors d'Allemagne. Les obligations appartiennent à la catégorie des lettres de gage, un instrument très utilisé en France sous le Second Empire et qui s'est développé de façon spectaculaire outre-Rhin, à tel point que, sur le marché international, on préfère souvent, aujourd'hui, le désigner sous son nom allemand de Pfandbrief.

Il se trouve que les titres de DG Bank ont des caractéristiques assez différentes de ceux des autres émetteurs de lettres de gage. Tout cela pour dire que les acheteurs sont surtout des investisseurs allemands et que, si la Caisse des dépôts a été chargée de s'occuper d'une telle affaire, c'est bien parce que son pouvoir de placement dépasse de loin les frontières de son pays d'origine.

Restons sur le plan technique pour mentionner que les mesures récentes de libéralisation du marché français ont permis à une banque d'origine américaine, Lehman Brothers, de lancer depuis Londres des titres libellés en francs français, qu'il n'est pas prévu de faire coter à Paris mais à Luxembourg. Il y a un mois seulement, cela n'aurait pas été permis: toutes les émissions internationales en francs devaient voir le jour en France. L'emprunt, une opération complexe de trisuration, a été lancé par une société constituée à cet effet en Irlande, Benelus Securities, laquelle a acquis un portefeuille de créances immobilières détenues par une filiale du groupe du Crédit industriel et commercial.

Bonne semaine pour les Bourses européennes

LES GRANDES PLACES internationales ont continué de gagner du terrain cette semaine, avec une tendance à la hausse plus marquée pour les Bourses européennes. Ces dernières affichent des progressions allant de 3 % à 1 %. En revanche, Wall Street a connu une petite semaine, à la fois sur le nombre de séances (trois et demi) en raison de la fête de Thanksgiving et en raison de sa petite performance. La Bourse de Tokyo, qui avait opéré une reprise sensible huit jours plus tôt, a renoué avec la baisse.

La Bourse de Francfort avait marqué le pas la semaine dernière sans que les analystes ne s'en émeuvent. Ils avaient raison. La place allemande a en effet reculé pour mieux sauter plus tard une nouvelle fois ses records historiques pour s'installer fermement au-dessus des 2 800 points. En cinq séances, l'indice DAX a gagné 2,96 % par rapport à son niveau du 22 novembre et vendredi il termi-

nait sur un nouveau record de clôture à 2 845,80 points. La semaine s'était ouverte avec deux records consécutifs (lundi et mardi) portant le DAX pour la première fois de son histoire au-dessus de la barre psychologique des 2 800 points. Les prises de bénéfice, des informations négatives concernant quelques entreprises (notamment Volkswagen) ainsi que les effets du mouvement de protestation des routiers en France ont provoqué ponctuellement de vifs mouvements sur le marché, souligne la Commerzbank dans son rapport hebdomadaire.

Toutefois, la forte volatilité au cours des derniers jours est un signe indiquant que le marché des actions atteint progressivement son niveau plafond relèvent les analystes de la banque. En dépit d'un environnement monétaire favorable, la Commerzbank estime qu'« il ne faut pas exclure une baisse des cours à moyen terme » notamment « à l'occasion d'un affaiblisse-

ment temporaire du dollar ». Un niveau de stabilisation autour des 2 700 points leur paraît désormais probable.

La Bourse de Paris a, une nouvelle fois, terminé à son plus haut niveau de l'année. Mais, au cours des séances à venir, le record annuel devrait bientôt laisser sa place au record historique. Vendredi en clôture, l'indice CAC 40 s'est inscrit à 2 315,66 points portant ainsi ses gains hebdomadaires à 2,67 %. L'indice se trouve ainsi à 1,96 % en-deçà de son plus haut historique de 2 360,98 du 2 février 1994. Depuis le début de l'année, les valeurs françaises ont gagné 23,7 %. La relance du débat sur le franc et l'approche du sommet de Dublin ont ravivé les anticipations d'une baisse rapide des taux courts, d'un sur le marché. Au-delà de ce facteur, la mise en place de fonds de pension, la reprise attendue de l'activité l'année prochaine et des prises de position par les investisseurs pour l'exercice 1997 conti-

nent de tirer le marché et l'amènent à ignorer les mauvaises nouvelles.

Dans ces conditions, les opérateurs attendent, sauf mauvaise surprise de Wall Street, une poursuite de la hausse et une prochaine amélioration du plus haut historique.

Rassurée par la prudence du budget présenté mardi à la Chambre des communes, la Bourse de Londres a gagné du terrain cette semaine. L'indice Footsie a terminé vendredi à 4 058 points, contre 4 016,3 points huit jours plus tôt, soit une progression de 0,98 %. En cours de séance mardi, l'indice a même inscrit un nouveau record à 4 094,4 points, mais il n'a jamais réussi à battre son record de clôture (4 073,2 points le 21 octobre). Le Stock Exchange avait débuté la semaine en fanfare, poussée à la fois par Wall Street, très en forme à ce moment-là, et par les informations émanant de la préparation du budget. Dès lundi, il était devenu évident que Kenneth Clarke ne se

lancerait pas dans une offensive électorale, caractérisée par de fortes baisses d'impôts. M. Clarke a finalement choisi de baisser d'un point de pourcentage le taux principal de l'impôt sur le revenu, d'offrir quelques autres allègements fiscaux. Le marché aurait sans doute souhaité des mesures plus restrictives, car ce budget n'écarter pas, loin s'en faut, la perspective d'un relèvement des taux d'intérêt. Ces anticipations de relèvement du loyer de l'argent ont freiné la progression du Footsie.

Wall Street a connu une petite semaine par rapport aux trois précédentes, avec un seul record, mais les prises de bénéfice, jugées saines par les analystes, n'ont apparemment rien entamé de l'enthousiasme des investisseurs. L'indice Dow Jones a terminé vendredi, à 6 521,70 points, en hausse de 49,94 points (+0,77 %) sur la semaine. Celle-ci a été raccourcie en raison de la célébration jeudi de la fête de Thanksgiving, et de la fer-

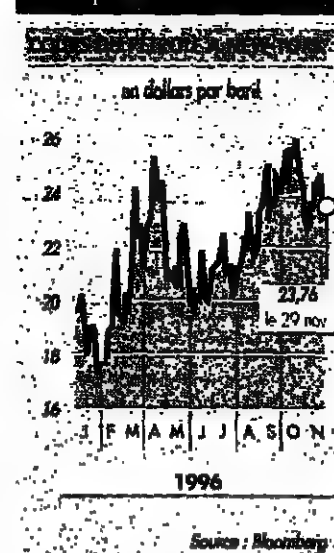
meture anticipée vendredi. Un record, le douzième du mois de novembre, a été enregistré lundi à 6 547,79. Le principal indicateur a gagné 606,47 points en novembre, surpassant largement le précédent record en termes de points établi en novembre 1995 (319 points). Le marché a connu cinq séances seulement de baisse durant le mois de novembre, dont deux au cours de la semaine écoulée.

Déprimée, la Bourse de Tokyo a renoué avec la baisse. En cinq séances, l'indice Nikkei a perdu 195,75 points (-0,92 %) au cours de la semaine pour terminer à 21 020,36 points, alors qu'il avait gagné 1,37 % la semaine précédente. Les opérateurs japonais attribuent ce recul aux prises de bénéfice. Par ailleurs, les investisseurs étrangers qui avaient été les principaux artisans de la hausse sont restés discrets en raison notamment de la clôture de Wall Street.

F. Bn

MATIÈRES PREMIÈRES

Le pétrole reste ferme



L'ACCORD entre l'Irak et l'ONU pour des ventes limitées de pétrole, tout comme le sommet de l'OPEP (Organisation de pays exportateurs de pétrole) pour reconstruire le niveau de production à 25,033 millions de barils par jour n'ont pas ému le marché pétrolier cette semaine. Pour expliquer l'absence de réaction, les opérateurs affirment que tout était anticipé. Le light sweet crude, qualité de référence aux États-Unis, se négociait à 23,75 dollars le 29 novembre, au même niveau qu'une semaine auparavant. Le Brent, référence de la mer du Nord, échéance janvier, qui s'échangeait à 23,05 dollars, se négociait à 22,82 dollars une semaine plus tard.

En cette fin d'année, tous les opérateurs sont surpris par la fermeté des cours, car personne, en début d'année, n'avait envisagé une telle éventualité. Au contraire, la perspective d'un retour de l'Irak, même très limité, était considéré comme une menace, risquant de déséquilibrer le marché en amplifiant l'offre. La demande reste soutenue en raison de l'arrivée de l'hiver et de la faiblesse des stocks dans les pays de l'OCDE. Ils seraient inférieurs de 100 millions de barils à leur niveau de l'année dernière.

En octobre, le prix moyen du panier des bruts de l'OPEP a atteint près de 24 dollars le baril, soit une augmentation de plus de 40 % par rapport à la moyenne de ces trois dernières années. Il dépasse largement l'objectif des 21 dollars le baril fixé par les producteurs au début de la décennie. Ce souhait avait été jugé irréalisable jusqu'au début de l'année.

Cette fermeté s'accompagne d'une augmentation des revenus des producteurs, sachant que chaque hausse de 1 dollar se traduit par une rentrée supplémentaire d'environ 15 milliards de dollars dans leur caisse. Selon la revue Petrostrategies, les revenus pétroliers de l'OPEP devraient atteindre 155 à 160 milliards de dollars cette année (775 milliards et 800 milliards de francs), contre 141 milliards de dollars en 1995. Ils retrouvent un niveau méconnu depuis quatorze ans, mais sont encore loin du record de 1980, avec 276 milliards de dollars.

TENNIS La France et la Suède étaient à égalité, une victoire partout, vendredi 29 novembre, à l'issue de la première journée de la finale de la Coupe Davis. ● STEFAN

EDBERG, blessé à la cheville droite lors du premier set contre Cédric Pioline, n'a pu véritablement défendre ses chances. L'ancien numéro un mondial a été dominé 6-3, 6-4, 6-3. Il

a peut-être joué le dernier match de sa carrière. Il devait décider dimanche matin, après l'entraînement, s'il allait disputer son deuxième simple ● THOMAS ENQVIST a solide-

ment battu Arnaud Boetsch. Le joueur suédois, vedette de cette fin de saison, mais habituellement trop émotif en Coupe Davis, n'a pas failli, dominant le Français 6-4, 6-3, 7-6

(7-2) ● LES DEUX ÉQUIPES peuvent encore espérer la victoire. Engagé dans le double, Guy Forget, vétéran de la victoire de 1991, estime que la France a toujours ses chances.

Guy Forget rêve de faire coup double en Coupe Davis

En 1991, le Français avait apporté le point de la victoire à la France en battant en simple Pete Sampras. A cinq années et 2 500 kilomètres de Lyon, il fait équipe avec Guillaume Raoux à Malmö pour tenter de conquérir une nouvelle fois le saladier d'argent

MALMO
de notre envoyé spécial

A la fin, Guy Forget s'est esquivé en vitesse. Une fois la salle désertée, il est revenu s'entraîner avec Guillaume Raoux. Sous



les yeux de Patrice Hage-

laux, les deux hommes ont joué tantôt la

défense, tantôt l'offensive,

sans s'économiser. Il y a beaucoup

d'électricité dans l'air. Les cris

fusent. Rester assis à ne guère bou-

ger pendant six heures, pour regarder

les deux premiers simples de cette

finale de Coupe Davis, avait été si

frustrant ! Et puis Guy et Guillaume,

qui feront la paire dimanche,

mesurent mieux que quiconque le

poids de leur responsabilité. « Le double

est toujours très important, lâche

sobriement le premier. Dans de telles rencontres,

les équipes sont souvent à l'arrêt à la

fin de la première journée. Alors, le

double est essentiel. » De cette discipline, Guy Forget est considéré comme l'un des maîtres en Coupe Davis. Il est un as sur le circuit. De plus, il compte dix-neuf victoires pour trois défaites en douze ans de sélection en Coupe Davis.

Ici, dans l'équipe de France, il est aussi le grand frère. Si Arnaud Boetsch, Cédric Pioline et Guillaume Raoux écoutent le capitaine Noah, ils écoutent aussi Guy Forget et le regardent. Il en est à sa onzième quête de la Coupe, alors qu'eux ne sont dans l'aventure que depuis cinq ans, trois ans ou un an. Tous ont été impressionnés par son jeu et sa volonté pendant le stage de Quiberon comme lors des derniers entraînements à Malmö. Malgré un genou toujours fragile, Guy s'est montré fort et tenace, toujours aussi menaçant avec son jeu de gauche, en classique escimeur. Chez les coéquipiers modérés, il a inspiré encore beaucoup de respect.

Surtout, Guy Forget a joué la finale. Celle de Lyon, en 1991. C'est

même lui qui a apporté le troisième point, le point de la victoire, en battant Pete Sampras, qui n'est alors qu'à une place d'avance sur lui au classement mondial, la sixième. Dans l'équipe, il y a Yannick Noah et lui. Depuis quelques semaines il est appelé à se souvenir, mais rien n'est pareil. En 1991 il avait joué les simples et le double. Il était seul avec Henri Leconte quand Arnaud Boetsch était sur le banc. Malgré la victoire de Leconte sur Sampras après sa défaite contre André Agassi, Guy était exténué. Il s'était réjouie le moral et s'était redonné beaucoup d'espoirs aux côtés d'un Leconte survolté en gagnant le double. Le lendemain, devant un public survolté, il avait vaincu Pete Sampras.

APRÈS DÉFAITES ET BLESSURES

Cinq années se sont écoulées depuis le triomphe lyonnais. Forget les a vécus entre absence, présences et regrets. Il y a tout d'abord les lendemains de la victoire, un premier tour expéditif contre la

Grande-Bretagne en février 1992. Avant la catastrophe en avril. Pour le quart de finale contre la Suisse à Nîmes, Henri Leconte, hors de forme, et lui, blessé au poignet, ne sont pas sélectionnés en simple par Yannick Noah. Arnaud Boetsch et Thierry Champion se retrouvent dans un piège. « C'est la seule fois où je me suis brulé avec Yannick », dira plus tard Guy. Il regrette que la sélection ait été annoncée trop tôt : « J'ai dû donner ma décision dès le lundi, deux jours après j'aurais joué. » Après la défaite, Noah démissionne pour laisser la place à Georges Goven. En 1993, blessé au genou, Guy Forget ne participe pas au tournoi de l'Inde à Prégas. En quarts de finale, la France est battue 3 points à 2 au cinquième match, alors qu'elle était beaucoup plus que favorite.

Opéré en septembre 1993, Guy revient à la compétition en juin 1994. Le capitaine Noah reprend, lui, la barre en décembre. Forget mesure le poids des années lors du premier tour de la Coupe Davis

1995 contre les États-Unis. Il perd ses deux simples et le double. La défaite est amère. Il ne sera plus aligné dans les simples importants. Il reviendra en février 1996 jouer en ouverture contre le Danois Kenneth Carlsen. Il s'alignera pour l'honneur contre l'Allemagne en avril à Limoges. La France a gagné depuis longtemps : associé à Arnaud Boetsch, Guy a amené le point de la victoire en battant Boris Becker et Marc Goellner.

Guy Forget a trente et un ans et il s'est résolu tant bien que mal à laisser la place en simple à Cédric Pioline et à Arnaud Boetsch, plus jeunes et mieux classés que lui dans la hiérarchie. Promis, il ne regrette pas de ne pas être sélectionné en simple : il a été un héros jadis. Il aime l'enthousiasme de son compagnon Guillaume Raoux. Avec lui, grâce à lui, il a amené le premier point français en demi-finale contre l'Italie, en septembre, alors que celle-ci menait 2-0. En une première victoire, les deux hommes ont fermement appelé au

succès final. Avec Raoux, qui se contente amplement de son rang, Forget a passé la journée en supporter dynamique. Il a encouragé Cédric Pioline, parti en un match tendu contre Stefan Edberg. Cinq jeux se sont égrenés en une grosse demi-heure, puis le Suédois s'est tordu la cheville droite devant le fillet : « C'est la vie », commente Forget.

Un joueur blessé est un joueur difficile à aborder, alors Guy a encore crié pour Cédric. Entre les échanges, les beaux surtout, il a énormément parlé avec Guillaume Raoux : « Nous avons seulement commenté les matches », dit-il. Il est resté à ses côtés pour contempler la belle entreprise de démolition d'Arnaud Boetsch par Thomas Enqvist. La suite ? « Nous pouvons gagner. » Le double de samedi était réellement primordial. Depuis 1978, une équipe n'a jamais gagné la Coupe Davis sans remporter le double. « Essentiel », dit Guy Forget.

Bénédicte Mathieu

COMMUNICATION

La télévision par câble expérimente la technologie numérique

LA PREMIÈRE expérience de télévision numérique interactive sur réseau câblé doit avoir lieu en 1997 sur trois communes des Hauts-de-Seine : Issy-les-Moulineaux, Clamart et Vanves. Réalisée par Plein Câble, filiale de la Compagnie générale de visio-communication (CVG, groupe Générale des eaux), cette opération, baptisée Canal câble, touchera un échantillon de 1 000 abonnés, qui régleront 150 francs par mois pour avoir le privilège de goûter avant les autres à cette nouvelle version de la télévision numérique.

Parallèlement au lancement des bouquets de programmes diffusés par satellite (Canal satellite, TPS, AB Production), le câble propose donc à son tour à ses abonnés la technologie qui promet de révolutionner la consommation de programmes télévisés. Avec quelques atouts. A l'absence d'antenne et de parabole chez l'utilisateur, le câble ajoute l'avantage de la « voie de retour », moyen direct d'interaction entre l'opérateur et l'abonné. Cette combinaison du numérique et de l'interactivité permet d'imaginer des formes nouvelles de programmes.

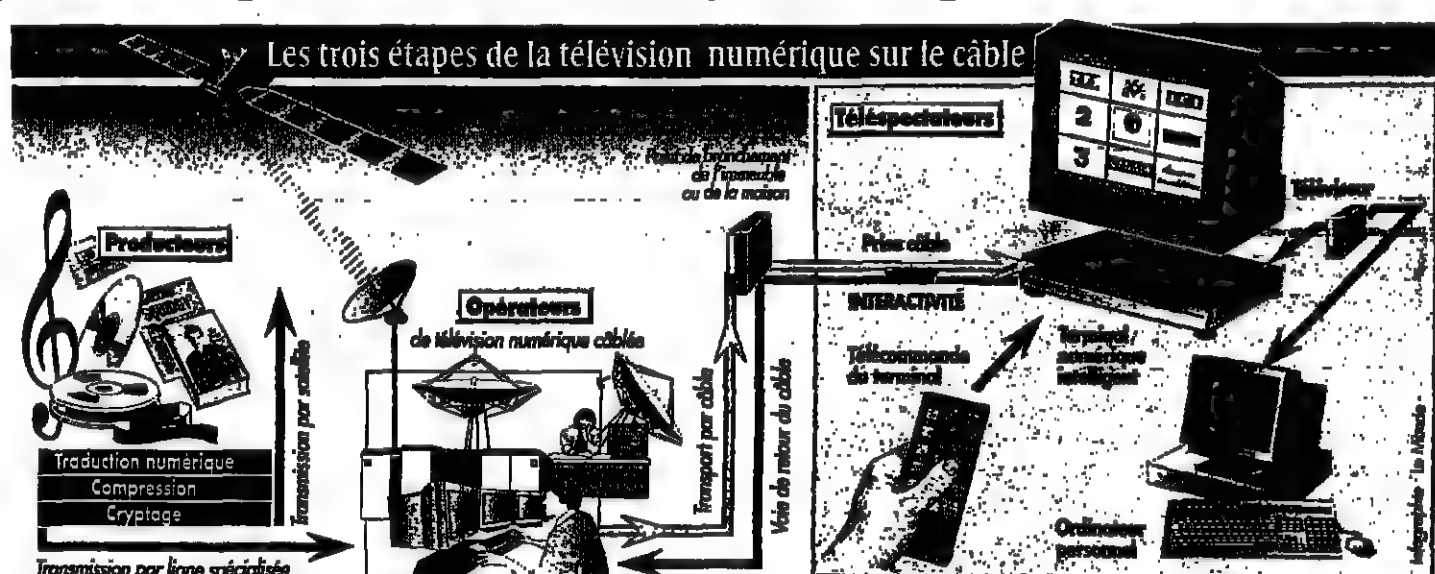
Il reste néanmoins à inventer un nouveau langage télévisuel pour exploiter toutes ces possibilités. L'expérience Canal câble servira à tester les réactions des téléspectateurs aux nouveaux programmes, à mesurer leur appétit en matière d'interactivité et à évaluer les sommes qu'ils sont prêts à dépenser.

● **Quantité et qualité.** Les premiers Français à goûter aux joies de la télévision numérique câblée découvriront d'abord une multiplication du nombre des chaînes. Canal câble peut en diffuser théoriquement 240, au lieu des 27 qu'elle commercialise actuellement auprès de ses 78 000 abonnés. En réalité, l'opérateur n'en prévoit que « plus d'une centaine ». Avec tout ce que cela impose comme difficultés pour se diriger dans cette nouvelle jungle télévisuelle. Une bonne part du succès de la télé-

vision numérique passera par la qualité des outils d'exploration des programmes, dont la fonction s'apparente à celle des moteurs de recherche sur Internet. La profusion sera accompagnée d'une qualité inconnue sur les réseaux analogiques. Si l'amélioration sera peu sensible sur l'image, elle sera très nette sur le son, dont la qualité rattrapera enfin celle des chaînes hifi.

● **Interactivité.** La véritable rupture avec la télévision actuelle, hertzienne ou câblée, est, sans conteste, apportée par l'interactivité. C'est la disponibilité de la fameuse « voie de retour » qui ouvre les portes sur le câble. Sans cette dernière, le dialogue entre l'abonné et l'opérateur doit se rabattre sur le téléphone, ce qui ruine toute possibilité d'immédiateté. En effet, la voie de retour du câble permet d'envoyer des ordres (commande d'un film ou d'un match de foot, sélection d'un bouquet de programmes), de répondre à des questions (jeux, sondages), de faire des achats et de régler des factures avec la télécommande comme seul outil de communication. Ainsi, l'abonné peut décider à tout moment de modifier le bouquet de programmes payants auquel il peut accéder. Le rêve pour les utilisateurs actuels du câble analogique, esclaves de la liste de chaînes du service de base, dont ils ne regardent souvent qu'une partie.

● **Nouveaux programmes.** Le dialogue avec l'abonné engendre une multitude de nouvelles formes de services et de programmes. Conscient de la nécessité d'une assistance efficace des abonnés, Canal câble s'est attaché, tout comme Canal satellite, à développer un guide de programmes interactif dont la conception a été confiée à TV Magazine. En cas de difficulté, l'abonné peut faire appel à une assistance. Une fois les principes maîtrisés, il ne reste qu'à découvrir



des programmes souvent proches des services télématiques. Ainsi, les annonces d'un agent immobilier s'enrichissent de la visite avec photos ou séquence vidéo des appartements sélectionnés par le téléspectateur. Un cours de code de la route donne lieu à une séance de questions-réponses avec l'obtention d'une note finale. Une chaîne de paris hippiques est déjà prévue, et tous les jeux de ce type sont imaginables. Même si la fonction grappe doit être aménagée. Sans parler du shopping en chambre ou de la préparation d'un voyage de vacances avec découverte préalable du pays, de l'hôtel, de la chambre ou de la location offerte.

● **Chaîne municipale.** Les abonnés sensibles à leurs racines provinciales peuvent choisir leur langue (basque, alsacien, corse...) pour écouter les actualités régionales. Quant aux hommes politiques, les voilà dotés d'un nouvel outil de communication avec leurs électeurs. André Santini, député-maire d'Issy-les-Moulineaux, n'a pas tardé à l'adopter puisqu'il va proposer aux participants à Canal câble la chaîne T2L, qui diffusera un journal télévisé, la transmission

en direct des séances du conseil municipal et des sondages sur la vie locale. Les administrés voteront ainsi pour choisir entre plusieurs solutions proposées par leur maire. La ville d'Issy-les-Moulineaux

deux déclare avoir consacré un budget de 150 000 francs à la création de T2L, dont l'exploitation lui coûtera 20 000 francs par mois à partir de janvier 1997, date de son lancement.

● **Payer pour voir.** Interactive, la télé numérique sera également payante. Avec raffinement. Si les abonnements aux chaînes reçues en clair perdurent, s'y ajoutent les achats de programmes précis. Plein Câble cite quelques tarifs à titre d'exemple : de 29 à 35 francs pour un film, 50 francs pour un match de football, 30 francs pour une revue de presse professionnelle... Ce système de facturation à la carte (plus câblé que l'abonnement traditionnel) doit permettre d'amortir les programmes, dont la démultiplication fera baisser l'audience, et donc les recettes publicitaires. On passe donc du prêt-à-porter au sur-mesure.

Michel Alberganti

Les films X et le football font le succès du paiement à la séance

QU'EST-CE QUI intéresse les téléspectateurs amateurs de paiement à la séance, le fameux pay per view (PPV) ? Depuis le lancement de Canal Plus et Canal Satellite numériques, le 27 avril, la chaîne cryptée n'a pas communiqué les scores de son offre de PPV. Deux expérimentations, menées simultanément par la Lyonnaise communication et la Compagnie générale de télécommunications, filiales respectives de la Lyonnaise des eaux et de la Générale des eaux, les deux principaux câblo-opérateurs français, permettent de se faire une idée.

Depuis la fin septembre, la Générale

des eaux a ouvert « un canal de préfiguration de Kiosque », service de PPV de Canal Satellite numérique, sur ses réseaux câblés tests, à Nice et dans le nord de la France, à Lens et à Lille. « Le foot marche très bien », confie Thierry Desjardins, directeur de la communication. La CGV enregistre des pointes de plus de 1 000 achats, sur ces réseaux câblés du Nord, lors de la diffusion des matches de Lille et de Lens. Lors des retransmissions des matches de football, « 1 % à 5 % » des 40 000 foyers câblés de Lens, Lille et Nice paient pour voir. Le plus gros succès du paiement à la séance reste néanmoins les

films pornographiques, qui concernent la moitié des achats.

Du côté de Multivision, qui composera l'offre de PPV de Télévision par satellite (TPS), les consommations sont étudiées avec d'autant plus de soin que Patrick Le Lay, président de TPS, a choisi de faire porter une large part de la réussite du bouquet sur l'offre de paiement à la séance (Le Monde du 9 octobre). A l'exemple de Kiosque, le porno et le football rassemblent la majorité des consommations de Multivision. Toutefois, les matches de Coupe d'Europe proposés par Multivision ne semblent pas rencontrer le

même succès que le championnat de première division en exclusivité sur Kiosque. « Le sport, et principalement le football, rassemble 25 % à 30 % des consommations », reconnaît un responsable de Multivision. Selon un concurrent de Multivision, la première division susciterait dix fois plus d'achats que la Coupe d'Europe. De son côté, Multivision est satisfait de son offre de football qui enregistre « de bons taux d'achat ». Les responsables du service de PPV se félicitent des « résultats encourageants » déjà constatés.

Guy Duthell

VOUS CHERCHEZ UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél : 01.42.88.73.39
Fax : 01.42.88.40.57

Le Monde

Le design « doux » d'Andrea Branzi

Avec ses éclairages, le créateur italien veut réconcilier l'homme et les objets qui l'entourent

ATHLÈTE complet du design, Andrea Branzi est aussi architecte, théoricien, historien et il a été le commissaire de nombreuses expositions (dont la récente rétrospective sur le design italien à la Triennale de Milan). Il a travaillé pour l'industrie (études de couleur pour Piaggio et Alfa Romeo, études de matériaux pour la Montefibre), créé certains espaces pour Fiorucci (avec Ettore Sottsass Jr.) d'où demeure issue toute la scénographie des magasins de vêtements. En trente années, il n'a pas quitté les avant-postes du design.

Andrea Branzi fait ses débuts, en 1966, dans le tout-terrain groupe Archizoom, idéologue de la « super-architecture », « l'architecture de la super-consumption, de la super-encouragement à la super-consumption, du supermarché, du superhomme et de l'essence super ». Ces jeunes gens trop doués ont des idées de gauche aux couleurs pop : des oranges, des roses et des violets où tout ce qui fera Memphis, groupe de designers milanais réuni autour d'Ettore Sottsass, est déjà présent. Ils imaginent une architecture qui taille dans la chair des villes ou y rajoute des monuments hors gabarit. Ils rêvent d'une « ville sans fin » aux paysages purement artificiels.

Aujourd'hui, Andrea Branzi se veut le représentant d'une époque « basée sur la discontinuité et la diversification permanente ». Son objectif, écrit-il, est de « rendre le monde à nouveau habitable. Créer un rapport plus complexe avec les lieux et les objets qu'une simple relation fonctionnelle et technique, un rapport fondé sur des échanges poétiques, affectifs, symboliques et psychologiques. Sous bien des aspects, les liens entre les hommes et les choses évoquent ceux des hommes et des animaux domestiques qui vivent comme des esprits bienfaisants dans leurs maisons ».

En 1985, il a conçu une première série d'« Animaux domestiques ». Chaises, canapés, étagères, ses « animaux » sont en voie d'être

domestiqués. Il leur reste un peu de sauvagerie, un goût de nature qui va se rendre à l'ordre des hommes par l'étroit passage qui sépare le hi-tech du style Adirondack. Andrea Branzi est paré à lancer son nouveau style doux (NSD). Il renverse la fonction des machines familières dispensatrices de musiques dans les espaces publics et privés. Leurs haut-parleurs deviennent des haut-entendeurs. Vases, meubles, bâtiments dotés d'une oreille en place de clocher se mettent à l'écoute du monde, nous en prévenant silencieusement et nous renvoyant la sage leçon de leur discrétion. La série Années, en 1991, leur paie son tribut.

« ESPACE DÉGAGÉ »
Andrea Branzi vient de présenter ses dernières créations Wireless (sans fil), à la Design Gallery à Milan. La galerie Neota à Paris en expose prochainement une sélection. « L'idée de cette série est d'ouvrir un chemin vers un espace dégagé de tout lien grâce à la technologie sans fil électrique, afin de devenir plus libre, plus fluide, moins dépendant, explique le designer. Cette forme d'éclairage libéré correspond pour moi aux conditions d'existence qui sont les nôtres aujourd'hui : où les amarres du vieux système de connaissance sont en train de se rompre, où les liens des vieilles idéologies se dissolvent, et où nous sommes tous devenus plus ou moins « sans fil », sans pour autant savoir quoi faire de cette liberté ».

L'objet comme métaphore d'un mode de vie ? C'est trop et c'est trop peu pour donner corps à une idée nomade, au mélange de rêve et de cauchemar d'un mouvement perpétuel dans un espace clos. C'est une forme d'attente que suggèrent ses lampes, celle qui précède le déplacement. La série (vingt-deux) est distribuée en trois

groupes. Neuf d'entre elles dispensent la lumière sous forme de gouttes. Suspendues à quelques fils, à une tige de bambou, elles jouent les stalagmites. Posées, elles se dressent comme des stalactites. Multipliées, elles renverraient la pièce qu'elles éclairent à l'idée de cette demeure première : la grotte.

Cinq autres lampes, à poser sur un meuble ou sur le sol diffusent leur lumière à la louche, à la poêle, à la casserole, au plat ou au seau à glace. Elles échappent au contenant, tout en en conservant la forme, comme un soufflé (soufflé en verre de Murano pour les plus précieuses). Le dernier groupe (huit) appartient à la famille des lampes. Elles n'attendent qu'un mât de cocagne ou un tronc d'arbre pour balancer librement leurs enveloppes en papier de riz peintes à la main. Une bibliothèque veilleuse complète l'ensemble.

Les lampes sans fil d'Andrea Branzi échappent à la solennité des suspensions accrochées au-dessus de la table dominicale, elles narquent l'économie des bras articulés des lampes de bureau, elles refusent enfin de se dissoudre dans des non-lieux, dans l'ambiance. Elles sont en transit, de fonction incertaine, captant doucement l'attention. Chaque jour peut leur apporter un nouveau destin. « Ce qui m'intéresse, a pu expliquer Andrea Branzi, c'est d'envisager les objets comme témoignage d'un nouveau code de valeurs, non agressif, respectueux de l'homme et de sa délicate nature. Un design engagé dans un nouveau style doux afin de construire à nouveau une maison habitable ».

Jean-Louis Perrier

★ Wireless, lampes de 3 000 F (papier de riz) à 25 000 F (verre de Murano et métal). Éditions limitées. Galerie Neota, 25, rue du Renard, 75004 Paris. Du 5 décembre 1996 au 7 janvier 1997. Tél. : 01-42-78-96-97.



LIEU

La Chine à Saint-Sulpice

PLANTER le décor dans un ancien cinéma, c'est ce que l'on pouvait imaginer de plus radical pour faire en sorte de donner enfin raison au titre de ce film italien sorti à la veille de 1968, *La Chine est proche* (Marco Bellocchio, 1967). En passant la Seine et en quittant la rue des Bourdonnais dans le 1^{er} arrondissement parisien, la Maison de la Chine, qui est à la fois un voyageur et l'organisateur de conférences et d'expositions d'initiation au monde asiatique, a choisi la lumière.

Lumière de la place, répercutée en écho baroque de la fontaine aux tours de l'église, captée sous le porche strict du 76 rue Bonaparte, serré entre ses deux « dragons », la mairie du 6^e arrondissement d'un côté, les éditions Plon de l'autre.

Lumière intérieure aussi, grâce au travail scénographique réalisé par l'architecte Philippe Jonathan pour que l'espace guide simplement jusqu'à la grande salle du fond celui qui pénètre dans le hall de l'ancien cinéma. On pense au vestibule d'un hôtel colonial, avec ce dallage de marbre vert, qui recouvre aussi les marches de l'escalier et la rampe en bronze vert de belle facture qui menait autrefois au balcon du Bonaparte. Bien qu'il soit fermé depuis plus de dix ans, la mémoire collective a gardé le souvenir des affiches qui s'accrochaient en façade, seul endroit où l'esprit de Saint-Germain-des-Prés faisait à l'époque incursion chez les bien-pensants.

ATMOSPHÈRE THÉÂTRALE

A un moment où le quartier tourne au total-chic (*Le Monde* du 23 novembre) et se range derrière la pierre de taille unifiée, l'arrivée de cette escale aussi parisienne que chinoise est donc une bonne nouvelle « culturelle ». On y trouvera des expositions comme celle venue de Houston, qui présente le travail d'un Chinois de Chine, Wu Jialin, qui eut un jour la chance de se trouver sur le chemin de Marc Riboud. Ses images répondent, sur les murs blancs, aux meubles de la « maison de thé », rapportés du Sichuan par Patricia Tartour, fondatrice et directrice de cette entreprise où la notion de « voyage » ne se limite pas au « déplacement » mais commence avant le départ.

Le climat, épuré, est présent ici. Dans le volume conservé de la salle de cinéma (qui avait par la suite abrité un studio d'enregistrement), l'architecte a créé une atmosphère théâtrale et distribué généreusement un éclairage spectaculaire sur les murs, en conservant judicieusement les caractéristiques de ce que les gens du spectacle appellent un « cyclorama » : en arrondissant les angles, la limite entre sols et murs s'estompe, étouffant la lumière et donne l'impression d'un espace infini. Pour les bureaux, ce sont presque des praticables qui ont été montés sur une charpente visible et dégage des perles, ainsi que des cloisons de bois léger, découpées selon des motifs qui évoquent l'architecture asiatique et son caractère partiellement éphémère.

Avant appris le chinois en même temps que l'architecture, à Marseille, puis à Aix-en-Provence et à Paris, Philippe Jonathan est un go-between averti entre l'Extrême-Orient et la France, où il a durant trois saisons travaillé pour le Théâtre national de Chaillot à l'époque d'Antoine Vitez, et où il réalise aussi de nombreux appartements privés. Tandis qu'en Chine lui sont confiées des études d'urbanisme, après qu'il eut été un pionnier de la redécouverte et de la conservation de quartiers historiques tels que celui des tours de la Cloche et du Tambour à Pékin. Des allers-retours qui trouvent leur expression dans cet espace de rencontre, rendez-vous discret de deux civilisations.

Michèle Champenois

★ Maison de la Chine et Maison de l'Indochine, 76, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél. : 01-40-51-95-00. Renseignements et vente de voyages. Boutique d'objets anciens et de créations vestimentaires. Exposition de photos de Wu Jialin, « Images du Yunnan 1986-1996 », jusqu'au 11 janvier 1997.

Camescope de poche

Pourquoi payer un Camescope 15 000 francs ou plus, lorsque des modèles entre 5 000 et 10 000 francs existent sur le marché ? « Parce qu'il s'appelle numérique », répond Emmanuel Peretto, au service consommateur de JVC France. Pour lui, le label magique des années 90 suffit à justifier le prix actuel du GR-DV1, le modèle miniature du fabricant japonais. Chez Sony France, Pierre Olivier, chef de groupe vidéo, estime que l'on dépasse la simple mode et qu'il « s'agit d'une véritable tendance qui renouvelle le marché du Camescope ». Les clients, selon lui, sont rassurés par le fait que « tous les constructeurs arrivent avec le

Sony, précurseur en la matière, avait ouvert le feu dès 1995 avec des modèles destinés aux semi-professionnels. Mais la bataille du Camescope numérique grand public a commencé en juin avec l'arrivée en France du GR-DV1 de JVC. Le 10 novembre, Sony a répliqué avec son DCR-PC7E. Ces Camescopes, « qui tiennent dans la poche », pèsent à peine plus de 500 grammes et mesurent environ 14 centimètres sur 70 centimètres, pour une épaisseur de 5 centimètres. Le Sony est légèrement plus gros que le JVC mais il possède un écran couleur orientable à cristaux liquides de 6,5 centimètres de diagonale. Ces dimensions sont proches

de celles des baladeurs numériques. « Parmi les premiers acheteurs, nous avons des alpinistes, des parachutistes et des agents immobiliers », indique Emmanuel Peretto. A la compacité, le numérique ajoute la qualité. Les nouveaux Camescopes affichent cinq cents points par ligne contre quatre cent vingt avec le Hi8 et environ trois cents points pour les formats VHS et 8 millimètres. L'électronique prend le relais de l'optique lorsqu'il s'agit d'augmenter la puissance du zoom : si les lentilles parviennent à grossir quatorze fois, le traitement numérique permet de passer à cent quarante fois. Le son, selon le fabricant, dépasse la qualité des disques compacts. Le dernier atout réside dans le traitement des images après la prise de vue. Théoriquement, tout est

possible : il suffirait de copier le film sur un ordinateur... Mais les disques durs actuels sont incapables de stocker l'heure d'enregistrement offerte par les cassettes numériques. Il faut se contenter du système de montage proposé par JVC qui permet de repérer sur ordinateur les séquences que l'on enregistrera ensuite sur un magnétoscope classique. Sony, de son côté, offre une chaîne plus homogène avec son magnétoscope numérique de salon DHR 1000 (26 000 F). Dans tous les cas, le montage revient chez. Comme les autres technologies électroniques à leurs débuts, la vidéo numérique est réservée pour le moment aux amateurs fortunés ou aux professionnels.

Michel Alberganti

SPACE
BOUTIQUES

MD réalise vos idées

MD
Le mobilier composable
Meubles MD

Liste des magasins
3615

■ 254, boulevard Saint-Germain, PARIS 7^e - ☎ 01.42.22.43.23
■ 85, rue du Bac, PARIS 7^e - ☎ 01.42.22.76.01
■ 85, avenue Edouard Vaillant, 92100 BOULEGNE - ☎ 01.46.21.39.33

ADIEU !!!
sangriff
2, rue Charra - Paris 9^e
☎ 01.42.41.36.30
(Rue angle Bd Hausmann et Printemps Hausmann)

Vêtements en cuir, peaux laines et microfibre. Hommes et Femmes
CERRUTI - Jean Louis SCHERRER - Yves St LAURENT
REDSKINS - SCHOTT - AVIREX - P. CARDIN etc... etc...

APRÈS 20 ANS D'ACTIVITÉ FERMETURE DÉFINITIVE
LIQUIDATION TOTALE jusqu'à - 70 %

FOURREUR *Michel Muller*
Création jeune
Cuir, Paris, Mouton retourné - Rénovation, Transformation
Diffusion J.L. Scherrer & Guy Laroche
Ouvre les dimanches 1^{er}, 8, 15 décembre à 15h. CB AE
160, av. Daumesnil - 75012 PARIS - ☎ 01.43.45.11.98

DES CADEAUX POUR LES FÊTES
Recevez le Catalogue des
Cadeaux et des objets d'art

Faites profiter un(e) ami(e) de votre
demande, nous lui enverrons
gracieusement le catalogue de votre part.

☐ M. ☐ F. ☐ M. ☐ F.

Prénom Adresse Code Postal Ville

Ville Code Postal Ville

HELION
GANTIER
22, rue Tronchet - Paris 8^e
Tél : 01.47.42.26.79

CESSION DE COMMERCE
Joseph Behar
FOURREUR
Vous propose des prix
exceptionnels sur toutes les
fourrures, visons, etc, etc...

**TOUT DOIT
DISPARAITRE AVANT
LE 31 DÉCEMBRE**
49, boulevard de Strasbourg
75014 PARIS - ☎ 01.47.70.12.95

Chaque semaine
retrouvez la rubrique
«**ESPACE BOUTIQUES**»
pour vos annonces
contactez le
☎ 01.44.43.76.28
(Fax : 01.44.43.77.31)

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 1^{er} LUNDI 2 DÉCEMBRE 1996

FESTIVALS Hérouville, dix ans déjà. Manosque, neuvièmes Instants vidéo. Toulouse, première Semaine des arts électroniques (Aleph). Gentilly, onzième Festival de la création

vidéo... L'art vidéo a la peau dure. **UNE FLORAISON** de jeunes vidéastes, exposés à Hérouville, donne un élan nouveau à la fonction essentielle de ce courant : critiquer

la télévision. Les moins de trente ans (Loïc Connanski, Lydie Jean-Dit-Pannel) rejoignent les pionniers sexagénaires des arts électroniques (Toti, Paik) pour un combat non sans hu-

mour contre l'ordre médiatique mondial. **L'ART VIRTUEL** prolonge le projet pédagogique de l'art vidéo en proposant au public des parcours initiatiques à l'intérieur du

chaos des nouveaux médias. Jeffrey Shaw, pionnier des installations virtuelles, met à l'ordre du jour d'Artifices 4 à Saint-Denis l'apprentissage du geste (numérique) qui sauve...

Art vidéo et art virtuel affrontent l'ordre médiatique mondial

Le dépérissement de ces genres est régulièrement annoncé. Les manifestations de cet automne démontrent le contraire. Pas plus Internet aujourd'hui que le cinéma expérimental hier ne réussissent à réduire leur élan, à tarir leur inspiration

PERSONNE ne parvient à fixer l'art vidéo dans le passé. On croit ses adeptes réduits à une poignée de stars de plus en plus muséifiées (Paik, Hill, Viola, Vasulka, Kuntzel, Robert Cahen - qui vient de recevoir le Grand Prix d'art vidéo 1996 de la ville de Baden Baden). On découvre pourtant une floraison de jeunes artistes faisant fi de tout pizel. L'art vidéo des années 70 se vivait comme une « guérilla ». Aujourd'hui que la télévision ne cesse d'annexer de nouveaux territoires pour leur appliquer ses diktats bornés, l'art vidéo lui réplique en multipliant les formes inattendues d'attentats, d'actes libres.

« Il y a des destructeurs et il y a des constructeurs. Il faut choisir, on ne peut pas être les deux. Je suis un destructeur », dit Loïc Connanski.

Informations pratiques

● **Artifices 4**, Salle de la Légion d'honneur, rue de la Légion d'honneur, 99000 Saint-Denis. De 12 heures à 20 heures (sauf lundi). Tél. : 01-49-39-68-11. Jusqu'au 5 décembre.
● **Joël Barrois**, installations et vidéos, Espace Croisé, centre commercial, 101, allée de Lige, 59000 Lille. Du mardi au samedi, de 13 heures à 19 heures. Tél. : 03-20-06-98-19. Jusqu'au 4 janvier.
● **10^e Rencontres Vidéo Art**, Plastiques, Théâtre et CAC d'Hérouville-Saint-Clair. Tél. : 02-31-95-30-87. Jusqu'au 30 novembre.
● **Les Écrans du Doc**, Thème privilégié : Méditerranée. Auditorium, 2, rue Jules-Ferry, 94250 Gentilly. Tél. : 01-47-40-58-29. Du 4 au 8 décembre.
● **53 vidéos**, 9 photographes, Galerie Sud, 10, avenue Victor-Hugo, 92220 Bagneux. Tél. : 01-46-64-52-11. Dimanche au jeudi, de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 19 décembre.

au public du *Forum culturel* du Blanc-Mesnil venu découvrir ce « hussard de la vidéo », un samedi en fin d'après-midi. « C'est faux, tu es un constructeur », lui réplique un spectateur que les assauts de Connanski avaient empli de joie. Constructeur de télé-foie ! Pourquoi pas ? Adieu média-tristesse... Saboter la télé, électriser le regard : c'est à la portée de tous. Presque tous les artistes qui travaillent aujourd'hui en vidéo (mais en virtuel aussi bien) le proclament, et leurs œuvres se proposent d'y contribuer. Chacun à sa façon.

DEUX BATAILLONS

A la vue des armes employées, on peut regrouper tous ces agités de la caméra en deux bataillons. Les francs-tireurs (Loïc Connanski, Steve Reinke, Lydie Jean-Dit-Pannel, Pipilotti Rist, Gianni Toti) travaillent en usant des bandes traçantes aux effets dévastateurs. Les organisateurs de camps retranchés (Jeffrey Shaw, Mireille Baril, Dominique Barbier, Bill Viola, Jean-Paul Labro) excellent dans la construction de lieux protégés, de territoires libérés (appelés encore sites interactifs) où l'on s'aguerdit en vue d'une prochaine contre-attaque.

Loïc Connanski, découvert à Manosque l'an dernier (*Le Monde* du 28 novembre 1995), n'a rien perdu de sa fureur. Il continue à taper à couteaux sur tout ce qui l'énervait dans le paysage audiovisuel. Ce jeune sauteur-de la télé (il a vingt-sept ans et est opérateur de prise de vues) se vautre de vidéo Hi 8 et cuisine chez lui des cocktails explosifs, mélangeant subtilement proses de vases et commentaires-poésies, commentaires joignant le geste à la parole. A qui, à quoi s'attaque-t-il ? A la monotone quasi-poissonnière (1) du porno (3615 Cracovie). Aux acteurs de cinéma prêts à tout pour être engagés. Aux éternels quêturs d'interviews, qu'il imite lui-même en



Il était naturel que le peintre Fabrice Hybert, dont l'usage des résines donne à ses toiles une perception presque virtuelle de son travail, rencontrât Isabelle Dupuy, conceptrice de CD-ROM, comme ici avec « Double-fond ».

paraisant un tournage. Aux couples impudiques des « Tournez manège » qui chantent faux leurs lamoyants regrets de ne s'être pas assez aimés (*Matador*)...

L'art vidéo reste encore l'avenir de tout ce qui se ment dans la vidéo-sphère (dont la télé fait partie, certes, et le multimédia, c'est évident, mais aussi le cinéma,

même s'il ne veut pas le savoir). Il est le lieu où se condensent les réflexions, où se pensent les explosions, où se trament les projections, où se dissolvent les définitions - mais aussi les malintendances, le sabotage - de l'ordre technologique mondial. L'insoumission est son programme. L'art vidéo est né d'un refus absolu de voir l'image

électronique bafouée par la télévision. Et ça continue de plus belle.

Steve Reinke, auquel le Festival d'Hérouville, placé sous le signe d'Artifices 4, a consacré cette année, consacre une rétrospective, est une sorte de Connanski canadien. Il vit à Toronto. Il a trente-six ans. Son œuvre porte un seul titre : *The Undred Videos*. Il s'est fixé comme but de réaliser cent vidéos jusqu'en 2001. Il puise dans les archives de la télévision des images ordinaires, ou insolites, qu'il détourne en les commentant avec ses propres souvenirs. Le décalage entre une liberté de propos assez insolite et une bande-images convenues, mais chamboulée par le montage (montage parallèle de deux ou trois sources sans rapports), produit des effets de « mentir vrai » décapants. La rhétorique télévisuelle se défile sous les assauts d'une voix qui charrie des mots qu'aucune image instituée ne saurait prendre en charge. Homosexuel militant, Reinke s'en prend en particulier à tous les dis-

L'axe Karlsruhe - Saint-Denis

Artifices 4 consacre l'existence d'un axe productif liant l'école d'arts et médias de Karlsruhe en Allemagne (ZKM) et le Laboratoire d'esthétique de l'interactivité, sis à l'université Paris-VIII (Saint-Denis). Le ZKM, école la plus riche d'Europe, est dirigé par l'artiste Ben Jeffrey Shaw, créateur de quelques-unes des plus belles installations muséales en jeu la réalité virtuelle. Jean-Louis Bessier, auteur d'œuvres interactives marquantes, dirige le Laboratoire de Saint-Denis et le biennale Artifices.

Nombre d'œuvres exposées à Saint-Denis viennent de Karlsruhe. Outre celles de Jeffrey Shaw, on consulte de nombreux CD Rom réalisés au ZKM et édités sous le label Artifices. Le Laboratoire d'esthétique de l'interactivité expose à Artifices les travaux auxquels il a contribué. Un CD-Rom de Jean-Pierre Balpe, *Romans (Roman)*. Un CD-Rom initié par Isabelle Dupuy, *Double-fond*, avec la participation du peintre Fabrice Hybert et de Marie-Ange Guilleminot.

Le réel dans les caméras de quatre vidéastes hors pair

● **Lydie Jean-Dit-Pannel** (née en 1968) a conçu le *Troisième Chapitre* de son œuvre autobiographique 1968 *Chapitre un, deux*, etc. comme un « CD DRAM ». Le film au programme d'Hérouville simule une navigation de vingt-six minutes dans un CD-Rom qui n'existe pas. C'est pourquoi il fonctionne encore mieux que tous les CD-Roms réels qui ont réussi à s'aventurer dans la fiction éclatée (style Laurie Anderson, John Sanborn, Armand Gaudier). Le menu affiche des visages : amis, parents et l'auteur en personne. Et une suite de dates, de 1994 à 2000. On clique 1998. Quatre événements s'offrent : « Je filme l'assassinat de Chirac » ; « Le pape meurt du sida » ; etc. La fièvre élit Chirac. Nous voici sur les Champs-Élysées, le président salue la foule ; soudain, un coup de feu, et la caméra peine à passer au-dessus des badauds. Voilà. C'est trois fois rien et c'est frais, tout est dans l'idée, la vitesse d'exposition. Au plaisir des gags et des anecdotes s'ajoute celui de leurs modes d'affichage, de sélection. Tous ces brui-bruits, clics-clinquants. Toutes ces couleurs, ces icônes qui exploitent en mini big bangs.



PORTRAITS

Lydie Jean-Dit-Pannel, plasticienne du type « moi-je » (Boltanski, Messager, Cyn-die Sherman) a réussi là une opération de vraie fausse virtualité subjective. Réalisé avec les moyens du CICV de Montbéliard, son triptyque alterne trois formes différentes de récit images. Et pointe par là même les trois modes de la mémoire : l'enfance (qui mélange tout), l'adolescence (improbablement précis), l'âge adulte (qui commence à regarder vers la fin du parcours et confond un peu tous les temps).

● **Gianni Toti**, soixante-dix ans, poète italien qui se veut l'héritier des futuristes russes, a longtemps œuvré au Service de la recherche de la RAI, avant de se réingérer au CICV de Montbéliard. *Planétopolis* est sa dernière œuvre, flot de deux heures de langage numérique (spécifiquement haut de gamme) d'images Hi 8 (volontairement bas de gamme) cueillies dans une dizaine de villes (Moscou, Montréal, Buenos Aires, Sao Paulo, Paris...). Toti démontre la maîtrise de l'économie mondiale sur l'urbanisation. A quoi il oppose l'utopie d'un consensus renouveau. Et la puissance de « son imagination verbale. Toti sera à Karlsruhe (au ZKM) le 4 décembre, à Strasbourg (Lakérie) le 5, à Mulhouse (Filature) le 6, à Belfort (École d'art) le 9. Et le 11 janvier, au Blanc-Mesnil.

● **Mireille Baril**, Rien de mieux pour libérer un territoire

virtuel que d'en dégager un matériel. Et vice versa. C'est ce que creuse, à Hérouville, la Canadienne Mireille Baril, avec *Rencontre des foyers*. L'espace libéré par cette Québécoise est construit par des projections sur de grandes feuilles de calques placées à 1 mètre d'un mur. On a l'impression de voir un paysage urbain qui vit de l'autre côté du mur, mais projeté tête en bas. *Camera obscura*... Des trous percés dans le mur nous plongent dans l'espace extérieur. *Mais attention, piège : tout n'est pas en direct. En certains points, les mêmes voitures passent et repassent. Des boucles injectent dans le panorama live des scènes déjà filmées à l'extérieur. De surcroît, deux caméras de surveillance inscrivent le visiteur dans l'espace qu'il regarde... Ne pas confondre l'espace et représentation. Baril brouille notre approche de l'espace, du temps et du réel.*

● **Jeffrey Shaw** Jeffrey Shaw arrive à marquer un point de plus dans le camp du virtuel en convoquant des photographies bien réelles au départ. *Lieu-Mode d'emploi* est un vaste cirque au milieu duquel se trouve une estrade ronde. Un seul visiteur peut s'y tenir et s'emparer d'un volant. Tourner le volant entraîne l'estrade dans un mouvement giratoire qui permet de découvrir un paysage circulaire occupant la totalité de l'encainte (percée cependant d'une entrée).

Munis de divers boutons, le volant permet non seulement de tourner devant mais aussi d'entrer dans le paysage : de s'en rapprocher plus ou moins. On zoome sur tel point du lieu découvert (une plage, une vieille ville, une chaîne de montagne) et l'on perçoit des détails. Si l'on zoome trop, on passe de l'autre côté. Car le paysage est un anneau. Une galette posée à côté d'une dizaine d'autres. Et le volant permet de se diriger vers un de ces cylindres-paysages à volonté. Si l'on parle, les mots émis déclenchent une partition de mots (pas ceux qu'on a prononcés, d'autres) s'écrivant sur les murs : ils glissent sur le paysage.

Les sensations éprouvées ? Une grisaille nouvelle comparable à celle de la vitesse : l'ivresse de l'espace-temps. D'une précision infinie dans le déplacement. L'impression d'une maîtrise totale de l'image, dont on n'aura plus envie de se priver en revenant dans le monde réel. Enorme coup de vieux donné aux images qui refusent d'avancer qu'on ait pris sur elles. Jeffrey Shaw est vraiment le maître des dispositifs les plus pratiquement évidents au royaume de l'interactivité. Ils nous amènent à nous situer à tout moment dans l'espace réel où nous nous trouvons et non pas dans des galeries imaginaires. Salubre et efficace enrôlement !

J.-P.F.

MARCISME Tant d'artistes affichent leurs bêtises dans leurs réalisations que l'art vidéo, selon certaines théories, se confondrait avec l'art de s'autofilmer. Dans les années 70, Rosalind Kraus a mis cette idée en musique : la vidéo c'est le narcissisme considéré comme un des beaux arts. L'argument a été répété jusqu'à plus soif. A la longue, il ne tient plus. Pour comprendre pourquoi un artiste est amené à se filmer, il vaut mieux interroger le poids de la télé que les arcanes de la psychologie.

La télé, c'est la fin du « Je ». Du récit à la troisième personne. La télé ne vit que d'une omniprésence du « Je ». Des cohortes de « Je » se succèdent, se bousculent, pour dire le réel. Des « Je » officiels, des « Je » maison, des « Je » de la rue. Très vite les artistes ont perçu ce virage et l'ont pris. Pour le rendre glissant. En se plaçant au centre de l'image, ils quêtent moins des satisfactions narcissiques qu'ils ne tentent de subvertir une posture. C'est pourquoi, une fois là, ils s'ingénient à accomplir des gestes incohérents et à prononcer des mots irrecevables.

Jean-Paul Fargier

(96/97) décembre au Cargo

LECTURE
Journées moniales de lutte
contre le sida Le Fil/
Christophe Bourdin à l'initiative
de Sida-Solidarité-Spectacle
DIMANCHE 1ER A 18 H. ENTRÉE LIBRE

FESTIVAL DES BOUTEILLÉS
Le concert Improvisé
Ingrid Schmitz/Michel Riessler
JEUDI 6 A 20 H 30

Orchestre National de Lyon
Quatrième Symphonie/Charles
Yves/direction Pascal Verrot
JEUDI 6 A 20 H

Maria Braze
VENREDI 7 A 20 H 30

Galaxies/Erkos
Jean-Claude Eloy/Junko Ueda
VENREDI 7 A 20 H

EXPOSE
Alain Pissot La Tristesse complote
MARDI 10

THEATRE DANS LE THEATRE
DE PIERRE HERMINE
Détours Fragments d'un événe-
ment courant/Richard Dubelski
JEUDI 12 ET VENDREDI 13

BIEN-ÊTRE PUBLIC DANS LE
THEATRE DE PIERRE HERMINE
La culture Hip Hop Hugues
Bazin/Animation Daniel Bougroux
VENREDI 13 A 20 H 30

DECOUVERTE REGIONALES
Rencontres régionales
Paroles Urbaines théâtre,
sketch, rap, comédie-musique,
radio, récit, film, vidéo...
L'ANIMATEUR ET LE PROFESSEUR,
LE PAROLEUR ET LE THEATREUR, PRE-
SENTENT TOUS A TOUT LE PAROLE.
INFO MARTIN CARROTTES TEL 84 76 26 00 00
OU VENDREDI 13 AU DIMANCHE 14

STREET ARTISTS
Comédies Madrigalesques
direction Dominique
Visse/Péniche Opéra
SAMEDI 22 A 20 H 30

réservations 04 76 25 91 91

LE CARGO

RENDEZ-VOUS
DES ARTS

Escale du regard
Quinze photographes à la Villa Médieis
16 novembre - 29 décembre 1996
Avec l'association 75007 Paris
Ouvert tous les jours, de 11h30 à 19h30,
sauf le lundi et les jours fériés.
Entrée 10€

MAISON GALLET
RECHERCHE TABLEAUX
ANTIQUES, MODERNES
OBJETS D'ART, MEUBLES
ANTIQUES, SCULPTURES,
époque ou de style. Estimation
gratuite. Partage de succession.
Déplacements Paris-Provence
71, bd Malesherbes
75008 Paris. M^o St-Augustin
01.43.87.36.00

HISTOIRE ET IMAGES
colloque franco-allemand en coll. avec l'Université d'Amsterdam 9, 10, 11 décembre 1996.
Thème : Comment faire de l'histoire avec des images - jadis et aujourd'hui
le 11 à 10h : projection du film "Chronique coloniale, Mother Day, et turlutte" de
Vincent Monnikhuizen suivie d'une table ronde, en présence du réalisateur.
Institut Néerlandais, 121 rue de Lille, Paris 7 - Réservations : 01.53.59.12.40

Chaque semaine retrouvez
"LE RENDEZ-VOUS DES ARTS"
pour vos annonces contactez le
01.44.43.76.20 - (Fax : 01.44.43.77.31)

**Chef d'orchestre,
le violoniste dirige
l'intégrale des symphonies
de Beethoven**

★ Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{re} Alma-Marceau. 20 h 30, le 30 novembre et les 1^{er}, 2 et 3 décembre. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 390 F.

Journée mondiale de lutte contre le Sida
En 1994, Christophe Bourdin publiait *Le Fil*, récit autobiographique au long duquel ce jeune écrivain âgé de trente ans évoque sa vie avec le sida. Le 1^{er} décembre, cent établissements culturels en France feront entendre ce texte lu à la même heure par des élèves comédiens et des petites compagnies théâtrales installées dans des zones rurales ou en périphérie de grandes villes. Cette soirée s'inscrit dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre le sida. Partout, l'entrée sera libre. La veille, à 20 h 45, France-Culture proposera cette lecture en avant-première. (*Le Fil*, Éditions de la Différence, bientôt disponible en Folio/Gaillimard.)
19 heures, le 1^{er} décembre. Principaux lieux en région parisienne : Cité des sciences et de l'Industrie, Comédie-Française, Cité internationale, Centre Georges-Pompidou, Dix-Huit Théâtre, Théâtre de la Bastille, Caroucherie de Vincennes... Information du public sur les lectures : 08-01-63-05-03.
Silvana Delnati,
Luis Di Matteo

L'Origine argentine, cette chanteuse a grandi imprégnée de tango classique. Une tradition qu'elle respecte et vitifie avec une volontaire assurance, comme le prouvent ses deux albums, *Tanguera* et *Tangos* (Wergo/Harmonia)

Mundi). Elle interprète un tango aux accents salubres, accompagnée par le bandoniste et compositeur Luis di Matteo.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e, M^o Château-d'Eau. 20 h 30, le 3 décembre. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Djell Moussa Diawara, Fenoamby

Virtuose de la cora, le Guinéen Djell Moussa Diawara fait jaillir du ventre de son instrument des mélodies sinueuses au charme envoûtant. Puis, place au saleye, une musique énergique et festive en vogue à Madagascar, la terre natale de Marius Fontaine, leader charismatique du groupe rémoimais Fenoamby.

Théâtre Clavel, 3, rue Clavel, Paris 19^e, M^o Pyramides. 20 heures, le 2 décembre. Tél. : 01-42-38-22-58. 80 F.

A la Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, le 10 décembre à 23 heures. Tél. : 01-42-02-20-52.

Kirk Lightsey, Tibor Elekes, Don Moye...

Le pianiste Kirk Lightsey joue en trio dans l'un des clubs les plus plaisants de la capitale, avec notamment Don Moye, batteur de l'Art Ensemble of Chicago, c'est une chance. Ce type de rencontre montre que le jazz a encore de longues décennies pour lui.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}, M^o Châtelet. 22 h 30, le 30. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.

NOUVEAUX FILMS

RENNE (F)
Film français de Albert Dupontel
1^{re} UGC Ciné-Gré les Halles, 1^{er} R, Rex, 2^e (01-43-39-17-10-10); 14-Juillet Beaubourg, 1^{er} (01-42-77-77-30); 14-Juillet Harveille, 1^{er} (01-46-33-79-38); 14-Juillet Odéon, 5^e (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Montparnasse, 5^e; Gaumont Ambassade, 5^e (01-43-39-17-10-10); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 5^e; UGC Opéra, 9^e; 14-Juillet Bastille, 1^{re} (01-43-39-97-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 1^{re}; Escorial, 1^{re} (01-47-07-28-04; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Gobelins, 1^{re}; Micallef, 1^{re} (01-38-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Saint Parnassus, 1^{re} (01-43-20-32-20); 14-Juillet Baugreville, 1^{re} (01-45-75-79-79); UGC Convention, 1^{re}; Pathé Wepler, 1^{re} (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet St-Et-Suive, 1^{re} (réservation: 01-40-30-20-10); La Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96; réservation: 01-40-30-20-10).

LE BOSSU DE NOTRE-DAME
Film américain de Gary Trousdale
1^{re} UGC Ciné-Gré les Halles, 1^{er} R, Rex (Le Grand Rex), 2^e (01-39-17-10-00); UGC Danteron, 5^e; UGC Montparnasse, 5^e; Gaumont Marignan, 8^e (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, 8^e; Paramount Opéra, 9^e (01-47-07-28-04; réservation: 01-40-30-20-10); Les Nations, 1^{re} (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 1^{re}; UGC Gobelins, 1^{re}; Gaumont Parnasse, 1^{re} (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Montparnasse, 1^{re} (01-43-39-17-10-10); Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-30); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Alésia, 14^e (01-43-27-84-30; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, 15^e (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; UGC Convention, 15^e; UGC Mollat, 17^e; Pathé Wepler, 17^e (01-43-39-17-10-10; réservation: 01-40-30-20-10); La Wepler, 17^e (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet St-Et-Suive, 1^{re} (réservation: 01-40-30-20-10); La Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96; réservation: 01-40-30-20-10).

LE FILS DU CROISANT
Film franco-suisse-allemand de Jean-Luc Godard

UCI Cré-Gré des Haïes, 1^{re}; Le Saint-Germain-des-Prés, salle G.-de-Beauregard, 6° (01-42-22-87-23); réservation : 01-40-30-20-10; La Balzae, 9° (01-45-01-51-50-60); Majestic Bastille, 1^{er} (01-47-40-02-48-48); réservation : 01-40-30-20-10.

HUDE

Film américain de Michael Winterbottom : Gaumont les Haïes, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation : 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-98); réservation : 01-40-30-20-10; Christine, 9° (01-43-29-11-30); Les Trois Luxembourg, 6° (01-45-63-37-77); réservation : 01-40-30-20-10; George-V, 8°; George-V, 8°; La Bas-tille, 1^{er} (01-43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Hall, 13^e (01-45-89-77-77); Christine, 9° (01-43-29-11-30); Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50); réservation : 01-40-30-20-10; Sept Par-nassiens, 14^e (01-40-23-32-20).

LES FILMS D'ADRIEN (*)

Film américain de Kevin Hooles : Gaumont les Haïes, 1^{er}; Gau-mont Marnage, 9° (01-40-30-20-10); Gaumont Margnarg, 9° (01-40-30-20-10); George-V, 8°.

LOVE ET

Film français de Marion Vernoux : Gaumont les Haïes, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation : 01-40-30-20-10; La Bouillotte Odéon, 6° (01-43-25-59-83); réservation : 01-40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8° (01-43-59-19-88); résér-vation : 01-40-30-20-10; Saint-Lazare, 13^e (01-43-27-84-50); réservation : 01-40-30-20-10; Gaumont Opé-ra Français, 9° (01-47-70-33-98); réservation : 01-40-30-20-10; La Bas-tille, 1^{er} (01-43-07-48-60); Les Nation, 13^e (01-43-27-84-50); réservation : 01-40-30-20-10; Majestic Passy, 1^{er} (01-43-27-84-50); réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (01-45-01-75-79-79); Gaumont Convention, 13^e (01-48-28-42-27); réservation : 01-40-30-20-10; Majestic Passy, 1^{er} (01-43-27-84-50); réservation : 01-40-30-20-10; Pétite Wepler, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

CINÉMAS FUNÉRAIRES (*)

Film américain de Abel Ferrara : Gaumont les Haïes, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation : 01-40-30-20-10;

Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-40-77-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10)
 14-Juillet Hauerfeulle, 6^e (01-45-39-30-10)
 8^e : Publics Châteauneuf, 1^{er} (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Triomphe, 8^e ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (01-47-57-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alsace, 14^e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaurenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Parthé Wexler, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

POURSUITE

Film américain de Andrew Davis
 VO : UGC Ciné Cité les Halles, 1^{er} ; UGC Odéon, 8^e ; Gaumont Marignan, 8^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, 8^e ; Gaumont Gobelins Faubourg, 15^e (01-45-35-58 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LA PROPRIÉTÉ

Film américain de Ismaïl Merchant
 VO : Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-34-42) ; Publics Châteauneuf, 1^{er} (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Paris, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10).

ARRIVAGES : COMMENT CA VA AVEC LA DOULEUR ? (Fr.) : Saint-André des Arts 1, 01-45-41-11-52.
ARRIVEMENT (Fr.) : Lucernaire, 6^e 01-45-44-57-34.
ASPHALT TANGO (Fr.-Rou., v.o.) : Latina, 6^e 01-42-78-47-86.
BEAUTIFUL THING (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6^e 01-45-44-57-34 ; L'Entreprise, 01-45-43-61-40.
BREAKING THE WAVES (*) (Dan., v.o.) : UGC Forum Orient-Express, 14 ; 14-Juillet Haute-Feuille, 6^e 01-43-33-79-30 ; UGC Triomphe, 8^e ; Biervente Montparnesse, 11-01-35-79-17-00 ; réservation : 01-45-43-61-40.
CAPTAIN CONAN (Fr.) : UGC Forum Orient-Express, 11^e ; UGC Odéon, 6^e ; Gaumont Ambassade, 8^e 01-43-39-29-18-08 ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Lincoln, 6^e 01-45-44-57-34 ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Parneresse, 14^e ; réservation : 01-40-30-20-10.
LA CHAMBRE TRANQUILLE (Aust., v.o.) : 14-Juillet Haute-Feuille, 6^e 01-45-44-57-34 ; 14-Juillet Lincoln, 6^e 01-45-39-36-14 ; Sept Parneresse, 14^e ; réservation : 01-40-30-20-10.

requin, 6* (01-40-34-28-80); réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Champe-Elysées, 6* (01-40-30-20-10); Max Linder du Panorama, 6* (01-48-24-88-88); réservation: 01-40-30-20-10); Max Linder du Panorama, 5* (01-48-24-88-88); réservation: 01-40-30-20-10); UGC Cinéma de la Parthé Wepler, 6* (01-40-30-20-10); 14 Juillet Seine, 15* (réservation: 01-40-30-20-10).

PASSAGE À L'ACTE (Fr.): Gaumont Levallois, 6* (01-40-30-30-40); réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, 8* (01-43-59-19-08); réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, 9* (01-47-70-38-88); réservation: 01-40-30-20-10); UGC Cinéma de la Parthé Wepler, 13* (01-47-07-08-88); réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Marnes-la-M., 14* (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Cinéma de la Parthé Wepler, 14* (réservation: 01-40-30-20-10).

PO DI SARETE' (It.-Fr.-Tun. v.o.): Gaumont Levallois, 6* (01-40-30-30-40).

LA PROMESSE (Bel.): 14-Juillet Seabourg, 3* (01-42-77-14-35); Saint-André des Arts, 1* (01-43-26-48-10); Le Montparnasse, 14* (01-39-17-10-10); réservation: 01-40-30-20-10).

LES FEMMES D'ALPHONSE (Fr.-Bel.): Saint-André des Arts, 1* (01-43-26-48-10).

LE ROMAN D'UN JEUNE HOMME (Fr.-It. v.o.): Gaumont Levallois, 1* (01-40-30-39-90); Espace Saint-André des Arts, 1* (01-40-30-20-10); Espace Saint-André des Arts, 1* (01-40-30-20-10); Lucernaire, 6* (01-45-44-57-34).

RONDE DE FLÛCS À PÉGIN (Chin. v.o.): Le Quartier Latin, 14* (01-43-26-84-84).

SALUT COUSIN ! (Fr.-Alg.-Bel.-Luc.): UGC Ciné-Cité, 6* (01-43-26-48-10); Espace Saint-André des Arts, 1* (01-40-30-20-10); Espace Saint-André des Arts, 1* (01-43-26-48-10); Le Balzac, 8* (01-45-61-10-60); UGC Opéra, 9* (01-47-70-38-88); Gaumont Aldéa, 14* (01-43-27-84-50); réservation: 01-40-30-20-10); Miramande, 14* (01-43-26-48-10); réservation: 01-40-30-20-10); Parthé Wepler, 18* (réservation: 01-40-30-20-10).

SANCOFA (ghanaïen, v.o.): Sept Persenniens, 14* (01-43-20-32-20).

LA SERVANTE AMBANTE (Fr.): Grancine, 14* (01-43-26-48-10).

TELLUJULUJULU CLOSÉ (A. v.o.): L'Empire, 14* (01-45-43-41-63).

UN AIR DE FAMILLE (Fr.-v.o.): Parthé Wepler, 18* (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Ciné-Cité les Halles, 7* (14-Juillet Seabourg, 3* (01-42-77-14-35); 14-Juillet Seabourg, 3* (01-42-77-14-35); 14-Juillet Odéon, 8* (01-43-25-59-93); réservation: 01-40-30-20-10); UGC Montparnasse, 6* (01-40-30-20-10); UGC

LE CHEIK BLANC, (v.-j.) : Reflet Médic 11 h 40. (01-45-54-42-34) dimanche 11 h 35.

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.-Por.) : 14-Juillet Beaubourg, 3° (01-47-74-15-25) dimanche 11 h 25.

LES DÉSARMOIS DE L'ÉLÈVE TÔLEUSE (Fr.-All.) : Acotone, 5° (01-45-35-86) dimanche 13 h 20.

EASY RIDER (A.-U.) : Studio Galand, 5° (01-43-26-94-08 ; réservation : 01-46-30-20-10) dimanche 18 h 30.

L'ENFANT NOIR (Fr.-Gu.) : Image d'ailleurs, 1° (01-45-87-18-09) samedi 22 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint Lambert, 15° (01-45-32-91-68) dimanche 18 h 40.

HELIZAPOPPIN (A.-U.) : Reflet Médic 11 h 35. (01-45-54-42-34) dimanche 11 h 35.

NEW YORK 1997 (A.-U.) : 14-Juillet Beaubourg, 3° (01-42-77-14-55) dimanche 11 h 35.

GEORGE ROU (It.-U.) : Acotone, 5° (01-46-35-86) dimanche 17 h 45.

LES ÉCARTÉS (Fr.-All.) : Reflet Médic 11 h 35. (01-45-54-42-34) dimanche 12 h 05.

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Acotone, 5° (01-46-35-86) dimanche 12 h.

LA SACOTA (It.-U.) : Acotone, 5° (01-46-35-86) dimanche 14 h 25.

LE RACISTE (Fr.-Su.) : Uchi, 5° (01-46-35-86) samedi 18 h 40.

SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOMIE (***) (It.-U.) : Acotone, 5° (01-46-35-86) dimanche 19 h 40.

THELLOUS MONK (A.-U.) : Image d'ailleurs, 1° (01-45-87-18-09) samedi 22 h.

THÉORÈME (***) (It.-U.) : Acotone, 5° (01-46-35-86) dimanche 18 h.

HUMPHREY BOGART (v.o.), *Acción*
Ecolas 5, (01-43-25-72-07), *Le Grand*
Sommeli, sam. 16 h 05, 18 h
20 h 15; *Le Fennet*
20 h 15, 20 h 30, 19 h 10; 20 h 40; *Le*
Comtesse aux pieds nus, lun. 14 h
16 h 30, 19 h, 21 h 30; *High Sierra*, mar.
14 h, 16 h, 18 h, 20 h.

ONE-CLUB JUNIOR (v.f.), *Le Cinéma*
des cinéastes, (01-53-42-60-20),
La Belle et la Bête, sam. 14 h
16 h, 22 h; *Films rares et restaurés*
16 h, 18 h, 20 h 30, 22 h 30, dim.
16 h, 18 h.

CINECITA INTERNATIONAL FAIT
SONS, *Acción*, (01-43-25-72-04)
29-44-00, *Palermo Milano solo andata*,
dim. 16 h 30, mar. 21 h 30; *Escondi*
Silla, mar. 16 h 30; *Voci del Tempo*
dim. 14 h, mar. 14 h; *14 ans au mois* dim.

de Mayas, sans 17 h 15, 19 h 15, 21 h 15, 15 h 15, 17 h 15, 19 h 15, 21 h 15, 17 h 15, 19 h 15, 21 h 15, 17 h 15; Les Ailes du courage, sans 12 h 15, 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15, 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15; Les Ailes du courage suivi du Mystère de Mayas, sans 20 h

PRODUCTION DU CINÉMA JAPONAIS, 22 FILMS (v.o.). Les Trois Luxembourgs, 6* (01-43-93-97-97). Goût du riz au vert, sans 16 h 19 h, 21 h 30; Récit d'un propriétaire dim, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les quatre filles du docteur, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Femmes et Voyous, sans 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

PRODUCTIONS DE LA MAISON DE LA PHOTOGRAPHIE, 14 Maisons de pierre de la photographie, 61 (01-49-00-00). Margel Senaldi, entretien avec G. Lamarche-Vadel, dim, 15 h.

ALAIN RESNAIS, L'Entrepôt, 14* (01-43-41-63). Hiroshima mon amour, sans 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 22 h; L'Année dernière à Marienbad, 16 h 15, 18 h, 20 h; Mariel, 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

RETROSPECTIVE JACQUES ROZIER, 14* Christine, 6* (01-43-29-11-30). L'été d'Orrouet, sans 18 h, 21 h, 14 h, 15 h, 18 h; Marine Odan, dim 14 h, 16 h, 18 h, 20 h; Paparazzi, mar. 14 h, 16 h, 18 h.

RETROSPECTIVE RISTO JARVA (v.o.) Institut finlandais, 5* (01-40-51-89-05) Le Livre de Vazarian, sans 16 h.

LES SEPT PREMIERS LIPS (v.o.). Eglise des Rois, 5* (01-43-37-57-47). Les Mammifères, sans 17 h 30, 19 h, dim 17 h 30, 19 h, 14 h 30, 19 h, mar. 17 h 30, 19 h.

SIDA ET CINÉMA, 13* des Sciences de la médecine, 13* (01-40-95-91-23) Les 120 coups de cinéma contre un virus, dim 17 h; Sylvie, ses mots pour le dire, sans 17 h 30; Temps d'amour, dim 17 h 30; Al Kapote et Dick Killer, dim. 16 h 15; Klôd, dim. 14 h 15; L'Accompagnement, sans 17 h; Sida, paroles de la jeunesse, 13 h 30; L'Amour est réinventé, dim. 17 h 15.

SORRE BREF, Le République, 11* (01-40-55-31-33). Sur la plage de Belfra, mar. 20 h 30.

WMW WENDERS (v.o.), Accatone, 5* (01-43-83-88-88). Paris, Texas, mar. 19 h 10; Les Amants du pont, 19 h 10; Jusqu'au bout du monde, sans 21 h 20; Alice dans les villes, 14 h 15 20.

Palais de Chaillot
01-47-04-24-24

DIMANCHE
Cinéma-Lesotho: Rien ne va plus (1915)
Cinéma-Lesotho: Le Village du Canada
(1927), de Fred M. Guiot et Hal Roach
Un voyage au paradis (1924), de Fred
Newmeyer et Sam Taylor, 14 h; Pat
Pan (1924), d'Herbert Brenon, 16 h
Monsieur, Madame et Bibi (1932), de
Jean Boyer, 19 h; Combat de boxe
(1927), de Charles Deukeuleire; H
(1927), de Charles Deukeuleire; H
de Charles Deukeuleire; Impatience (1929),
de Charles Deukeuleire, 21 h.

MARDI
Papa d'un jour (1927), d'Harry Langdon,
21 h.

Salle Napoléon
01-47-04-24-24

DIMANCHE
Histoire permanente du cinéma: L
Zinniz d'Hollywood (1961, ou, s.t.f.,
de la série, 17 h; Hôtel de France
(1987), de Patrick Chéreau, 19 h 30
What Price Hollywood ? (1932, ou, s.t.f.,
de George Cukor, 21 h 30.

Salla Garencé
(01-42-76-37-29)

DIMANCHE
Le Cinéma tchèque et slovaque : U
carpe diem, Jaromír Jireš (1966, v.o. s.t.f.)
de Karel Kachyna, 17 h 30 ; L'Orsail
(1969, v.o. s.t.f.), de Karel Kachyna
14 h 30 ; Vive la République! (1965, v.o.
s.t.f.), de Karel Kachyna, 17 h 30 ; Le
Messe (1967, v.o. s.t.f.), de Dusan Han-
ek : La Jole silencieuse (1985, v.o.
s.t.f.), de Dusan Hanek, 20 h 30.

LUNDI
Le Cinéma tchèque et slovaque : Le
Bâtisseur de cathédrale (1919), de Kar-
l Degl et Antonín Novotný ; L'Orga-
niste de la cathédrale Saint-Guy (1929)
de Martin Fric, 14 h 30 ; Krakatzi (1948)
v.o. s.t.f.), d'Otakar Vavra, 17 h 30 ; Le
Changement de l'empereur - l'empereur
du monde (1951, v.o. s.t.f.), de Mar-
tin Fric, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(01-44-76-62-00)

DIMANCHE
Week-end spécial cinéma africain
Toussaint (1961), d'Idrissa Ouédraogo
Afrique, noir africain (1994), d'Idrissa
Ouédraogo, 14 h 30 ; Lettre paysanne
(1975), de Saffi Faya ; Nilwan (1991), de
Clarence Thomas Delgado, 16 h 30 ; Le
Fest noct (1995), de Laurent Chev-
illon, 21 h.

MARDI
A nous deux, le ville : L'Humeur vaza-
bonde (1971), d'Edouard Luganza,
14 h 30 ; Le Machine à parler d'amour
(1961), de Jean-Baptiste Rossi ; Faits di-
vers à Paris (1949), de Dimitri Kirsan-
ov (1949) ; Paris, mon amour (1966),
d'Yves Laumier 19 h ; L'amie (1967), de
Jean Aurel, 21 h.

**GALERIE NATIONALE DU
JEU DE PAUME**
(01-47-92-10-50)

DIMANCHE
Pommes de la mort (1963), de
Pierre Perrault, 14 h 30 ; Le Règne du
jeu (1966), de Pierre Perrault, 16 h 30.

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

SAMEDI 30 NOVEMBRE

TF 1	France 2	France 3	Arte	M 6	Canal +	Radio
20.45 POUR UNE VIE OU DEUX Téléfilm de Marc Angelo, avec Lambert Wilson, Judith Godrèche (105 min). 776082 A la veille de son mariage, un ingénieur renverse une jeune femme. Cet accident sans gravité va l'entraîner dans une folle aventure.	20.50 BONNE ANNÉE TOI-MÊME Péca de théâtre de Pauline Dumas, mise en scène de Francis Perrin, avec Michèle Bernier, Pauline Dumas. Enregistrée au Théâtre de l'Européen en 1994 (95 min). 758081 Un révélation particulière.	20.50 LE REFUGE Téléfilm d'André Schwarzstein, avec Maxime Leroux, La Danse du cobra (95 min). 768887 Un cobra, puis une mygale, s'entretient dans un village d'Indonésie. Les deux animaux se retrouvent par ailleurs empoisonnés par des lettres anonymes.	20.45 FALLER ANGELS Téléfilm d'André Schwarzstein, avec Danny Glover, 1028382 Série (155 min). Espèce. Une nouvelle espèce est découverte. Mulder pense qu'une entité extraterrestre a investi le corps d'un astronaute de retour d'une mission dans l'espace. Vengeance d'outre-tombe. Dans l'infirmerie d'un pénitencier, un médecin est surpris en train de mutiler un patient « décadé », alors que celui-ci cède encore des yeux. Le Message (A). Scully est visitée en rêve par son père. Tirée de son sommeil par le téléphone, sa mère, au bout du fil, lui apprend la mort de son père. 23.25 Concert privé. Les Rita Mitsouko (85 min). 9154059 M 6 propose le premier d'une série de concerts privés qui permettront de retrouver, dans un lieu choisi par elles, les plus grandes vedettes. 0.50 Journée mondiale contre le sida. 1.50 La Nuit des clips.	20.50 AUX FRONTIÈRES DU RÉEL Série (155 min). 1028382 Espèce. Une nouvelle espèce est découverte. Mulder pense qu'une entité extraterrestre a investi le corps d'un astronaute de retour d'une mission dans l'espace. Vengeance d'outre-tombe. Dans l'infirmerie d'un pénitencier, un médecin est surpris en train de mutiler un patient « décadé », alors que celui-ci cède encore des yeux. Le Message (A). Scully est visitée en rêve par son père. Tirée de son sommeil par le téléphone, sa mère, au bout du fil, lui apprend la mort de son père. 23.25 Concert privé. Les Rita Mitsouko (85 min). 9154059 M 6 propose le premier d'une série de concerts privés qui permettront de retrouver, dans un lieu choisi par elles, les plus grandes vedettes. 0.50 Journée mondiale contre le sida. 1.50 La Nuit des clips.	20.35 LIBRE COMME L'OISEAU Téléfilm de Lee Grant, avec Ann Margret, George Segal (85 min). 732127 22.00 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Documentaire (90 min). 26856 22.50 Flash d'information. 23.00 THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW Film de Jim Sharman (1975, v.o., 94 min). 5851653 0.35 Meurtre à Alcatraz. Film de Marc Rocco (1995, v.o., 120 min). 418553 2.35 1.10. Documentaire (55 min). 6574401 3.30 Classe tous risques. Film de C. Sautet (1960, N., 105 min). 2256642 5.15 Speed. Film de Jan De Bont (1994, 109 min). 6810081	France-Culture 20.45 À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida. En direct et en public du studio Charles Trenet. 22.35 Musique : Décibels. Actualité du disque : Autour de Ray François ; Promenade avec Herman Leonard, photographe de jazz ; Autour d'un jeune chef d'orchestre, Stéphane Denève. 0.05 Tard dans la nuit. Femme aspie, bouquet de roses rouges, de Christophe Tarré. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Un livre des voix : Alberto Moravia (Noli et lui) ; 1.42 Culture française : Cours Emmanuel Mounier. La psychologie du moi et la formation de la pensée ; 2.00 Les Chemins de la connaissance : La diaspora noire ; 2.55 L'histoire en direct : Berlin, capitale de la guerre froide. France-Musique 19.50 Opéra : Céphale et Procris, d'André Ernest Modeste Grétry (tragédie lyrique en trois actes poème de Marmontel). Chœur du Conservatoire National de Région, orchestre de Picardie, dir. Stéphane Denève. Avec Marc Barraud : Céphale, Cécile Desautels : Procris. 22.45 Entracte. 23.05 Le Bel Aujourd'hui. Rencontre avec Betsy Jolas. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	Planète
20.35 Mon enfant Téléfilm d'Edward Bennett, avec Julie Walters, Georges Corraface (93 min). 58649108 21.30 Bonjour cinéma. 21.55 Métho des cinq continents. 22.00 Journal. (France 2). 22.35 Faites la fête. La musique du bout du monde. 23.50 Soir 3 (France 3).	20.35 Le cœur a rendu l'âme. 21.30 Super Barrio. Le Zorro de gardes.

Ciné Cinéma

	Yves Coppens.
22.40	La Légende des sciences.
23.30	Amo and the Subrovniks Concert.
1:00	Tennis de table. Internationaux de France (60 min).
Ciné Cinéfil	
20.50	Le Club. Invité : Abel Ferrer.
22.05	The Hollywood Chronicles. Scénario : Warren Stearns.
23.00	Born to be Bad. Film de Lowell Sherman (1994, N., vo., 60 min).

4207030

Secrets de table

par Alain Rollat

LE NOMBRIEUX de l'Union européenne se transportent ce week-end à Périgueux, où Jacques Chirac a donné rendez-vous à Helmut Kohl. Selon l'Élysée, le président de la République et le chancelier allemand doivent s'entretenir des affaires monétaires. Mais comment avaler cette version officielle quand on sait que les deux hommes ont choisi de se rencontrer au Salon du livre gourmand, qui est à la gastronomie du Périgord ce qu'est la Foire de Francfort à la saucisse d'outre-Rhin ? Il existe, bien sûr, une autre explication. Et Bernard Pivot, qui présentait vendredi soir son « Bouillon de culture » en direct de Périgueux, ne s'y est pas trompé. Il a servi aux gourmets de France 2 un menu de roi, qui lui vaudra un jour, s'il y a une justice, de siéger au Panthéon, à égale distance d'André Malraux, pour services rendus à l'art (culinaire), et de Jean Monnet, pour services rendus à l'Europe.

Les téléspectateurs ont d'abord eu le privilège d'un scoop. Ce cher Bernard, lui, avait pu mettre la main sur l'ouvrage qui fait saliver depuis quelques jours les plus fins palais de France et de Navarre, mais qui, malheureusement, n'est toujours pas parvenu jusqu'aux cuisines du Monde, comme le déplorait en ces colonnes notre meilleure fourchette, l'ami Pierre Georges. Nous voulons parler du livre mijoté aux éditions Michel Lafont sous ce titre alléchant : *A table avec Chirac. Anecdotes croustillantes et recettes préférées*. A défaut d'obtenir la recette de la floguarde, cette variante

corrézienne du clafoutis aux pommes dont Jacques Chirac se délecte au dessert, les Français ont ainsi eu la primeur de trois révélations. Ils savent désormais qu'en matière de tête de veau la préférence du chef de l'État va à la sauce ravigote. Ils sont maintenant rassurés : si Jacques Chirac boit de la bière, ce n'est pas parce qu'il n'aime pas le vin, mais, au contraire, parce qu'il l'aime trop pour n'en boire qu'à moitié, ce qui l'oblige à une certaine sobriété. Ils partagent aussi un secret d'État : Jacques Chirac est tellement boulimique qu'il emporte souvent des tranches de saucisson dans ses poches « pour l'aider à tenir le coup » au cas où...

Cela dit, s'il convient d'honorer ce succulent « Bouillon de culture », c'est surtout parce que, l'un des deux auteurs du livre en question, Frédéric Le-page, ayant poussé l'outrecuidance jusqu'à juger « névrotique » le comportement alimentaire du président de la République, Bernard Pivot a eu le réflexe de solliciter, au nom de la solidarité européenne, l'avis du chancelier allemand. Helmut Kohl, dont la femme, Hamelore, vient de publier ses propres recettes de cuisine, ne s'est pas fait prier. Il a admis que tout chef d'État soucieux du bien-être de son pays se doit de « bien manger et bien boire » pour « respirer la joie de vivre » et la communiquer à ses concitoyens. Tout le monde a compris ce message fraternel : Jacques Chirac, qui fait ces jours-ci grise mine, serait bien inspiré de changer de régime ou de cuisinier.

La SNCF lance le train moins cher pour tous et le TGV sans réservation aux heures creuses

A partir du 1^{er} décembre, 200 « trains verts » circuleront sur les grandes lignes

A PARTIR du 1^{er} décembre, 200 « trains verts » TGV et grandes lignes, soit environ un train sur cinq, sont accessibles, chaque jour, principalement aux heures creuses, sans réservation et avec une réduction de 15 % pour tous sur le prix de base, en seconde et en première classe. Si le client souhaite réserver sa place sur un « train vert », il lui en coûtera fort probablement 20 francs pour les trains grandes lignes (mais rien pour les TGV). Ce système, destiné à séduire de nouveaux clients, devrait favoriser une meilleure gestion des flux de voyageurs : la réduction de prix incitera les passagers à emprunter des trains aux heures creuses.

La possibilité de monter dans le train sans avoir réservé avait été réclamée par la clientèle de la SNCF lors de la consultation nationale réalisée au printemps. Elle constituait le dernier des six engagements (amélioration des dessertes ferroviaires et des gares, billets livrés à domicile, horaires garantis avec indemnisation en cas de retard, annonce dans les

trains en cas d'incident, train sans réservation) pris par Loïc Le Floch-Prigent, le précédent président de la SNCF, placé en détention provisoire depuis le 5 juillet.

Le nouveau président de la SNCF, Louis Gallois, a repris à son compte cette mesure, dans le cadre de la simplification des tarifs de la SNCF qu'il a engagée. Il n'y aura pas de bouleversement brutal : la nouvelle politique commerciale sera mise en place par touches successives, sur deux ou trois années, afin de ne pas désorienter les clients du chemin de fer. Mi-janvier, M. Gallois prendra une nouvelle série d'« engagements » qui seront l'aboutissement des réflexions en cours.

Le projet industriel (Le Monde du 1^{er} novembre), actuellement discuté en interne avec les représentants du personnel, a ouvert plusieurs chantiers. Le premier objectif est de « casser l'image du train cher ». La mise en place des « trains verts » y participe, tout comme la baisse des prix de 10 % à 18 % décidée en septembre sur

le réseau Nord-Europe (vers Lille et Valenciennes). La direction de la SNCF envisage d'autres baisses des prix « partout où cela est nécessaire pour faire face à la concurrence routière ou aérienne », avait indiqué M. Gallois, dans un entretien au Monde, le 11 octobre. Dans son entourage, on précise qu'une politique promotionnelle « très active » sera mise en place avec des baisses de prix significatives en période creuse ou pour des événements particuliers.

SIMPLIFICATION DES TARIFS

Le deuxième objectif, la simplification des tarifs, constitue l'exercice le plus difficile. La SNCF veut parvenir à un prix unique pour chaque classe, en supprimant progressivement les niveaux de réservation de N1 à N4 sur les TGV. Une nouvelle gamme de réductions tarifaires s'appliquerait sur ce prix unique.

Le principe des cartes (Cartissimo, Vennell, Kiwi) sera progressivement remanié et certains tarifs abandonnés (Joker) au profit

de réductions permanentes pour certaines catégories (jeunes, troisième âge, familles nombreuses) ou dans certaines conditions de voyage (tarif week-end pour tous, aller-retour le samedi, etc.). Ce système est déjà utilisé sur l'Eu-rostar ou sur le Thalys, qui relie Paris à Bruxelles. Comme les compagnies aériennes, la SNCF est en mesure de moduler le pourcentage des sièges vendus à tarif réduit en fonction de la demande exprimée pour chaque train.

La SNCF prendra de nouveaux engagements pour faciliter l'achat des billets et pour garantir la ponctualité des trains. Les 140 trains (sur les 7 000 en circulation) qui enregistrent chaque semaine un retard de plus de 30 minutes lui coûtent 60 millions de francs en rythme annuel (15 000 dossiers par semaine, avec 100 francs de remboursement en moyenne), depuis qu'elle s'est engagée, le 1^{er} septembre, à indemniser les voyageurs.

Christophe Jakubyszyn

Accord de principe pour une nouvelle mosquée à Paris

LA PRÉFECTURE DE POLICE de Paris a donné un accord de principe à la construction d'une mosquée, rue de Tanger, dans le 19^e arrondissement. Après avoir imposé plusieurs modifications concernant les questions de sécurité, de stationnement et d'accès, les services techniques ne soumettent plus la construction de cette seconde mosquée parisienne qu'à un élargissement de la rampe d'accès au parking. Soutenu par le maire (PS), Roger Madec, comme par son prédécesseur, le RPR Michel Bulté, le projet attend désormais le feu vert du maire de Paris. Le Front national devait manifester samedi 30 novembre pour dire « non à la mosquée Tiberi ». Une autre manifestation, à l'appel de dix organisations de gauche et antiracistes, devait dénoncer « les discours de haine et d'exclusion ».

Le directeur de la rédaction du « Figaro-Magazine » est remercié

LE DIRECTEUR de la rédaction du Figaro Magazine, Patrice de Plunkett, a été remercié, jeudi 28 novembre. Selon des journalistes du magazine, qui subit une baisse de sa diffusion et de ses recettes publicitaires, Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse, « avait indiqué à Patrice de Plunkett qu'il n'appréciait pas sa ligne éditoriale ». Patrice de Plunkett a été militant monarchiste et fut proche, dans les années 70, des analyses du Groupe de recherche et d'étude pour la civilisation européenne, un courant de la « nouvelle droite » prônant l'élitisme. Il a été nommé directeur de la rédaction de l'hebdomadaire en 1990. Il est par ailleurs membre de l'Association des écrivains catholiques.

■ GÉNÉTIQUE : un lien entre un gène et l'anxiété a été mis en évidence par plusieurs chercheurs, qui présentent le résultat de leurs expériences dans la revue Science du 29 novembre. Ce gène, qui code la protéine nécessaire à la sécrétion, au transport et à l'utilisation par le système nerveux du médiateur chimique sérotonine, serait responsable d'environ 4 % des cas de névrose. Les personnes dépressives sous-utilisent ce médiateur, d'où le recours aux molécules composant les antidépresseurs, qui permettent de recapter la sérotonine.

■ GRAND-PALAIS : en raison d'un préavis de grève, la direction des musées de France annonce que les Galeries nationales du Grand-Palais à Paris, où se tiennent les expositions « Nara » et « Picasso », « risquent d'être fermées le lundi 2 décembre ».

■ ONU : Le Conseil de Sécurité a demandé à l'OUA, vendredi 30 novembre, de préciser sa position sur la succession au poste de secrétaire général après le veto opposé par les États-Unis à un second mandat de M. Boutros-Ghali. La question de la désignation d'un autre candidat africain devrait être abordée au sommet franco-africain de Ouagadougou, jeudi et vendredi prochains. — (AFP)

L'Etat contre la croissance ?

A FORCE DE CHERCHER à amortir les effets de la crise à coups de dépenses (donc de déficits et de dette accumulée), l'État a fini par accaparer une grande part des ressources qui auraient été nécessaires au redémarrage de la croissance, sans pour autant bien remplir ses missions traditionnelles. Un dossier à lire dans Le Monde Economie du lundi 2 décembre (daté 3 décembre).

Tirage du Monde daté samedi 30 novembre 1996 : 485 867 exemplaires

- C'est pour vous.

240 F.
offerts

et
jusqu'à 9h
de communications
en cadeau



A tous ceux qui rêvent d'un abonnement Itineris et pour téléphoner librement partout en France*, Itineris offre 240 F (déduits de l'une des premières factures) et, selon la formule d'abonnement choisie et les modulations horaires, de 3 h à 9 h de communications offertes soit : 217 F répartis sur 6 mois pour tout abonnement à Déclic, 759 F pour Référence et 814 F pour Affaire. Offre valable pour tout nouvel abonné Itineris du 18-11 au 31-12-96.

itineris®

On va beaucoup plus loin avec Itineris.

N° Vert 0 800 830 800

* Dans les zones couvertes par Itineris.

France Telecom
Mobiles

هكزا من الاصل